

Désengagement français en Afrique

L'intendance ne suit pas dans la coopération franco-africaine existante par les gouvernements. Trois mois après le sommet qui a réuni, comme chaque année, un grand nombre de présidents autour de M. Mitterrand pour la traditionnelle « fête de famille » entre l'hexagone, les territoires et ses anciennes colonies, en rapport du Conseil national du patronat français, rédigé par M. Jean-Pierre Prouteau, ancien secrétaire d'Etat de M. Barre, souligne quelques réalités insuffisamment prises en compte dans les discours politiques.

Les échanges commerciaux franco-africains connaissent une dégradation constante : entre 1985 et 1987, les exportations françaises ont baissé de 27 % et les importations de 44 %. Les crédits à l'exportation et les investissements de la France sont inférieurs aux sommes remboursées par ses partenaires au titre de la dette. Evalué à une centaine d'entreprises, disposant de plus d'un million de titulaires locaux et employant dix mille cadres expatriés, le réseau privé installé au sud du Sahara est de plus en plus tenté par le départ. Il aurait déjà repatrié un quart de ses actifs.

Ce désengagement s'explique en partie par la situation économique d'un continent menacé par la marginalisation. La crise de l'endettement a pris une ampleur inédite. Sans les réajustements, les pays africains seraient très contraints, en 1988, de consacrer 47 % de leurs recettes d'exportations au simple remboursement de leurs emprunts. Dans une Afrique confrontée à une forte croissance démographique et à la chute des cours des matières premières qui assurent l'essentiel de ses gains en devises, le revenu par habitant est inférieur à son niveau du début de la décennie.

Les programmes d'ajustement structurel entrepris à la demande du FMI et de la Banque mondiale ont des conséquences sociales qui menacent la stabilité de nombreux régimes, même les mieux armés. En l'absence de vrais débats démocratiques, pour imposer les sacrifices nécessaires. A contre-courant des idées dominantes dans les milieux économiques, la Banque mondiale vient de publier un rapport faisant état d'un « début d'amélioration » et de « signes encourageants », notamment en matière de production agricole.

Il y a sans doute une part de légitimité à « pro domo » dans ces conclusions d'une institution souvent critiquée pour la violence des remèdes qu'elle a imposés au continent malade. Mais ce document donne des arguments à ceux qui estiment que les Français mènent une politique à court terme en boudant l'Afrique. A moins de faire preuve d'un racisme fondamental, on ne peut exclure que celle-ci connaisse à son tour une période de développement analogue à celle de l'Afrique du Sud-Est. Le sud du Sahara sera un jour « la dernière grande réserve de développement du monde », note le CNPF, soucieux de préserver les positions françaises.

Alors que les Japonais commencent à s'intéresser, de façon sélective, au continent noir, il est malade de se mettre en situation de devoir reconquérir, le siècle prochain, un marché jadis considéré comme une « chasse gardée ». La tendance actuelle chez les hommes politiques est de faire assumer par l'Europe une part croissante de l'aide à l'Afrique, devenue trop pesante pour un seul pays. A aller trop loin sur cette voie ne risque-t-on pas de porter un coup sérieux à une francophonie par ailleurs tant célébrée ?

M 0147 - 03180 - 4,50 F



Paris rappelle son ambassadeur en consultation

Les pressions internationales s'accroissent sur la Roumanie

Les pressions internationales sur le régime du président roumain Nicolae Ceausescu s'accroissent. Le gouvernement français a, jeudi 16 mars, rappelé en consultation son ambassadeur et le Quai d'Orsay a publié un communiqué sévère pour Bucarest.

D'autre part, la Commission de Bruxelles a décidé de surseoir jusqu'à nouvel ordre à la reprise des négociations avec la Roumanie sur un accord de coopération.



Lire nos informations page 32

La campagne pour le scrutin présidentiel au Panama

Les marionnettes du général Noriega

A moins de deux mois de l'élection présidentielle du 7 mai, la campagne bat son plein au Panama, où le général Manuel Antonio Noriega apparaît toujours comme le maître du jeu politique.

PANAMA
de notre envoyé spécial

Étrange pays. Le « décor » est déjà unique : un isthme en guise de territoire - avec un canal comme symbole - où vivent deux millions d'habitants, plus de quinze mille soldats américains et où campent une centaine de banques. Les multiples pressions politiques et économiques exercées par Washington depuis plus d'un an devraient, pense-t-on, avoir modifié la physionomie politique et économique de la capitale. En fait rien, ou presque, ne semble avoir changé.

En juin 1987, les États-Unis « découvraient » que leur protégé et allié de la place, le général Manuel Antonio Noriega, était un trafiquant de drogue, un corrompu, un dictateur, bref un homme peu recommandable, devenu de surcroît bien encombrant, et exigeant son départ. Car le commandant en chef des forces armées de Panama, qualifié d'« homme fort », était, de fait, le seul vrai dirigeant

du pays. Il l'est toujours. « Noriega est là et Reagan est parti », lit-on sur de nombreux murs de la capitale.

A moins de deux mois des élections générales du 7 mai, le général a certes renoncé - tout comme l'actuel président Manuel Solís Palma - à se présenter à la magistrature suprême. Mais pas à jouer un rôle. Les « tickets présidentiels » - un candidat à la présidence, un premier et un second vice-présidents - ont été désignés. La main du général apparaît dans le « ticket » du pouvoir sortant : le candidat à la magistrature suprême n'est autre que l'homme de confiance du général Noriega ; Carlos Duque est en effet en charge depuis longtemps de ses affaires et de celle d'une bonne partie de l'armée qui, Panama oblige, mène à la pratique des armes celle des affaires. A ses côtés prennent place Ramon Siero, beau-frère de Manuel Antonio Noriega, et Aquilino Boyd, un diplomate de carrière. Une trinité entièrement dévouée au commandant en chef des forces armées.

DENIS HAUTIN-GUIRAUD.
(Lire la suite page 4.)

Lire également page 4 :

La guérilla tente de paralyser le processus électoral au Salvador

Carrières des enseignants : un succès pour M. Jospin

L'accord avec les universitaires peut débloquent les autres négociations

Le gouvernement a conclu, jeudi 16 mars, les négociations avec les syndicats sur la revalorisation des carrières des universitaires. Une amélioration sensible des débuts de carrière et un système de primes pour des activités spécifiques (administration, enseignement, recherche) sont prévus. Cet accord est un succès pour M. Jospin qui continue à se heurter à l'opposition des syndicats de l'enseignement primaire et secondaire.

Gerbes de fleurs sur la table, huissier rutilant en jaquette, responsables syndicaux guindés comme pour une distribution des prix, apartés de dernière minute, et un ministre d'Etat manifestement ravi : l'ambiance se voulait historique, le 16 mars dans la grande salle du ministère de l'Éducation nationale, lorsque M. Yannick Simbrun, secrétaire général de la Fédération nationale de l'éducation nationale (FEN), signe, le premier, le document, avant de le transmettre à M. Nicole Fiori-Duharcourt, secrétaire générale du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), puis à M. Jean-Michel Boullier, secrétaire général du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), à M. Jean-Jacques Bienvenu, représentant la Fédération nationale des syndicats autonomes, et enfin, côté gouverne-

GÉRARD COURTOIS.
(Lire la suite page 12.)

Les conservateurs marquent un point en URSS

Le comité central a entamé une procédure contre M. Eltsine
PAGE 3

Ouverture à Madagascar

Le régime en voie de démocratisation
PAGE 6

Hausse des prix

0,3 % en février
PAGE 29

Les grèves en Corse

M. Rocard recevra lundi les parlementaires de l'île
PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 32

De l'incompréhension à la suspicion

Le dévoiement du procès Jobic

Alors que M. Olivier Foll, contrôleur général de la police nationale, témoin au procès de Nanterre, annonce un dépôt de plainte en diffamation contre le juge Hayat, M. Simone Rozès, premier président honoraire de la Cour de cassation, invitée à TF1 jeudi 16 mars, considère que l'affaire Jobic « ne va pas mettre en danger les relations entre la police et la justice » en faisant valoir qu'elles ont « toujours été un peu conflictuelles ». A Nanterre, les débats ont repris leur cours depuis le vendredi 17 mars.

Un procès peut en cacher un autre ! A sa dixième journée d'audience, le procès de l'affaire Jobic a imposé pour se réduire à un affrontement entre la hiérarchie de la police judiciaire et un juge d'instruction, M. Jean-Michel Hayat, comme si c'était là un passage obligé...

A la réflexion, trop de passions et de haines se sont combinées depuis trop longtemps dans ce dossier pour qu'il puisse en être autrement. Et trop de tensions et d'incompréhensions séparent, désormais, deux corps de l'Etat dont la logique voudrait qu'ils s'épanouissent et non qu'ils s'opposent.

LAURENT GRELSAMER.

(Lire la suite page 13.)

Les élections municipales à Paris

XI^e : une bataille civilisée
XIII^e : l'énarque et le polytechnicien
XX^e : M. Le Pen en sous-sol

En province
Ces écolos bretons qui dérangent
Pages 8 à 10

Le Monde

SANS VISA

Dictionnaire vénitien

Promenade, mot à mot, dans la Cité des doges

■ Escapes ■ Gastronomie

■ Jeux

Pages 15 à 18



JEAN LACOUTURE

Champollion

Une vie de lumières

"Ce Champollion est un chef-d'œuvre".

Arnould de Liedekerke/Le Figaro magazine

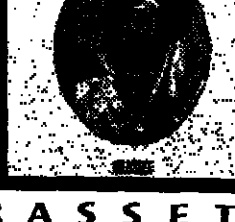
"Lacouture, vous êtes le maître de la biographie".

Bernard Pivot/Apostrophes

JEAN LACOUTURE

CHAMPOLLION

Une vie de lumières



GRASSET

Débats

Espace français : horizon 2015

par JACQUES CHÉREQUE (*)

BIBLIOGRAPHIE

« Des services « très » secrets », de Constantin Melnik

Un roman-reportage sur le SDECE

Roman ou non-roman ? Constantin Melnik, l'auteur de *Des services très secrets*, hésite lui-même à qualifier son ouvrage. Et s'il s'agit d'un roman-reportage écrit par un homme qui fut le coordonnateur des services français auprès du premier ministre Michel Debré en pleine guerre d'Algérie et qui, de ce fait, sait de quoi il retourne ? Car l'intérêt de ce reportage romancé est de pouvoir être lu avec une grille de décodage qui permet de passer, sans hiatus, du romanesque à la réalité.

Les spécialistes s'amuseront à mettre des identités derrière les personnages. Le lecteur appréciera d'être ainsi plongé au cœur du monde, à travers une galerie de portraits et un labyrinthe d'intrigues de la meilleure des fictions d'espionnage. Et, pourtant, la vérité de ce monde et particulièrement y trouve son compte.

Constantin Melnik s'est de toute évidence complu à laisser des clés d'entrée à l'histoire la plus récente. Il s'est même offert le luxe de se mettre lui-même en scène sous le nom d'Alexandre Steinberg, le conseiller technique du cabinet du premier ministre, chargé de surveiller les manœuvres des services secrets, toutes catégories confondues, de son pays.

Ce dédoublement de personnalité, avec ce qu'il peut aussi voir de nomenclature, finit par être savoureux dans la prémonition qui sert de conclusion : « A force de ne pas utiliser un outil, prédit Alexandre Steinberg, à moins que ce ne soit Constantin Melnik, il ne peut que se rouiller et, à l'employer, à n'importe quel, on l'écrase et on le rend impropre à une intervention spécialisée. » Suivons donc mon regard !

En attendant, défilent tous les avatars des services français depuis un bon nombre d'années. La lutte souterraine contre le FLN en Algérie et ailleurs, contre ses « porteurs de valises », ou ses fournisseurs d'armes, et jusqu'au trafic d'influences auprès des délégations amies de l'ONU. L'affaire Ben Barka, ce leader de l'opposition marocaine disparu en

plein Paris en 1965 et transfiguré en Irakien dans le livre. L'entrée en force des irréguliers du Service d'action civique (SAC), qui démontrent les activités des services français avec la complicité de certains « héritiers » du gaullisme. Le retournement des alliances, imposé par un entourage du chef de l'Etat plus obsédé par l'anti-américanisme primaire que par l'espionnage de l'Union soviétique. Autant de séquences, à peine imaginaires, d'un film-vérité sur le SDECE, l'ancêtre de l'actuelle Direction générale de la sécurité extérieure.

La trame du livre de Constantin Melnik, ce qui fédère cette série d'histoires qui ont fait en réalité l'histoire de la fin de la IV^e République et du début de la V^e République, s'inspire, comme tout le reste, d'un scénario authentique : la suspicion jetée sur la hiérarchie du SDECE, à l'époque, par les « révélations » d'une « taupe » que les agents français croyaient manipuler à leur profit au sein du KGB et qui distillait de redoutables « informations » sur des personnalités françaises de haut rang travaillant en secret pour le compte des Soviétiques.

Soupons dévastateurs. Accusations sans preuves. Intoxication. L'auteur de « Des services très secrets » se range dans le camp de ceux qui, après coup, ont déduit que Moscou cherchait à pourrir de l'intérieur un service français dont l'efficacité — avec l'expérience acquise de la guerre d'Algérie — l'embarassait.

Mais le mal était fait. Les règlements de comptes furent sans pitié au SDECE et, partant, les exclusions. La « centrale » s'est progressivement vidée de son sang.

Constantin Melnik fait dire au directeur général des services, à la retraite, que sa « maison » tout entière va bientôt sombrer en l'échec : « dans ce grand silence des cimetières sous la lune ». Requiescat in pace !

JACQUES ISNARD.

* Editions de Falaise, 328 p., 95 F.

L'AMÉNAGEMENT du territoire vit une crise d'identité car les conceptions et les dispositifs mis en place dans les années 60 ne sont plus adaptés. Une page se tourne. Un effort vigoureux de mise en perspective s'impose.

Il faut voir loin, avoir l'espace européen en tête, agir de concert avec les multiples acteurs impliqués dans l'aménagement du territoire, aller de la micro-initiative aux grandes infrastructures. Au moment où la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) publie un Atlas qui fait le point sur vingt-cinq ans d'aménagement du territoire, il faut se donner un nouvel horizon, nous projeter en avant et imaginer le devenir de notre territoire d'ici 2015.

C'est le temps qui s'impose pour une réelle stratégie. Aussi ai-je demandé à la DATAR d'élaborer une première série d'hypothèses pour cerner les facteurs qui vont compter dans cette période. Je ferai connaître ces travaux pour qu'ils fassent l'objet d'un large débat. L'aménagement du territoire est européen. Quelle sera la place de la France dans les nouvelles dynamiques territoriales ? Où seront situés géographiquement les points forts de l'économie européenne ?

Europe et régions

On ne saurait se satisfaire de constater que la France est au centre de l'Europe. Regardons quelques cartes : l'examen des grandes fonctions économiques et financières, des concentrations de « matières grises » et de technologies avancées, des fonctions internationales dessine un arc puissant qui contourne en grande partie notre pays et constitue une sorte de « colonne vertébrale » de l'Europe. Il va du sud de l'Angleterre à l'Italie du Nord, en passant par la Hollande et l'Allemagne rhénane.

Pour la France, seul un « grand rond » cartographique sur Paris, « tire » le centre de gravité européen vers l'ouest. Cette dynamique territoriale peut, si nous n'y prenons pas garde, laisser une partie de notre territoire à l'écart.

Dans ce nouvel espace européen les positions respectives des grandes régions françaises sont assez contrastées :

— Les régions de reconversion industrielle, à la charnière de la France, du Benelux et de la RFA, constituent encore une importante « zone de dépression » au cœur de l'Europe et doivent poursuivre leur mutation. Les taux de chômage y sont encore parmi les plus élevés de notre pays, et je m'emploie dans la politique de reconversion des hommes et des territoires à donner à cet « Arc Nord-Est » les méthodes et les moyens d'un vrai renouveau : en développant la formation des hommes, en réhabilitant le cadre de vie et en remodelant le paysage lui-même, marqué par la grande industrie qui y a régné sans partage, en attirant de nouvelles entreprises.

— La façade atlantique, de Porto à Glasgow, est éloignée de l'axe central : il faut lui trouver une vocation spécifique tout en multipliant ses liaisons avec le reste de l'Europe. C'est un impératif d'autant plus catégorique pour nous qu'une grande partie de cette façade est française : l'Aquitaine et les trois régions de l'Ouest atlantique, prolongées par les deux Normandies, jusqu'au débouché d'un tunnel sous la Manche. Une politique soutient d'infrastructures de communication et la mise en réseau des villes constituent des conditions fondamentales de leur intégration à l'espace européen.

— La « diagonale aride », selon l'expression des géographes : des zones rurales fragiles, menacées de quasi-sous-développement, s'étendent du centre de l'Allemagne jusqu'à la péninsule Ibérique, en passant par les Vosges et le Massif Central. Elles nécessitent une politique adaptée souvent imaginative, de développement dans laquelle l'agriculture joue un rôle, mais aussi les services de proximité, l'école, le tourisme, le développement d'activités non agricoles.

— La « Renaissance » méditerranéenne : si l'on ajoute aux espaces de croissance italiens et espagnols une partie du littoral méditerranéen français, il existe maintenant, des Baléares à la Toscane, un ensemble dynamique et attractif qui affirme sa vocation à accueillir des activités de haute technologie et affiche un développement urbain vigoureux. On y observe aussi de forts déséquilibres, anciens ou nouveaux, mais les signes de renaissance sont incontestables et ceci constitue un facteur d'avenir très important compte tenu des potentiels de développement qu'offre le bassin méditerranéen. Ces espaces rejoignent ce que j'appelle « la colonne vertébrale de l'Europe » par la vallée du Rhône et la région Rhône-Alpes.

Certes la formule célèbre de Jean-François Gravier « Paris et le désert français » est devenue complètement anachronique. Mais les fonctions de décision, les fonctions du « tertiaire supérieur »

recherche, innovation technologique, conseil, y demeurent largement concentrées. Incontestablement, l'effort de localisation en province de tout ce qui n'a pas une obligation absolue ou un avantage majeur à être en région parisienne doit être poursuivi. De même il faut continuer à s'émanciper d'un réseau de communication trop « centralisé » et développer, au niveau européen, des relations directes et transversales hors de Paris.

Mais il ne faut pas se tromper de stratégie. Paris est une chance pour la France et doit jouer un rôle de premier plan en Europe.

Aussi l'évolution même de la région parisienne, ses propres équilibres et déséquilibres, est l'un des dossiers majeurs de l'aménagement du territoire.

Paris est un « relais » précieux à l'échelle européenne, qu'il faut utiliser comme « poutre maîtresse » d'une charpente urbaine ouverte sur l'Europe.

Nous avons une capitale très importante, un excellent réseau de villes moyennes et de petites villes mais nous manquons de « villes millionnaires européennes ». Un certain nombre de grandes villes découvrent leur vocation européenne. Il me paraît essentiel de les aider à développer des complémentarités, des coopérations, des alliances : en somme à constituer des « réseaux de villes », tout en utilisant les effets d'entraînement de la région parisienne.

La décentralisation a mis fin en France à une situation où l'Etat définissait et mettait en œuvre pratiquement seul la politique d'aménagement du territoire. La multiplication des acteurs locaux est un facteur de démocratie si nous développons les modes de coopération indispensables, en refusant à la fois les querelles de clocher et les querelles d'administrations.

Mieux d'Etat

L'Etat doit s'adapter à cette multiplication des acteurs et des initiatives : il doit mieux définir son rôle propre et savoir faire partager ses priorités, libérer et aménager les espaces d'initiatives des autres acteurs publics ou privés, veiller à l'équilibre territorial. Une déconcentration accélérée de ses moyens doit lui permettre d'être plus proche du terrain. Mais passer d'une autorité exercée de façon unitaire à l'engagement constant sur un projet ne se décrète pas — c'est toute une démarche qui implique des changements profonds de comportements.

Mais mieux d'Etat, ce n'est pas toujours moins d'Etat.

L'Etat a la responsabilité de dégager une vision d'ensemble indispensable à l'époque où cha-

(*) Ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions.

que territoire local est confronté à la compétition internationale.

Cette politique vise à faire de chaque Français, quel que soit le lieu où il vit sur le terrain national, un acteur des mutations en cours. Il doit y trouver de façon équitable des motifs d'espoir et d'action.

Les comportements négatifs étouffent les potentiels de développement : nous connaissons tous les effets de ce type d'attitude dans certains territoires touchés gravement par une crise économique et la difficulté de modifier des comportements installés dans le cercle vicieux du déclin. Aussi la démarche d'aménagement du territoire et la démarche de reconversion se recoupent.

Mais l'aménagement du territoire doit s'occuper des atouts comme des faiblesses de notre territoire, qui forme un tout.

Le développement économique suppose des voies différentes selon les régions, et une approche uniquement macro-économique de la croissance ne sera pas suffisante pour conforter l'emploi. Il faut élargir les bases du développement, créer de nouvelles activités, accueillir des investissements étrangers. Ceci suppose une meilleure « qualification » de nos territoires qui tiennent compte de leurs atouts et de leurs faiblesses. Disposer d'espace est une chance mais le territoire est le point d'appui du développement économique dans la mesure où il génère les ressources nécessaires aux entreprises ou aux initiatives individuelles pour prospérer : des infrastructures, des équipements — y compris aujourd'hui en technologies modernes de communication, — un potentiel de formation, de recherches, des hommes qualifiés, un cadre de vie attractif.

Dans cette logique je me suis attaché à utiliser à plein les potentialités des contrats de Plan Etat-Région maintenant arrivés à conclusion pour mettre les régions et tous leurs territoires en capacité d'affronter l'échéance de 1993 dans de meilleures conditions. Par ailleurs, l'Etat, comme l'ont indiqué le président de la République et le premier ministre, complètera ce dispositif par une démarche contractuelle avec un certain nombre de villes.

Enfin, l'examen des changements du paysage de l'aménagement du territoire ne serait pas complet si je n'évoquais pas mon souci d'adapter la DATAR, qui reste un outil précieux, mais dont il faut repenser le rôle dans l'Etat et auprès des collectivités locales. Ainsi distinguons l'ensemble des éléments d'une nouvelle politique d'aménagement du territoire. Proche du terrain, élaboré en partenariat avec tous les acteurs, volontaire, solidaire, mais soucieux d'efficacité économique, européen et prospectif : voilà l'aménagement du territoire auquel je crois.

Il contribuera à inscrire de façon positive la France dans l'Europe.

FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse
40, Av. George V. Paris

avant fermeture définitive
AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris
Vendredi 17, Samedi 18, Dimanche 19, Lundi 20 Mars, et jours suivants

MANTEAUX VESTES

Vison lunareine	28750	16450	Vison dark	17650	9850
Vison dark Saga	24750	15850	Vison tourmaline	15000	14750
Vison Koh-i-noor	35000	18750	Vison blanc et strass	55000	17250
Vison pastel morceaux	13750	6250	Renard Virginie	18750	6450
Castor Canada	55000	18750	Marmotte	14750	5250
Opossum d'Amérique	9850	5250	Coyote	14850	4650
Renard bleu	24850	11750	Rat d'Amérique	3750	2850
Marmotte Canada	26850	12750	Astrakan beige	3750	1650
Ragondin longs poils	9850	3750	Opossum d'Amérique	5450	2950
Zorinos	4850	1350	Lapin	3500	1450
PELISSES int. Lapin col vison ou col renard	2850	1450			

à 2 pas des Champs Elysées
Une seule adresse
40, Av. George V. Paris 8^e

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléfax MONDOPAR 850672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	245 F	399 F	584 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-91 ou 45-55-91-71

Télé MONDOPUB 266 136 F

Inscrit au registre de la publicité n° 1, rue de la Harpe, PARIS-5^e

Imprimé en France

1989

502 من الأصل

URSS : un succès des conservateurs

Le comité central a entamé une procédure contre M. Eltsine

MOSCOU

de notre correspondant

Conclu par un pas décisif vers la décolonisation de l'agriculture, la dernière réunion du comité central a également été marquée, jeudi 16 mars, par un important succès des conservateurs. Après avoir, comme l'avait souhaité mercredi M. Gorbatchev, approuvé un projet de décret légalisant la transmission par héritage de biens agricoles d'une durée de « cinq à dix ans », le plénum a en effet formé une commission chargée d'examiner les déclarations publiques de M. Eltsine.

En clair, on est au stade de l'instruction contre l'ancien premier secrétaire de Moscou dont l'appartenance au comité central — si ce n'est au Parti — est maintenant en jeu. Or si M. Eltsine est la bête noire des conservateurs, ce n'est pas seulement parce qu'il leur a montré la voie dure lorsqu'il était à la tête de la capitale. C'est aussi et avant tout parce qu'il s'est, en fil des mois, acquis une image populaire dans tout le pays par ses prises de position répétées en faveur de la suppression des privilèges de l'appareil et d'une réduction massive des dépenses militaires et de prestige au profit d'investissements dans les industries alimentaires et légères.

Homme d'appareil, autoritaire et d'apparence très classique, Boris Eltsine est ainsi devenu l'incarnation d'une ligne contestataire non pas extérieure mais intérieure au parti.

En ce sens, il plaide à la fois à l'homme de la rue plus enclin à le prendre au sérieux qu'un intellectuel contestataire, à beaucoup de jeunes membres de l'appareil qui reconnaissent en lui l'un des leurs, et à tous les réformateurs radicaux qui voient en lui un drapeau auquel se rallier — un symbole en tout cas

à défendre même si son populisme inquiète l'intelligentsia.

Bref, il est d'autant plus l'homme à abattre pour les conservateurs qu'il est candidat au poste de député de la capitale fédérale et que son éventuelle élection, dimanche 26 mars, au Congrès du peuple lui donnerait une stature de chef de l'opposition. L'inségu du bureau politique il y a un an et demi pour s'en être pris à M. Ligatchev, le chef de file des conservateurs, il veut se faire remettre en selle par le suffrage populaire, une perspective qui empêche évidemment de dormir tous ceux qui rêvent au contraire de ne plus entendre parler de lui.

Le comité du parti de Moscou, à la tête duquel lui a succédé M. Zakov, un conservateur, fait donc tout ce qu'il peut pour contrarier sa campagne en multipliant les rumeurs contre lui. Histoire de ternir sa réputation de superman, on vient de publier le compte rendu sténographique de ce plénum qui avait causé sa chute car on y voit à la fin s'effondrer devant la brutalité de la réaction du comité central. Ce texte a même été lu in extenso au cours de réunions organisées dans de grandes salles de Moscou — et cela bien qu'il ne soit pas à l'honneur du comité central qu'on voit, lui, tout empreint d'un esprit stalinien extrêmement vivace.

Bataille personnelle

Politique, la bataille est aussi personnelle, passionnelle, car MM. Eltsine et Ligatchev ont autrefois été très liés dans leurs carrières modiques. En l'affaire, M. Gorbatchev est plus embourbqué qu'autre chose, car il désapprouve totalement la manière de faire de M. Eltsine, qu'il lui est difficile de défendre, sans à l'entrée dans la mêlée et parce que toute victoire des conservateurs est cependant une

défaite de l'ensemble des réformateurs.

C'est donc sur cette toile de fond qu'un tournoi d'une usine électromécanique de Moscou, M. Tikhomirov, est intervenu pour reprocher à M. Eltsine d'avoir « dévié de la ligne du parti » en se prononçant notamment pour le multipartisme. M. Eltsine a fait remarquer qu'il s'était seulement dit favorable à l'ouverture d'un débat sur ce sujet. M. Medvedev, le patron de l'idéologie, a fait état d'autres démarches contre M. Eltsine, et la prochaine réunion régulière du Comité central sera saisie d'un rapport préparé par la commission mise en place jeudi.

Gravement humilié mercredi par M. Gorbatchev, qui avait dans son rapport directement critiqué les thèses qu'il défendait sur l'agriculture, M. Eltsine pouvait ainsi faire bonne figure jeudi soir lorsqu'il est venu présenter devant la presse les résultats du plénum. Théoriquement en charge de l'agriculture, il avait, dans la meilleure des traditions soviétiques, à se féliciter de la victoire d'une politique — la privatisation — dont il est notoirement adversaire, et c'est avec le sourire qu'il s'est acquiescé de cette thèse.

Les réformes adoptées, a-t-il dit, « ne mettent nullement en danger les principes du socialisme » puisque les formes collectives et fermes d'Etat seront maintenues et que leur « potentiel » sera développé par des réformes de gestion plus libérales.

Il y a « unanimité » au bureau politique sur toutes ces questions, a-t-il ajouté, expliquant que c'était à tort qu'on le présentait comme un conservateur et qu'il n'y avait aucune divergence entre lui et M. Gorbatchev.

Sauf s'il réussit à se faire élire député dans dix jours, M. Eltsine aura bien du mal à survivre à cette « unanimité ».

BERNARD GUETTA.

YUGOSLAVIE : nouveau premier ministre

M. Markovic s'entoure d'une équipe réduite

Il aura fallu près de deux mois à M. Ante Markovic, le nouveau premier ministre yougoslave, pour constituer son gouvernement et le présenter, jeudi 16 mars, devant le Parlement. Présenté le 19 janvier, M. Markovic succède à M. Branko Mikulic, qui, incapable d'atténuer les principaux objectifs de son programme, avait été contraint de démissionner trois semaines plus tôt.

BELGRADE

de notre correspondant

A bien des égards, le gouvernement Markovic est différent des précédents. Contrairement à la règle en vigueur, les six Républiques et les deux régions autonomes de la fédération n'auront pas de représentation égalitaire au sein du cabinet. Néanmoins, celui-ci continuera à travailler selon les principes sacro-saints du consensus, qui ont été à l'origine d'innombrables discordes et de « compromis pourris » que chacun pouvait interpréter à sa façon, appliquer partiellement ou ignorer. Sur ce point, M. Markovic a en de très longues conversations avec les représentants des Républiques pour tenter d'améliorer les choses. D'autant que le gouvernement a pour tâche de « responsabiliser collectivement », qui a conduit le système à l'« absurdité », il a décidé de réduire les effectifs du gouvernement. Son équipe ne comprend que dix-huit ministres au lieu de vingt-neuf dans le cabinet précédent.

M. Markovic a presque réuni un tour de force puisqu'il avait sur son bureau une liste de quatre-vingt-cinq candidats « officiels » présentés par les Républiques et les provinces autonomes pour les divers portefeuilles. La plupart des personnalités retenues sont des hommes politiques, des économistes et des « techniciens » connus. Pour le second au poste de vice-premier ministre, M. Markovic a choisi M. Aleksander Mitrovic (Serbie) et Zivko Pregl (Slovenie). Deux autres personnalités politiques de premier plan de la République de Serbie font leur entrée au gouvernement : M. Radisa Gacic (sauf,

affaires sociales et anciens combattants) et M. Peter Gracanin, général en retraite et ancien chef du grand état-major des forces armées, qui devient ministre de l'intérieur. Cette dernière nomination a quelque peu surpris les observateurs, mais elle s'explique sans doute par le fait que les militaires tiennent à garder un œil sur la gestion des affaires politiques.

Les deux postes économiques les plus importants ont été confiés à MM. Branko Zekan (Croatie), actuel PDG d'une grande compagnie d'assurances, et Franc Horvat (Slovenie), qui dirige le secteur des relations économiques avec l'étranger. La défense nationale et les affaires étrangères ne changent pas de titulaire et restent entre les mains, respectivement, du général Veljko Kadijevic et de M. Budimir Loncar (Croatie). Le ministère de l'information a été supprimé et remplacé par un « service technique ».

Le nouveau premier ministre est connu pour ses idées libérales. Agé de soixante-cinq ans, ancien PDG de Rado Koncar, l'un des entreprises les plus performantes de Croatie et du pays, il a insisté dans toutes ses interventions publiques sur la nécessité pour la Yougoslavie d'appliquer une « économie de marché ».

Cela dit, la tâche de M. Markovic ne sera pas des plus faciles : la dette extérieure est d'environ 20 milliards de dollars, le chômage touche 15 % de la main-d'œuvre active et l'inflation approche, selon le premier ministre lui-même, le taux annuel de 1000 %. Mercredi, le Parlement de Belgrade a adopté le budget fédéral pour 1989, d'un montant de 20,6 milliards de dinars (environ 1,7 milliard de francs). Les dépenses militaires ont été réduites, et toutes les administrations fédérales sont au régime de l'austérité.

PAUL YANKOVITCH.

GRANDE-BRETAGNE

Les enquêteurs auraient identifié les auteurs de l'attentat contre le Boeing de Lockerbie

Deux quotidiens de Londres, le *Times* et le *Guardian*, ont affirmé vendredi 17 mars, s'appuyant sur des sources gouvernementales, que les enquêteurs britanniques avaient identifié les auteurs de l'attentat contre le Boeing de la PanAm, qui avait causé la mort de deux cent soixante-dix personnes le 21 décembre dernier à Lockerbie, en Ecosse.

L'identité du responsable, qui aurait également été localisé, serait publiée la semaine prochaine.

Les spéculations sur la responsabilité d'une faction palestinienne pro-syrienne ont été renforcées jeudi par la révélation d'un avertissement antérieur aux compagnies aériennes. Le 18 décembre, en effet, l'administration fédérale de l'aviation (FAA) mettait en garde toutes les compagnies aériennes américaines contre la présence en Europe de membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement gé-

ral, a indiqué le département d'Etat. Quatorze personnes soupçonnées d'appartenir au FPLP-CG avaient été arrêtées fin octobre en RFA. L'une des pièces à conviction était un poste de radio Toshiba contenant une bombe. Les enquêteurs ont établi depuis que la bombe du Boeing était dissimulée dans un poste de radio.

Cette information a provoqué une polémique à la Chambre des communes à Londres, où l'opposition a vivement mis en cause le secrétaire d'Etat aux transports, M. Paul Channon. Son ministère avait envoyé un avertissement similaire aux compagnies aériennes, le 22 novembre, par télex puis une notice plus précise avec la photo du poste de radio par courrier le 19 décembre. En raison de la période de Noël, cette circulaire n'a été reçue par les destinataires que le 17 janvier. — (AFP, Reuter.)

Une première en RFA

Les femmes majoritaires dans le nouveau Sénat de Berlin-Ouest

BONN

de notre correspondant

La traditionnelle photo de groupe du Sénat de Berlin-Ouest sur les marches de l'hôtel de ville de Schöneberg présente un aspect inhabituel : les costumes-croisés sont réduits à l'embellie et parviennent à peine à mettre une note de sévérité dans un tableau dominé par les jupes et les châles multicolores.

Seul homme à rayonner au premier rang, le nouveau bourgmestre régnant de Berlin-Ouest, M. Walter Momper (SPD), a créé la surprise en désignant cinq femmes et cinq hommes pour les dix postes de sénateurs revenant à son parti au terme des élections passées avec les Alternatifs pour la constitution du nouveau gouvernement de coalition rouge-vert. Comme les Alternatifs avaient, de leur côté, désigné trois femmes pour les postes qui leur étaient attribués, on se retrouve, pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne d'après guerre, avec un gouvernement régional où les femmes disposent d'une importante majorité : huit contre cinq.

L'élection des nouveaux sénateurs se déroulant nominativement et à bulletin secret, on pouvait craindre que quelques indisciplinés, parmi les députés SPD mécontents de l'alliance avec les Alternatifs, ne joignent leur voix

à celle de l'opposition pour refuser la confiance aux sénateurs alternatifs. Il n'en a rien été : le bourgmestre fut élu avec la totalité des 72 voix du SPD et des Alternatifs. La surprise vint d'un autre côté, lors du décompte des voix en faveur de M. Michael Schreyer, trente-huit ans, proposé par les Alternatifs pour le poste de sénateur à l'environnement : 78 voix se portèrent sur son nom. Cette étonnante victoire de Munich était ainsi parvenue à détourner six voix de l'opposition de droite.

Le nouveau Sénat commence donc son travail sous de meilleurs auspices que l'on n'avait pu le supposer, après des négociations très serrées entre le SPD et les Alternatifs et le grogne de certains secteurs traditionnels du SPD. Le nouveau bourgmestre a par ailleurs reçu des cadeaux non négligeables d'entrée en fonction : les alliés, garants du statut de la ville, ont commencé à « déposséder » le droit en vigueur dans la ville, en supprimant notamment la peine de mort qui y était théoriquement encore en vigueur. De l'autre côté du mur, les dirigeants de la RDA ont fait des offres à M. Momper pour attirer des négociations sur les obligations des formidables nécessaires aux citoyens de Berlin-Ouest pour se rendre à Berlin-Est.

LUC ROSENZWEIG.


EN BREF

● IRLANDE DU NORD : assassinat d'un protestant. — M. Jackie Irvine, un commerçant protestant âgé de quarante-neuf ans, a été tué de huit coups de feu à Belfast, devant la porte de son domicile, par un commando qui a pris la fuite à bord d'une voiture volée. Huitième victime de la violence en Ulster en l'espace de dix jours, M. Irvine était un ancien chef de l'UVF, groupe paramilitaire loyaliste clandestin, indique-t-on de source informée à Belfast. — (AFP.)

● TURQUIE : condamnation de six journalistes d'extrême gauche. — Six journalistes d'extrême gauche turcs ont été condamnés jeudi 16 mars à six ans de prison chacun par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour propagande, séparatisme. Ils avaient été arrêtés en sep-

tembre dernier au cours d'une manifestation organisée pour protester contre l'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes en Irak. Les six journalistes travaillaient pour des revues d'extrême gauche semi-clandestines comme *l'Ere nouvelle*, *l'Estandart du travail* et *la Nouvelle Démocratie*. — (AFP.)


● ETATS-UNIS : la nomination de M. Cheney au Pentagone approuvée au Sénat en commission. — A l'unanimité, la commission sénatoriale des forces armées a approuvé, jeudi 16 mars, la nomination par le président Bush de M. Richard Cheney comme secrétaire à la défense. La commission a ainsi recommandé la confirmation à l'assemblée plénière du Sénat qui devait se prononcer vendredi. Cette approbation définitive paraissait ne devoir faire aucun problème.



Points
PLANÈTE

ESPAGNE

Jean-Pierre Amalric




POINTS PLANÈTE SEUIL

TOSCANE

Florence

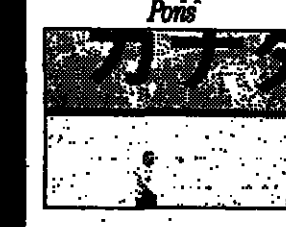
Sergio Rinaldi



POINTS PLANÈTE SEUIL

JAPON


Philippe Pons



POINTS PLANÈTE SEUIL

GRECE


Aris Fokinos



POINTS PLANÈTE SEUIL

LONDRES

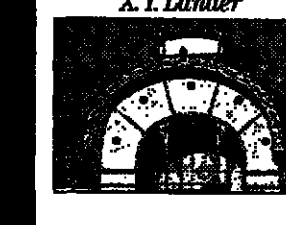
Catherine Cullen



POINTS PLANÈTE SEUIL

VIENNE

X.Y. Lander



POINTS PLANÈTE SEUIL

Editions du Seuil

Amériques

SALVADOR : à la veille du scrutin présidentiel

La guérilla tente de paralyser le processus électoral

A la veille de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu dimanche 19 mars au Salvador, et alors que la santé du président Duarte inspire de nouvelles inquiétudes, la guérilla a mobilisé ses forces pour entraver le bon déroulement du scrutin.

SAN-SALVADOR
de notre correspondant
en Amérique centrale

Les Salvadoriens vivent dans l'obscurité et la peur depuis le déclenchement du boycott des transports par la guérilla. Les conseillers du Front Farabundo-Marti pour la libération nationale (FMLN) ont été très largement suivis jeudi 16 mars, premier jour de la grève « obligatoire » des transports qui doit durer au moins quatre jours.

Dès l'aube, des dizaines de milliers de personnes se sont rendues à pied à leur travail. Les rares autobus qui ont été enrôlés dans la guérilla ont été utilisés pour la distribution de tracts de propagande. Dans le passé, il y a eu cinq campagnes de ce genre l'an dernier, le FMLN a prouvé, en incendiant les bus et les taxis récalcitrants, que ses menaces devaient être prises au sérieux.

Quelques camionnettes et taxis ont pris aussi le risque de travailler, comptant sur la protection que l'armée s'est engagée à leur donner. Des soldats, appuyés par des blindés, assuraient la surveillance des bâtiments importants et des stations-service — la guérilla ayant aussi interdit la distribution d'essence.

L'activité économique a été considérablement ralentie dans l'ensemble du pays. La guérilla a bloqué plusieurs routes, dont la Panaméricaine, en élevant des barrières militaires. La veille, le FMLN avait déclenché un véritable feu d'artifice dans la capitale, faisant sauter simultanément une douzaine de bombes à proximité du palais présidentiel que M. Napoleón Duarte venait de quitter. Un soldat et six civils ont été blessés par les explosions qui ont détruit plusieurs pylônes électriques et privé de courant plusieurs quartiers de la capitale.

Curieusement, l'attaque du FMLN contre le palais présidentiel a eu lieu au moment précis où son allié politique, la Convergence démocratique, organisait un meeting sur la place de la cathédrale. Le candidat de la gauche à la présidence, M. Guillermo Ungo, et les autres orateurs, qui ne quittaient pas leurs gilets pare-balles, se sont aussitôt engouffrés dans le véhicule blindé stationné à proximité.

Cet incident, qui n'est peut-être pas fortuit, révèle la gravité des différends entre les deux alliés, la Convergence démocratique ayant décidé de participer à des élections que la guérilla boycotte. S'agit-il en fait d'une stratégie à deux volets, le FMLN maintenant la pression militaire pendant que le candidat de la gauche cherche à améliorer sa présence sur le terrain politique pour être dans une position plus favorable en vue d'une négociation ? Ou alors assiste-t-on vraiment aux premières manifestations d'un divorce ?

L'insolente santé de la droite

La première hypothèse semble encore la plus probable, mais on sent en même temps une certaine impatience chez M. Ungo. « C'est nous qui serons le plus affectés par le boycott des transports car nous ne disposons pas des moyens des autres partis pour amener les électeurs jusqu'aux bureaux de vote », la Convergence démocratique, qui a choisi le « drapeau blanc de la paix » et les couleurs de l'arc-en-ciel pour sa campagne, publie des encarts dans les journaux invitant la population à ne pas voter ni à s'abstenir comme le demande la guérilla, car cela « favoriserait l'ARENA » (Alliance républicaine nationaliste, extrême droite) et les « démocrates-chrétiens » (au pouvoir).

Quoi qu'il en soit, l'électeur a quelques difficultés à s'y retrouver, ce qui explique sans doute les foules peu nombreuses réunies par M. Ungo tout le long de la campagne. Les deux autres principaux candidats font beaucoup mieux. La droite et son candidat, M. Alfredo Cristiani, affichent une santé insolente et occupent beaucoup d'espace. Les couleurs de l'ARENA sont partout. Plusieurs stations de radio ont diffusé à longueur de journée « l'hymne » du parti proclamant que « le Salvador sera la tombe des rouges ».

Face à ce torrent de propagande qui accorde une large place aux accusations de corruption contre le gouvernement, le candidat démocrate-chrétien, M. Fidel Chavez Mena, a mené une campagne basée sur les risques d'une aggravation de la guerre civile en cas de victoire de l'ARENA. Après un départ difficile, M. Chavez Mena a réussi à s'affirmer au cours des derniers jours. Selon les sondages du gouvernement, il aurait même décroché une légère avance sur M. Cristiani. Les enquêtes donnent des résultats très contradictoires, mais s'entendent sur un point : aucun des deux candidats ne semble en mesure de gagner au premier tour.

BERTRAND DE LA GRANGE.

La campagne pour l'élection présidentielle au Panama

Les marionnettes du général Noriega

(Suite de la première page.)

Politiquement, la croisade de Washington semble donc avoir fait long feu. En revanche l'anti-américanisme s'affiche ouvertement à Panama. Devant l'ambassade des Etats-Unis, située au bord de la mer, un immense panneau représente trois visages, dont celui de l'actuel ambassadeur Arthur Davis, avec ce commentaire : « Le peuple rejette ces gringos ». Dans son premier discours, le candidat Carlos Duque a souhaité « le départ de notre territoire, jusqu'au dernier, des soldats américains », et a dénoncé « l'agression économique et militaire » du grand voisin.

S'agit-il d'un courant profond et de l'annonce d'une rupture ? Michael Poll, le conseiller politique de l'ambassade américaine, ne croit pas que le sentiment anti-américain soit réellement important. Carlos Duque lui-même n'affirme-t-il pas dans son dernier discours « nous ne sommes pas ennemis du peuple américain et nous voulons dire au nouveau président des Etats-Unis que Panama est un peuple ami ».

Le théâtre des apparences

En fait, à Panama, le spectacle est ro, et les acteurs, politiques ou économiques, aiment à se masquer et à se jouer des réalités. C'est le théâtre des apparences.

Ainsi de l'économie. Après les sanctions américaines visant à appauvrir l'Etat, la fermeture des banques au mois dernier, et les troubles divers, on s'attend à trouver un pays en pleine récession. Les premiers signes de cette supposée dégradation paraissent évidents : boutiques hors taxes peu approvisionnées, circulation dans la capitale beaucoup moins dense, restaurants presque déserts. La crise est bien là, croit-on. Des vendeurs à la sauvette — c'est une première à Panama — sillonnent même les carrefours et proposent fruits et légumes au prix de gros. Les entreprises, elles, ne sont pas moins démunies. Les entreprises nationales souffrent de la chute brutale du niveau de vie, le PNB par capita passant en une seule année de 2 287 dollars à 1 830 dollars.

Antonio Dominguez, commerçant et propriétaire de l'une des plus belles demeures de Panama — à la ville de Caracas — crée en 1908 par son grand-père émigrant libe-

mais, confirme cette inquiétude et annonce « une fermeture prochaine, après une baisse de 70 % de mon chiffre d'affaires ». Dans la zone libre de Colon, située sur la côte caribbe, le directeur de la compagnie Carga Intercontinental, Ernesto Fernandez, parle lui d'une « chute de près de 40 % de son activité ». Les banques, tant panaméennes qu'internationales, qui, jadis, offraient au moins une gigantesque fête par an pour célébrer leur prospérité, n'organisent plus que quelques dîners. Marasme décidément, même pour ce directeur d'un bureau d'assistance administrative et financière.



l'un de ceux qui se charge pour moins d'un million de dollars de vous créer une société de droit panaméen en quelques jours, voire quelques heures. Yves Lacoste estime que le rêve panaméen est presque mort : « Il faut travailler double pour gagner la moitié », dit-il.

Et pourtant un tel bilan doit être largement pondéré. La vente de pavillons de complaisance a battu des records. Depuis l'année dernière, Panama est à la tête de la première flotte mondiale, devant le Liberia. On vend, chaque mois, six Panache de dernier modèle. Les taux de profits des entreprises de commerce, après avoir baissé dans les années 85 à 23 %, ont retrouvé le confortable niveau de 30 %, celui des meilleures années. Sur les 117 banques qu'accueillait le pays avant la « crise », seules sept d'entre elles ont déserté, et encore pas toutes définitivement. Certaines ont

gardé leur « licence », les bureaux et un gardien et peuvent se réinstaller en un tournemain. Les banquiers confiant volontiers — en privé — « il ne faut pas exagérer, la situation est encore confortable ». En fait, explique Guillermo Chapman, un économiste responsable d'un centre d'étude, il faut comprendre que, pour l'essentiel, la colonne vertébrale de l'économie panaméenne n'a guère été touchée. Les revenus du canal ont augmenté de 2 %, ceux de la zone libre de Colon n'ont enregistré qu'une légère baisse de l'ordre de 3 %. Les devises rapportées par l'oléoduc (1) ont certes diminué de 18 %, mais pour

riser et employés et la souplesse des dirigeants d'entreprise ». Pour Alfredo Maduro, il n'y a pas eu de désastre économique grâce à la référence dollar et à une économie fondée sur les services, « sans cela nous serions dans une situation pire que celle du Pérou ». Une enquête de la chambre de commerce montre d'ailleurs que, malgré leur pessimisme de circonstance, les chefs d'entreprise et commerçants ne croient guère à une importante détérioration. Seulement 8 % des entreprises ont dû fermer leurs portes.

Un « plébiscite de fait »

Reste l'incertitude que font peser les prochaines élections. Car au pays du double jeu et du double langage, toute prédiction est plus que hasardeuse. L'opposition mène campagne sur le thème du « plébiscite de fait », organisé selon elle par les autorités panaméennes autour du général Noriega. Guillermo Endara, Ricardo Arias Calderon et Guillermo Ford, les candidats des trois principaux partis d'opposition (panaméiste, authentique, démocrate-chrétien et libéral), ventent l'union de tous les démocrates sur un seul « ticket présidentiel ». Pour le lancement de leur campagne, ils ont obtenu le soutien remarqué de l'Internationale démocrate-chrétienne qui réunissait au début du mois de février ses bureaux politiques dans la capitale.

Une certaine inquiétude prévaut cependant dans les rangs de l'opposition sur l'attitude américaine. Bien sûr, Washington a beaucoup fait pour obtenir le départ du général Noriega, leur « ennemi commun », et souhaite officiellement la tenue d'élections libres et honnêtes. Mais l'opposition garde un mauvais souvenir de la reconnaissance par Washington des résultats des dernières élections de 1984, qu'elle assure avoir remportées, et redoute la répétition de ce « coup de poignard dans le dos ». Cela d'autant plus que les milieux américains à Panama développent une nouvelle campagne sur le thème « Panama n'est plus important pour nous et ne représente plus le même enjeu stratégique qu'auparavant ».

Pins difficile encore à cerner, l'état d'esprit réel de la population. L'opposition, sur la foi de sondages peu rigoureux, affirme que 75 % des votes lui sont acquis. Le pouvoir estime, en revanche, que la majorité de la population, en dehors d'un cercle affaibli panaméen, lui est totalement fidèle.

« Une chose est sûre, dit l'ancien ministre du commerce Mario Regalado, aujourd'hui candidat à la députation, l'ancien président Eric Delvalle — déposé par le général Noriega en février dernier et toujours reconnu par les Etats-Unis comme chef de l'Etat panaméen — ne pourra plus être considéré par Washington comme le président panaméen le 14 mai prochain et il leur faudra alors reconnaître le prochain chef d'Etat ». Pour le reste, la plupart des diplomates et observateurs affichent la plus grande prudence car « le thermomètre est cassé ».

« Et si, tout simplement, tout continuait comme avant », suggère un diplomate en poste à Panama depuis quelques années. Tout est possible dans ce qui ressemble étrangement à une gigantesque partie de poker menteur. Mais il ne s'agit que d'une holo, une rumeur, dans un pays qui en a une pratique touchant au génie.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

Diplomatie

A l'initiative de M. Mitterrand

Une réunion internationale sur « la planète Terre » aura lieu à Paris en juin

En juin prochain (à une date qui sera bientôt précisée), se tiendra à Paris, pendant un jour ou deux, une réunion internationale d'une cinquantaine de spécialistes sur le sujet « planète Terre ». Cette réunion se fera sur l'invitation de M. François Mitterrand.

En l'annonçant, jeudi 16 mars, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technolo-

gie, a souligné qu'il était grand temps de rapprocher les « sciences écologiques » et les « sciences économiques ». Les participants à cette réunion seront invités en fonction de leur compétence, et non de leur nationalité. Un groupe préparatoire (français) a été constitué sous la présidence de M. Claude Allègre, spécialiste de géochimie et conseiller de M. Lionel Jospin.

Le retard des politiques

Jamais l'avenir de la planète n'a fait l'objet d'autant de sollicitude de la part des dirigeants du monde, comme s'ils découvraient tout à coup que l'humanité vit dans un espace aux ressources naturelles limitées. Maintenant que la guerre froide est oubliée, que certains conflits locaux sont en voie de règlement, la peur du lendemain se fixe sur d'autres menaces, plus insidieuses : désertification, réchauffement de la planète, pollution des mers, surabondance des déchets, etc.

Les trois conférences qui viennent de se succéder en une semaine à Paris, Londres et La Haye, en un décalage qui serait risible si le thème abordé n'était si important, illustrent de manière caricaturale cet empressement à rattraper le temps perdu.

Car ce n'est pas la première fois que la communauté internationale se mobilise pour la défense de l'environnement. Sur une proposition de la Suède, formulée dès 1968, les Nations unies avaient déjà réuni une conférence planétaire à Stockholm, en 1972. Mais l'appel à une « croissance douce » n'avait suscité que scepticisme ou ironie. Et la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, en déclenchant la crise du pétrole, allait plonger le monde dans une

crise de l'énergie sans précédent qui, tout en donnant raison aux Cassandre de Stockholm, rendait leur appel désirable : chaque pays ne songerait plus dès lors qu'à sortir de la crise par tous les moyens, y compris les plus dangereux pour l'environnement.

De cette conférence n'allait surgir qu'une décision : créer le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dont le siège est installé à Nairobi, au Kenya. Le PNU devait donc s'atteler aux grands problèmes que les dirigeants politiques du monde semblent aujourd'hui redécouvrir. Comme tous les organismes du système des Nations unies, le PNU est victime d'une lourdeur, pour ne pas dire d'une paralysie bureaucratique. D'où sans doute la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement, réunis le 11 mars à La Haye, de créer une nouvelle autorité internationale qui pourrait être le bras armé du PNU.

A l'appel de La Haye, cependant, il a manqué les voix autorisées des plus grands pays : Etats-Unis, URSS, Chine, — le Brésil n'étant représenté que par un fonctionnaire. Ce n'est sans doute pas cette ignominie par trop improvisée qui pourra remobiliser les énergies du monde pour la défense de l'environnement. Pas plus d'ailleurs que la réunion de

Paris organisée à l'initiative d'un ancien premier ministre, M. Laurent Fabius, qui avait dû couvrir la désastreuse affaire Greenpeace, ni non plus celle de Londres, convoquée par un premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, tout juste convertie à l'écologie !

Un signe des temps

Mêmes bécasses ces trois conférences traduisent un signe des temps. Les politiques reprennent aujourd'hui à leur compte les inquiétudes exprimées naguère par les sens scientifiques ou les militants écologistes. Des catastrophes comme Bhopal en Inde (1984) et Tchernobyl, en URSS (1986) ont rappelé à tous que le progrès mal maîtrisé peut conduire à la tragédie. Tchernobyl, en particulier, a montré qu'un accident survenant en un point quelconque de la planète peut avoir des répercussions à plusieurs milliers de kilomètres. Nous n'avons qu'une seule terre, clamait les écologistes. Les politiques commencent à l'admettre, sous la pression des citoyens qui, comme en Allemagne fédérale et en France, ont voté, dimanche 12 mars, en nombre pour les candidats Verts.

ROGER CANS.

CHILI : l'affaire des fruits au cyanure

Cinq bateaux de pêche japonais retenus par la marine

La marine chilienne a ordonné, jeudi 16 mars, le maintien à quai de cinq navires de pêche japonais et a interdit leur départ jusqu'à la levée du boycott des fruits chiliens au Japon. Le Japon — de même que le Canada et les Etats-Unis — a suspendu ses importations de fruits chiliens après la découverte de traces de cyanure dans une cargaison de raisin à Philadelphie. Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Hernan Errazuriz, qui se trouve à Washington pour tenter de trouver une solution avec les autorités américaines, a reconnu jeudi qu'il « reste du chemin à parcourir » pour parvenir à un règlement, mais a indiqué que « les dégâts sont si considérables qu'un effort des deux parties est nécessaire ». Selon le ministre, « le Chili a proposé un plan pour garantir la qualité » de ses fruits. Des tonnes de fruits en provenance de Santiago sont toujours bloqués dans les ports américains en attendant le résultat des analyses. Le Canada maintient pour sa part l'embargo sur les fruits et légumes chiliens. — (AFP, Reuters.)

« Le présent n'a rien de désastreux »

« Au total, dit un observateur, la situation n'est pas dramatique que par l'incertitude qu'elle provoque pour l'avenir. Mais le présent n'a rien de désastreux. » Il y a mieux, insiste un expert, les profits ont certes augmenté de façon notable, mais surtout les entreprises en ont profité pour se réorganiser et rationaliser leur travail. Baisse des salaires, licenciement, réduction d'horaires... D'où une compétitivité accrue grâce à la crise. Et quand les liquidités manquaient, nombre d'entreprises ont fait du troc. Michel Puech, qui dirige une tannerie, a ainsi ouvert un compte pour ses employés dans un supermarché qui lui devait 30 000 dollars. Les classes pauvres n'ont guère vu de changement de leur situation, pas plus que les riches. Ce sont les classes moyennes qui ont été les plus touchées et ont dû réduire leur train de vie. Elles sont aussi affectées par le taux de chômage qui avoisinerait 25 % aujourd'hui, encore qu'il faille prendre ce chiffre avec prudence.

Le nouveau président de la chambre de commerce panaméenne, qui a été dans le passé à la pointe du combat contre le général Noriega, explique la bonne résistance de l'économie panaméenne par « l'extraordinaire effort des sala-

MARCHE DE LA PAIX A CHYPRE

« Les femmes chypriotes grecques souhaitent la réunification de leur pays, la République de Chypre, dont la partie nord est occupée depuis 1974 par l'armée turque. Le 19 mars 1989, elles feront un marché de la paix pour rencontrer dans la zone occupée leurs compatriotes chypriotes turques. Nous soutenons leur action pour l'abolition de la « ligne ATTILA », l'absurde frontière militaire qui sépare les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs ».

P. Devedjian, M. Jacq, R. Mondargent, C. Papad, J. Provenç, A. Vivien, députés.
J. Blanc, S. Bonduel, J. Garcia, H. Martin, R. Pouille, A. Rouvière, sénateurs.
ASSOCIATION DES AMIS DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE
30, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

La chaussure la plus chère de Paris

Ils sont très rares, dans notre vieille Europe, les artistes bottiers capables de produire pour les pieds masculins ces chefs-d'œuvre qui allient confort et élégance, que l'on trouve chez Jodelyn, en modèles sports ou habillés. Cuir d'une rare finesse mais extrêmement résistants, peausseries de double ultra souples, tout le reste n'est que minutie et savoir-faire. Jodelyn, 78, Champs-Élysées-Lido (87-45.02.38.33).

500 من الأصل

TOSHIBA REMPORTE LE MICRO D'OR 1989

CATEGORIE PORTABLES ET PORTATIFS



En couronnant le plus complet et le plus séduisant des micros portatifs autonomes, le jury du Micro d'Or consacre le leadership de Toshiba sur le marché des portables.

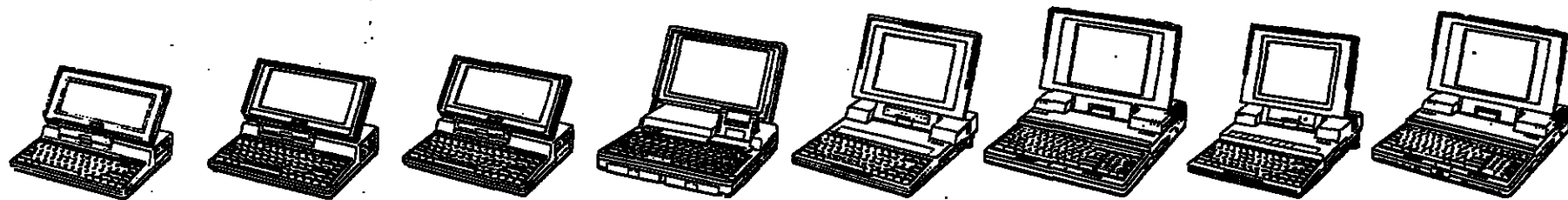
Toshiba est aujourd'hui le N° 1 mondial des micro-ordinateurs portables.

Leader et initiateur du marché, Toshiba, qui ne fabrique que des micros portables, a toujours professé que "la micro serait portable ou ne serait pas".

Aujourd'hui Toshiba propose une gamme de 8 micros portables - la plus vaste gamme au monde.

Elle va du T 1000, le fameux Papman, le plus petit portatif autonome avec lecteur de disquette intégré, jusqu'au T 5200, le plus puissant portable du monde, plus puissant que la plupart des micros de bureau traditionnels.

En passant par le T 1600 qui vient d'être couronné "Micro d'Or 1989", catégorie portables et portatifs.



T 1000
80C88
1 x 720 Ko
LCD CGA
Autonome. 2,9 kg.

T1200FB
80C86
2 x 720 Ko
LCD CGA
Autonome. 4,7 kg.

T1200HB
80C86
20 Mo
LCD CGA
Autonome. 5,2 kg.

T 1600
80C286
20 Mo
LCD EGA
Autonome. 5,2 kg.

T 3100e
80286
20 Mo
Plasma CGA.
6 kg.

T 3200
80286
40 Mo
Plasma EGA.
8,5 kg.

T 5100
80386
40 Mo
Plasma EGA
6,8 kg.

T 5200
80386.
40 ou 100 Mo
Plasma VGA
8,5 kg.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 181 - 92804 PUTEAUX CEDEX

Asie

AFGHANISTAN

Le pont aérien soviétique a repris pour contrer l'offensive de la résistance contre Jalalabad

L'ambassadeur soviétique à Kaboul, M. Youri Vorontsov, a annoncé, jeudi 16 mars, que le pont aérien vers l'Afghanistan avait repris en vue de contrer l'offensive des moudjahidins contre la ville de Jalalabad, située entre la capitale afghane et la frontière pakistanaise. Une quarantaine d'avions-cargos Il-76 ont atterri en deux jours sur l'aérodrome de Kaboul, porteurs de matériel militaire « défensif », y compris des fusées à moyenne portée Soud-B. M. Vorontsov a refusé de répondre aux questions sur l'éventuel retrait de troupes soviétiques en Afghanistan, se contentant de dire : « Nous verrons », mais il a averti que le conflit afghan pourrait affecter la détente avec les Etats-Unis.

M. Vorontsov a, d'autre part, demandé une réduction mutuelle de l'aide américaine à la résistance et de l'aide soviétique à Kaboul, ce qui serait « un puissant moyen de stopper la guerre ». « Nous devons cesser le bain de sang et retourner aux négociations (...). Nous considérons que les combats (...) et les fournitures d'armes doivent cesser. M. Najibullah est de cet avis et il le demeurera ». L'ambassadeur soviétique a mis en cause le Pakistan, qu'il a accusé de prendre part aux combats aux côtés des moudjahidins : « La présence de forces étrangères — des forces pakistanaises —

est un fait établi (...) C'est le début d'une guerre entre le Pakistan et l'Afghanistan. Il s'agit d'une situation nouvelle et très grave », a-t-il ajouté, avant de lancer un appel au secrétaire général des Nations unies pour qu'il organise rapidement des négociations entre toutes les forces en présence sur le terrain afin de mettre fin aux combats.

Ce nouveau geste de Moscou intervient alors que les combats autour de Jalalabad se poursuivent, causant de lourdes pertes de part et d'autre. Du côté gouvernemental, la résistance est conduite par le chef d'état-major de l'armée en personne, le général Delawar Asaf. En dépit de la perte de la garnison voisine de Samarkand et la mort de deux généraux depuis le début du siège le 5 mars, l'armée est prête « non seulement à une seconde offensive, mais à une troisième et une quatrième et d'autres ». Elle a reçu des renforts en hommes et en matériel, notamment par hélicoptères. Cependant, en dépit de très lourdes pertes, les moudjahidins, dirigés par Haji Deen Mohammed, ministre de la sécurité nationale du gouvernement provisoire et chef adjoint du Hezb-islami (Khaless), poursuivent leur offensive sur l'aéroport de la ville et ont annoncé qu'ils avaient franchi une nouvelle ligne de défense et pris une nouvelle position gouvernementale. — (AFP, Reuters, AP.)

INDE

Un rapport sur l'assassinat d'Indira Gandhi provoque une crise au Parlement

NEW-DELHI
de notre correspondant

Indira Gandhi, assassinée le 31 octobre 1984 par trois sikhs de son service de sécurité (dont deux ont été pendus le 6 janvier dernier), a-t-elle été victime, en outre, de la négligence, voire de la malveillance de l'un de ses conseillers personnels, M. R.K. Dhanraj, que son fils Rajiv Gandhi vient de reprendre à son service en tant qu'assistant spécial ? Pourquoi, surtout, les bonnes feuilles d'un rapport, prétendument ultra-secret, de la commission judiciaire Thakkar (du nom de son auteur) ont-elles été publiées par l'Indian Express, journal connu pour son opposition virulente au premier ministre. Le synopsis du rapport, tel qu'il est publié dans toute la presse indienne, implique M. Dhanraj, ce qui a provoqué, mercredi 15 mars au Parlement, un charivari sans précédent. Soixante-trois membres de l'opposition, soit presque la totalité, ont été expulsés puis suspendus jusqu'à la fin de la semaine, et il s'en est fallu de peu qu'une bataille rangée ait lieu dans les travées de l'hémicycle du Lok Sabha (l'Assemblée nationale).

Le prétexte ? Le refus catégorique du gouvernement de discuter du rapport Thakkar, à plus forte raison de le déposer devant le Parlement, et l'insistance, tout aussi catégorique, de l'opposition pour obtenir la « vérité » sur l'affaire. Aussi longtemps que « les conspirateurs seront libres », hurle dans le tohu-bohu M. Aris Mohammed Khan, l'opposition ne cédera pas. M. Khan, l'un des principaux lieutenants de M. V.P. Singh, chef de file de l'opposition et du parti Janata Dal, se précipita — même sur M^{me} Shiela

Dixit, ministre des affaires parlementaires, pour tenter de lui arracher des mains la liste des députés expulsés... Le membre du Congrès se ruèrent alors dans les travées, et il fallut toute la diplomatie des chefs de groupe pour éviter la mêlée.

M. Khan fut condamné par la Chambre pour avoir tenté de se livrer à « des voies de fait sur une femme ministre ». Pour sa part, M. Tiwary, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, accusa M. V.P. Singh d'être « le chef des conspirateurs » et un agent des puissances étrangères ». L'impasse risque de durer : M. Buta Singh, ministre de l'intérieur, a en effet déclaré : « Une enquête détaillée a été menée par un groupe spécial d'enquêteurs. Elle révèle que M. Dhanraj est totalement innocent et qu'il n'est impliqué dans aucun crime ou conspiration en liaison avec l'assassinat d'Indira Gandhi. » Ces assurances ne règlent évidemment rien.

Selon le rapport, il y aurait eu, le 31 octobre 1984, beaucoup de « négligences » dans le service de sécurité de l'ancien premier ministre, et M. Dhanraj, qui avait notamment pour mission de veiller au bon fonctionnement de ce service, en serait donc en partie responsable.

En l'état actuel de la publication du rapport, rien ne permet, cependant, de conclure à une quelconque responsabilité de l'actuel assistant spécial de M. Rajiv Gandhi. M. Dhanraj, en raison de son passé, a la réputation d'être un excellent intermédiaire entre le parti du Congrès et le gouvernement, ce qui, en année électorale, est un atout majeur. M. Gandhi devait-il pour autant lui offrir une promotion ?

LAURENT ZECCHINI.

LES 100 PORTES DU PROCHE-ORIENT

Une analyse claire, dépassionnée, géo-stratégique d'une région opaque, où l'histoire s'accroît : Iran, Irak, Palestiniens, Liban, Kurdes.

Un dictionnaire intelligent et critique, conçu par Alain Gresh et Dominique Vidal.

« Un remarquable outil de travail. » L'Express.

EN LIBRAIRIE.
330 pages, 149 F.

autrement
EDITIONS

A lire d'urgence pour comprendre l'affaire Rushdie, les deux numéros exceptionnels de la Revue Autrement :

• « ISLAM », dirigé par Olivier Mongin et Olivier Roy. 216 pages, 89 F.

• « TÉHÉRAN », dirigé par Yann Richard et Bernard Hourcade. 224 pages, 85 F.

CHINE : la visite du premier ministre thaïlandais

Pékin et Bangkok s'efforcent de réduire leurs divergences sur le Cambodge

PÉKIN
de notre correspondant

Les oreilles du premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonbavan, n'ont peut-être pas sifflé parce qu'il s'attendait à de telles remarques insistantes de la part de ses hôtes chinois, au cours de sa visite de trois jours à Pékin. Toujours est-il que les dirigeants de la République populaire ont exprimé leur préoccupation devant son initiative en direction du régime de Phnom-Penh le mois dernier : la Chine n'est pas contente du tout et juge cette ouverture pour le moins prématurée. Elle compte bien que la Thaïlande continuera de soutenir, comme par le passé, la coalition anti-vietnamienne menée par le prince Sihanouk, afin d'amener Hanoi à accepter les termes de Pékin, ou certains d'entre eux en tout cas, pour un règlement du conflit. C'est ce qu'on dit à M. Chatichai, sur un ton modéré entre l'extrême diplomatie et le très explicite. M. Deng Xiaoping et tous les hauts responsables chinois, rappelant pour l'occasion les liens que le premier ministre thaïlandais a de longue date entretenus avec Pékin, bien avant de parvenir au pouvoir.

M. Chatichai avait préparé son discours de réponse dans un esprit de conciliation. Pas un mot sur l'invitation de M. Hun Sen à Bangkok fin janvier, ce premier ministre de Phnom-Penh que Pékin ne veut malheureusement voir au centre d'une administration intérimaire. Le chef du gouvernement thaïlandais a assuré que Bangkok continuerait à exiger un retrait complet des troupes vietnamiennes du Cambodge et la formation d'un gouvernement quadripartite dirigé par le prince Sihanouk.

Si la Chine n'a pas cru bon de faire dans la nuance pour servir ces aversissements, c'est qu'elle sait M. Chatichai objet de controverses chez lui depuis qu'il est passé par dessus la tête de son ministre des affaires étrangères, M. Siddhi Savet-

sia. L'agence Chine nouvelle s'est offert le luxe de citer les propos de ce dernier, plus proche que M. Chatichai de Pékin, selon lesquels son patron avait « énormément appris » au cours de sa visite à Pékin.

Le séjour du chef du gouvernement de Bangkok a été l'occasion pour lui d'effectuer un acte de contrition supplémentaire en assistant à un déjeuner offert par le prince Sihanouk, qui n'avait pas caché son amertume devant l'initiative thaïlandaise. L'ancien monarque avait assuré, dans une de ses rares conférences de presse qu'il ne ferait pas d'excuses à ce sujet, même si, derrière les sourires subtils une profonde méfiance persiste. Dans ce contexte, les gestuelles diplomatiques chinoises ne peuvent dissimuler le fait que l'initiative de M. Chatichai était dictée par la certitude qu'en cas de tan-

dem Sihanouk-Hun Sen à Phnom-Penh, Bangkok ferait bien de se faire un ami du second, faute de pouvoir s'entendre durablement avec le premier.

Une concession des Khmers rouges

Le prince Sihanouk en avait auparavant tiré les conclusions, en décidant de se rapprocher à nouveau des Khmers rouges. Les trois factions khmères ont ainsi tenu, le 12 mars, une réunion au sommet dans la capitale chinoise pour mettre sur pied un Conseil supérieur de la défense nationale, présidé par le prince. Cette instance constituée, dans l'esprit du chef de la résistance, une première étape vers une intégration des diverses forces armées cambodgiennes. Dans l'immédiat, elle représente une minime concession des Khmers rouges, qui seraient tenus

de rendre des comptes, par ce canal, au prince si de nouveaux incidents éclataient entre leurs hommes et les troupes sihanoukistes. Ce sont de tels incidents qui avaient conduit l'ancien monarque à démissionner de la résistance pour ouvrir le dialogue avec Phnom-Penh l'an dernier.

Au moins le prince Sihanouk peut-il aujourd'hui se féliciter d'avoir conquis Washington (le Monde du 17 mars) à sa thèse selon laquelle, au départ probable des troupes vietnamiennes d'ici quelques mois, tout arrangement politique devra inclure les Khmers rouges, moins dangereux à ses yeux s'ils prennent part au pouvoir que s'ils sont écartés. Mais l'ancien monarque reste pessimiste sur les chances d'un règlement préalable au retrait vietnamien. Tandis que la Chine campe sur ses positions — la deuxième visite à Pékin du vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Dinh Nho Lien, ne devrait pas avoir lieu avant la fin du mois — le chef de la résistance khmère semble persuadé qu'une guerre civile entre ses forces et celles de Phnom-Penh est pratiquement inévitable au départ des troupes vietnamiennes.

FRANCIS DERON.

Le Parlement européen « condamne fermement la répression » au Tibet

Le Parlement européen a voté, jeudi 16 mars, une résolution « condamnant fermement la violence des actions de répression » des forces chinoises au Tibet. Adoptée à main levée et sans donner lieu à la moindre empêche, nous indique notre correspondant à Strasbourg, ce texte demande à Pékin de lever la loi martiale imposée à Lhasa et d'engager à présent avec le dalaï-lama des négociations « qui ont été ajournées concernant l'avenir du Tibet ». La résolution n'a cependant pas évoqué une éventuelle remise en cause de la coopération entre les Douze et la Chine.

Ce vote a entraîné une réaction immédiate de Pékin. Le même jour, l'ambassadeur chinois auprès de la CEE, M. Liu Shan, a protesté auprès du président du Parlement

européen, Sir Henry Plumb, contre cette « ingérence grossière dans les affaires intérieures de la Chine (...) ». Le Tibet est une partie de la Chine. Le gouvernement chinois a pris des mesures au Tibet pour faire cesser les émeutes provoquées par quelques séparatistes, restaurer l'ordre social et défendre l'unité du pays », a déclaré M. Liu, cité par l'agence Chine nouvelle.

Par ailleurs, les Douze envisagent d'effectuer une démarche commune auprès de la Chine pour exprimer leur préoccupation à propos de la situation au Tibet. (le Monde du 15 mars). Cette initiative, à l'origine de laquelle se trouve notamment la Grande-Bretagne, devrait être discutée, lundi prochain à Bruxelles, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE.

Afrique

MADAGASCAR : un troisième mandat pour M. Ratsiraka

L'élection présidentielle devrait ouvrir la voie à une démocratisation du régime

TANANARIVE
Correspondance

« Coup de semence ». Les titres parus cette semaine dans la presse malgache, récemment débarrassée de la censure, ne traduisent qu'imparfaitement l'ampleur du séisme politique qui secoue actuellement Madagascar. M. Didier Ratsiraka, cinquante-deux ans, est certes resté, pour la troisième fois, président de la République. Mais avec « seulement » 62 % des suffrages exprimés. Les Malgaches — ils ont été plus de 4 675 000 à voter sur environ 5 760 000 inscrits, soit environ 19 % d'abstentions — assomés par près de quinze ans de monolithisme idéologique, ne s'attendaient pas à un tel bouleversement politique vécu par leur pays.

M. Didier Ratsiraka est ébranlé. Surtout dans les grandes villes du pays où, comme à Tananarive, la capitale, Toamasina, Mahajanga, Toliary et Antananarivo, autant de chefs-lieux de province, il n'obtient pas la majorité face à l'opposition. M. Monje Jaona, porte-voix traditionnel de l'opposition à tous les régimes, est éliminé avec 3 % des voix. M. Manandafy Rakotonirina, cinquante-deux ans, l'instigateur gauchiste du « Mai malgache » de 1972, récemment converti au libéralisme, sort des urnes avec près de 20 % des suffrages exprimés, et son parti MFM-MPT s'installe dans le rôle de nouveau chef de file de l'opposition. Quant à M. Jérôme Razafimanantsoa, réurgence social-démocrate de l'ancien régime, il affirme la présence nationale de son parti Vony iray tsy mivaky, avec plus de 15 % des voix, là où l'on s'y attendait le moins.

Enfin, cette élection présidentielle paraît avoir marqué le suicide politique du pasteur Richard Andriananjato, président du parti pro-soviétique AKFM-KDRSM et figure historique, depuis plus de trente ans, du nationalisme bourgeois des hauts plateaux minés de xénophobie occidentale. Le célèbre tribun, en effet, s'est imposé silence, et sa voix, jadis très écoutée, ne s'est pas élevée, pour la première fois, à la campagne électorale. Son parti se

remettra-t-il du soutien apporté, du bout des lèvres, aux « idées plus qu'au candidat » Ratsiraka ?

Que des fraudes, des trafics, des magouilles aient eu lieu, comme l'affirment déjà les leaders battus de l'opposition, n'est pas l'essentiel. Les Malgaches n'ont-ils pas appris à voter avec les Français ? Et le régime postcolonial du président Tsiranana n'a jamais été cité en exemple d'intégrité civique. Dans l'ensemble, les chefs de l'opposition, interloqués eux-mêmes par cette « déferlante » démocratique, ne paraissent élever la voix sur les irrégularités du scrutin que pour le principe. Des organismes, laïcs ou confessionnels, comme le Comité national d'observation des élections ou l'Alliance démocratique de Madagascar, rendront prochainement leur verdict à ce sujet.

Le Livre rouge

L'événement, c'est la démocratie naissante dans un pays qui ne l'a jamais connue. Ce ne sont pas ces inévitables irrégularités dont elle mettra longtemps à se défaire. L'événement, c'est aussi, grâce à l'électorat jeune, l'agonie du tribalisme et du vote systématique en faveur du candidat issu de l'ethnie dominante d'une région. M. Monje Jaona est battu dans son fief du Sud et M. Ratsiraka à Toamasina, « sa » ville.

Aucun des candidats n'obtient la majorité absolue chez lui. Les Malgaches ont eu pour la première fois de leur histoire politique le choix des hommes et des programmes. Avec Ratsiraka, ils ont choisi l'homme plus que le programme. Avec « Manandafy », le programme plus que l'homme.

Y aura-t-il des émeutes, des troubles, comme le prédit l'opposition malgache installée en France ? Les Malgaches, insulaires imbus d'eux-mêmes et de ce qui les différencie des Africains, prendront-ils le risque d'un retour en arrière ? On peut en douter, même si Madagascar, d'évidence, n'est pas dans une ère de stabilité, après le calme, la sérénité et la maturité avec lesquels les électeurs ont participé à ce scrutin historique. Il n'y a jamais eu violence,

même si certains se sont donné un mal de chien à discréditer l'adversaire.

Les perspectives concrètes qu'offre cette soudaine ouverture demeurent encore floues. M. Ratsiraka reste attaché à certains principes du Livre rouge, le *Booky Mena*. Il ne renie pas ses options socialistes, même si la conjoncture économique lui impose, avec le soutien du Fonds monétaire international, des concessions pragmatiques au libéralisme. Sur le multipartisme, sur la fin de cette « démocratie dirigée », pour reprendre la formule d'un journaliste malgache, il ne s'est pas encore prononcé. Quant à M. Manandafy Rakotonirina, qui refuse « le fait du prince » et toutes nouvelles compromissions avec l'idéologie du *Booky Mena*, que ses militants ont un peu hâtivement enterré, il attend avec impatience, comme les deux autres adversaires du « père de la révolution socialiste malgache », les pro-

chaines élections législatives pour asseoir définitivement son audience sur les bancs de l'Assemblée nationale populaire. Prévu pour le dimanche 28 mai, ce scrutin fixera les vraies limites de l'ouverture.

En revanche, les 40 % de votants qui se sont prononcés pour le changement, sans pour autant se risquer dans une nouvelle aventure, alors que la libéralisation progressive et prudente de l'économie produit ses premiers bienfaits, attendent de M. Ratsiraka qu'il nomme, après le 20 avril, à l'expiration de son mandat actuel, une équipe gouvernementale véritablement nouvelle. Ce serait une façon de leur faire comprendre qu'il les a entendus. Mais dans ce vaste Mikado politique qu'est la Grande Ile, quelle est la marge de manœuvre dont dispose le pouvoir s'il ne veut pas entraîner l'effondrement de tout l'édifice ?

CHRISTIAN CHADEFAUX.

• NAMIBIE : un plan pour le retour des réfugiés. — Des contributions d'un montant total de plus de 25 millions de dollars ont été promises au Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) au cours d'une réunion, jeudi 16 mars, à New-York sur le financement des opérations de rapatriement des réfugiés namibiens. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocke, qui a été chargé de coordonner l'opération, s'est déclaré « satisfait et encouragé » par ce premier résultat. Les besoins initiaux du HCR pour mener cette opération inscrite dans le processus d'indépendance namibien devant déborder le 1^{er} avril prochain s'élevaient à 38,5 millions de dollars. Le nombre des réfugiés à rapatrier serait d'environ 58 000 personnes. La SWAPO, l'organisation indépendantiste namibienne, avance, pour sa part, le chiffre de 85 000 réfugiés. — (AFP.)

• SEYCHELLES : prochaine retraite politique pour le président René. — Le président des Seychelles, M. France-Albert René, a affirmé, mardi 14 mars, qu'il entendait se retirer de la scène politique en

juin, à l'expiration de son troisième mandat de cinq ans. « J'avais droit à trois mandats. La loi ne me permet rien d'autre », a déclaré M. René, lors d'une conférence de presse, au terme d'une visite d'Etat de cinq jours à l'île Maurice. M. René s'était emparé du pouvoir en 1977 à la faveur d'un putsch. — (Reuters.)

• ZAMBIE : nomination d'un nouveau premier ministre. — Le président Kenneth Kaunda a remplacé mercredi 15 mars son premier ministre, M. Kabbay Musokotwane, par un militaire, le général Malimba Masheke, jusqu'ici ministre de l'intérieur. M. Musokotwane, premier ministre depuis avril 1985, devient ministre de l'éducation générale, de la jeunesse et des sports. — (AFP.)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-92.
Poste 4138

Proche-Orient

La fin de la conférence islamique de Ryad

Le compromis sur l'affaire Rushdie pourrait faciliter une normalisation irano-saoudienne

RYAD
De notre envoyée spéciale

« C'est une résolution historique qui prouve que notre position est islamique », sourient derrière sa barbe blanche, l'homme d'affaires Mohamed Ali Takhiri, directeur adjoint des affaires islamiques au ministère iranien de l'Information, avait, jeudi 16 mars, des raisons d'être satisfaits des résultats de la dix-huitième session ministérielle de l'OIC (Organisation de la conférence islamique).

Si les quarante-cinq pays n'ont pas suivi l'appel au meurtre de l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie, la fermeté de leur condamnation de l'ouvrage, jugé « blasphématoire », et surtout la qualification d'apostat donné à son auteur, sont de nature à convaincre Téhéran que c'est grâce à l'Iran que l'islam a pris une position aussi ferme.

Le terme d'apostat, qui ne figurait pas dans le communiqué publié le 22 février par le conseil des juristes de la Ligue du monde musulman réuni à La Mecque, constitue sans aucun doute un « cadeau » à l'Iran, qui a, en revanche, accepté une résolution ne répondant pas à l'exhortation expresse de l'imam à la condamnation à mort.

Les autres pays islamiques ont refusé de cautionner cette exhortation, même si de nombreux délégués reconnaissent l'ambiguïté des conséquences d'une accusation qui, dans

un pays islamique, pour un musulman, entraîne généralement la mort.

Le chef de la diplomatie saoudienne, président et porte-parole de la conférence, le prince Saoud Al Fayal, a nié cette dernière conclusion, déclarant, dans une conférence de presse, que l'OIC « n'est pas compétente dans ce domaine ». « Nous avons condamné le livre, par nos auteurs », déclarait-il pour sa part un ministre, qui tenait à souligner : « Personne n'a dit en séance que l'apostasie entraînait la peine de mort et personne n'a suivi l'Iran qui voulait voir confirmer cette condamnation à mort. »

Seule, dit-on, la Libye a appuyé l'apostasie du livre, par ses auteurs, déclarait-il pour sa part un ministre, qui tenait à souligner : « Personne n'a dit en séance que l'apostasie entraînait la peine de mort et personne n'a suivi l'Iran qui voulait voir confirmer cette condamnation à mort. »

L'ambiguïté savamment entretenue par l'emploi du terme apostasie risque toutefois de donner raison à l'interprétation iranienne dans l'esprit de nombreux musulmans, qui nous disent jeudi soir un délégué, « sont au fond de leur cœur d'accord avec l'imam ».

L'admission de la résistance afghane

L'ambiguïté a marqué aussi la deuxième résolution d'importance de cette dix-huitième session de l'OIC, l'admission au siège de l'Afghanistan, suspendu depuis 1980 à la suite de l'invasion soviétique, des « représentants des moudjahidins afghans ». Trente-cinq pays sur les quarante-cinq appelés à se prononcer ont, en effet, « invité les représentants des moudjahidins afghans à occuper le siège de l'Afghanistan au sein de l'OIC ». Ceux-ci siègeront-ils en tant que représentants de la résistance ou du gouvernement intérimaire afghan ? Les pays islamiques répondent dans le désordre à cette question, suivant la crédibilité qu'ils accordent à ce gouvernement.

L'Iran, signataire du texte, aurait bataillé, en particulier, pour ne pas voir figurer dans celui-ci le terme de gouvernement intérimaire, une structure où ne figurent pas les moudjahidins basés à Téhéran. Quel qu'il en soit, les délégués afghans ne

cachaient pas leur satisfaction, soulignant que cette admission au sein de l'OIC ouvrait la voie à la reconnaissance du gouvernement intérimaire.

Au-delà des décisions communes de cette dix-huitième session de l'OIC, le plus important pour l'avenir politique de la région s'est sans doute déroulé en coulisse, au cours des contacts saoudo-iraniens, qui pourraient entraîner, dans un avenir proche, à moins d'un revirement toujours possible de la diplomatie iranienne, une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues à l'initiative de Ryad en avril 1988. Les compromis obtenus à la fois sur l'affaire Rushdie et l'Afghanistan seraient, à cet égard, une conséquence de la volonté commune et partagée de Ryad et de Téhéran, chacune pour leurs intérêts propres, de reprendre le dialogue.

Arrivé, dans une certaine mesure, isolé à Ryad, l'Iran en repart conforté, et il n'est sans doute pas indifférent aux Iraniens de constater que cette victoire a été obtenue en Arabie saoudite, pays à qui il dispute la direction du monde musulman.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ISRAËL

Jérusalem s'inquiète de plus en plus de l'attitude américaine vis-à-vis de l'OLP

En visite officielle aux États-Unis, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, a appelé, jeudi 16 mars, à « montrer sa solidarité avec les juifs d'Israël » en une période qu'il a qualifiée de « critique », et au moment où le gouvernement israélien marque une inquiétude croissante face à l'attitude de Washington vis-à-vis de l'OLP.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Tout en s'efforçant de les minimiser, l'entourage du premier ministre, M. Itzhak Shamir, a accueilli avec inquiétude les déclarations du nouveau secrétaire d'État américain laissent entendre qu'Israël pourrait finalement n'avoir d'autre choix que de négocier avec l'OLP.

Cette suggestion, que M. James Baker a répétée deux fois devant des parlementaires à Washington (le Monde du 17 mars), barrail la une de la presse israélienne, vendredi 17 mars, et a fait l'effet d'une douche froide — de moins dans les rangs

du parti du premier ministre, le Likoud (droite nationaliste), où le refus de négocier avec l'OLP tient lieu de dogme. On y voit un nouveau coup de barre de la politique américaine en faveur de l'organisation de M. Yasser Arafat. Il est ressenti d'autant plus durement qu'il intervient après que le gouvernement américain ait refusé de céder à la requête expresse des autorités israéliennes qui lui demandaient de mettre terme au dialogue que les États-Unis ont engagé avec l'OLP.

Vice-ministre des affaires étrangères, et « espoir » du Likoud, M. Binyamin Netanyahu a déclaré à la radio que les propos de M. Baker étaient de nature à « décourager tous les Palestiniens modérés ». « Si les modérés sont conduits à penser que le processus politique apportera finalement le succès aux radicaux, a-t-il dit, alors ils n'entreprendront jamais de négocier. » Le porte-parole du premier ministre, M. Avi Pazner, a émis la même opinion, soulignant que le secrétaire d'État avait quasiment « garanti à l'OLP qu'Israël ne trouverait pas d'interlocuteurs palestiniens en dehors de l'organisation ».

Un vrai différend

Une autre personnalité du Likoud, M. Eliahu Ben Elissar, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, était plus pessimiste encore. « Nous assistons à un bouleversement fondamental de la politique américaine, a-t-il déclaré au Jerusalem Post ; les déclarations de Baker ne peuvent être une bouffée d'air, elles sont une révolution. » Elles signifient que les États-Unis n'excluent plus la possibilité d'un Etat palestinien indépendant, a poursuivi M. Ben Elissar, « et c'est là l'évolution la plus grave que nous ayons eue à considérer ».

Devant deux sous-commissions du Congrès, M. Baker a expliqué cette semaine que l'Etat hébreu pourrait bien être amené un jour à négocier avec l'OLP faute de trouver d'autres interlocuteurs représentatifs des Palestiniens. Le secrétaire d'État a fait ces déclarations peu après avoir reçu le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Nouveaux bombardements à Beyrouth

Beyrouth. — Le port de Beyrouth a été bombardé jeudi 16 mars, à deux reprises, ce qui témoigne de la fragilité de la trêve tacite instaurée depuis quarante-huit heures entre les camps pro-syriens et anti-syriens au Liban. Les Beyrouthins, inquiets, ont commencé à quitter la capitale.

Dans une atmosphère de préparatifs militaires, les deux gouvernements rivaux du Liban campent toujours sur leurs positions. Mardi, de violents duels d'artillerie entre Beyrouth-Est (musulman) et Beyrouth-Ouest (chrétien) ont fait plus de deux cents victimes, dont quarante tués. Le cabinet de militaires chrétiens du général Michel Aoun maintient son exigence de retrait des trente-cinq mille soldats syriens du Liban. Celui présidé

par le musulman Selim El Hoss, soutenu par Damas, a de nouveau demandé jeudi la levée du « blocus » maritime. — (AFP.)

● Voiture piégée à Beyrouth-Est : au moins dix morts. — L'explosion d'une voiture piégée a fait au moins dix morts et cinquante blessés, vendredi 17 mars à Beyrouth-Est, le secteur chrétien de la capitale libanaise, a indiqué la police. Selon celle-ci, la voiture avait été gardée devant une boulangerie bordée de clients sur la principale route côtière, dans le quartier commercial de Djel-el-Dib, à 50 mètres des bureaux du conseil de Grande-Bretagne. — (Reuters.)

INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci.
Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel
... et du monde entier !

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang.
Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24
aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air,
le nouveau communicant n'a pas
de trou de mémoire. Stockpage,
un service Alphapage, conserve 24 h
minimum tous les messages
qui lui ont été envoyés.

Le nouveau communicant
a l'esprit pratique.
Il achète ou loue son Alphapage.
Son inscription payée une fois pour toutes,
il recevra sa facture d'abonnement
tous les 2 mois.

Les yeux du nouveau communicant
lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée
d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez.
Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel,
et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant
contient systématiquement un récepteur Alphapage,
parfois les clés de chez lui,
éventuellement d'autres accessoires.

Alphapage,
le secret du nouveau
communicant.

Attention ! Le nouveau communicant
est très rapide à la détente.
Informé grâce à son Alphapage,
il peut réagir à la seconde près.

Stiquer Correcte

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COGECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES

FRANCE TELECOM



Politique

La préparation du deuxième tour

Seuls sont appelés à voter dimanche les électeurs des sept arrondissements de Paris (sur vingt) restés en ballottage. Ce deuxième tour se déroulera cependant dans des quartiers parmi les plus peuplés de la capitale, puisque y sont inscrits 582 326 électeurs, soit 47,3 % des 1 231 611 électeurs parisiens. C'est là que sera élue la moitié restante (79) de l'effectif du Conseil de Paris. Au premier tour, ont en effet été désignés dans treize arrondissements 84 conseillers de Paris, dont 79 pour la majorité municipale sortante (soit 41 RPR, 29 UDF, 4 CNR et 5 divers droite) et 5 pour le Parti socialiste.

Le 12 mars, les listes Union pour Paris de M. Chirac obtenaient 53,59 % des suffrages exprimés, soit une baisse de près de 9 points par rapport au premier tour de 1983. Celles du Parti socialiste, dont M. Pierre Joxe était le chef de file, recueillaient 22,62 % des voix, mais la gauche atteignait 27,69 % avec les 5,07 % de suffrages communistes, soit presque autant que les 27,76 % obtenus par les listes Union de la gauche dirigées par M. Paul Quilès il y a six ans. Les Verts n'avaient alors que 4,40 % de voix contre 8,24 % aujourd'hui, et le Front national (absent

Paris : sept combats pour un « grand chelem »

de dix arrondissements), seulement 3,6 % contre 8,50 % le 12 mars.

En 1983, M. Le Pen, déjà candidat dans le vingtième arrondissement, avait pu se maintenir car il avait été le seul avec 11,26 % des suffrages à avoir dépassé la barre des 10 %. Il en sera de même dimanche, puisque le président du Front national y a obtenu 15,58 % des voix au premier tour. Dans une triangulaire il affrontera donc les mêmes concurrents, M. Bariani, maire sortant (UDF-rad.) et Charzat (PS). Mais le score du Front national lui permet cette année de provoquer des triangulaires dans trois autres arrondissements : le dixième, face à M. Marcus, maire sortant RPR, et M. Dreyfus (PS) secrétaire d'Etat auprès de M. Rocard ; le dix-huitième, face à M. Alain Juppé, conseiller sortant, secrétaire général du RPR, et M. Vaillant, député socialiste ; le dix-neuvième, où s'affrontent M. Féron maire sortant (CNR) et M. Madec

(PS). Dans ces trois arrondissements, les voix d'extrême droite du premier tour dépassent de justesse la barre des 10 %.

Les écologistes, eux, ne l'ont franchie que dans un seul arrondissement, le quatorzième, où ils se maintiennent face au maire sortant RPR, M. de La Motte, et au candidat socialiste, M. Castagnou, conseiller sortant, chargé de mission auprès de M. Fabius après l'avoir été à l'Elysée.

Dans les deux autres arrondissements en ballottage, un simple duel opposera les antagonistes d'il y a six ans : M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat contre M. Devaquet, maire sortant RPR dans le onzième, et M. Paul Quilès, ministre, contre le maire sortant du treizième, M. Toubon (RPR).

La campagne électorale du deuxième tour a été plus cloisonnée encore que celle du premier. Elle s'est déroulée sans aucun incident et n'a donné lieu à aucune réunion contradictoire. M. Pierre Joxe, élu

conseiller de Paris du douzième arrondissement dès le 12 mars, n'a plus guère fait de déclarations, chaque candidat resté en piste semblant préférer mener seul sa propre campagne. M. Chirac a consacré la semaine à aller soutenir chacune des listes Union pour Paris sur le terrain. Mais, à la différence de l'avant-premier tour, le maire de la capitale a évité toute manifestation médiatique et même refusé d'être accompagné par la presse dans ses voyages arrondissementiers.

Il a continué cependant à faire savoir que son objectif demeure la répétition du succès total de 1983, alors que le maintien dans la majorité municipale du vingtième arrondissement — et peut-être aussi du onzième — semblait moins cette année un pari gagné d'avance. L'une des caractéristiques du premier tour ayant été le taux exceptionnellement élevé des abstentions, avec le record de 43,47 % de la capitale (contre 31,31 % en 1983), l'effort des candidats pour le second tour est plus particulièrement porté sur cet électeur potentiel considéré par chacun comme une réserve salvatrice.

A. P.

Vingtième : M. Le Pen en sous-sol

Comme il était 11 h 27, le métro était presque désert. Jean-Marie Le Pen y descendait quand même. Il ne serait pas dit qu'il avait occupé le terrain — ce vingtième arrondissement de Paris, enjeu de toutes les convoitises municipales et de quelques rancœurs, et négligé les souterrains.

Comme la séquence commençait Porte-des-Lilas pour s'achever à Belleville, tous les symboles correspondants avaient été préparés, comme il convient dans une campagne bien conçue, ainsi que les tickets de métro : petits bouquets de lilas blanc que le président du Front national distribuait sans barguigner aux dames, sauf les effarouchées, quelques poignées de main à des personnes de couleur, sans présentation de la carte d'identité ou de titre de séjour.

Pourtant, entre les stations Jourdain et Pyrénées, pendant qu'une dame s'autorisait d'une commune bretonnante pour deviser avec l'angle dur de la triangulaire du vingtième, une autre, tenant sur ses genoux,

comme un sac de charbons ardents, la branche de lilas trouve que la petite jeune fille à côté, dont les parents sont nés très loin de Port-Guicrec, aurait pu faire l'objet de plus d'attention.

Ainsi, presque vide, le métro, que Jean-Marie Le Pen rêve plus propre et plus sûr pour ceux qui en usent ordinairement, apporte sa petite pierre à l'édifice éphémère d'une vraie campagne : on discute. Tant mieux, parce que plus tard, au cours du rituel des visites de commerçants, le niveau baisse un peu. Chez le fromager, il y a un instant de flottement : une cliente a oublié un manche à balai net qui ressemble à s'y méprendre à un instrument de travail de troupière du service d'ordre.

Plus tard le marchand de sandwiches broie dans ses bras puissants, en poussant des petits cris de joie, le candidat Le Pen. Les journalistes aimeraient bien connaître le pourquoi de ce paroxysme mais le marchand de sandwiches est muet. Dans l'entourage lepéniste, on trouve que le patron est malencontreusement flanqué d'un grand baraqué ; une minette conviendrait mieux.

A quoi bon la énième représentation de tous ces petits sketches de campagne ? « Il faut que nous fassions entrer un ou deux FN au conseil pour faire entendre notre voix », répond évasivement le président du Front à une dame qui s'inquiète.

D'une arrière-pensée que les circonstances autorisent à lui prêter : de stabiliser par son main-

tien au second tour Didier Bariani, le maire UDF sortant et qui fait devancer par le socialiste Michel Charzat, Jean-Marie Le Pen ne dit rien. Cette ambition négative, déjà émise par le même en 1983, mais sans succès, a pris cette fois un peu plus de consistance.

La méthode Coué

Didier Bariani est bien conscient de la fragilité de sa situation, dans un contexte bien différent de celui de 1983 : « Je pense quand même que je m'en sortirai, pour être franc, mais sans plus ».

Tout donne crédit à ce propos : une base électorale de premier tour fragilisée : 38,24 % des suffrages au lieu de 44,65 % il y a six ans ; les effets marginaux d'un lourd pillage d'arrondissement socialiste avant le premier tour sur les inscriptions électorales abusives et la volonté de politique sélective d'attribution de logements prêtes au maire du vingtième arrondissement.

En outre, Didier Bariani subit l'incalculable volonté de « vengeance » d'un Front national, représenté par son chef, le plus souvent ignoré par la droite malgré appels et menaces. Ainsi les contours d'une triangulaire en apparence identique à celle de 1983 se trouvent-ils en réalité durcis, au grand dam de l'ancien président du Parti radical.

L'incertitude des temps conduit ce dernier à tirer nerveu-

sément sur des cigarettes bientôt consumées dont la cendre vient s'écraser sur sa veste. Aucun désordre comparable chez l'impeccable tête de liste socialiste qui part sur les marchés comme d'autres se rendent aux réunions du Fonds monétaire international et savoure déjà les curiosités « politologiques » du scrutin dont il est l'acteur.

Le membre du secrétariat national du PS a toutefois un point commun (unique probablement) avec son adversaire de l'UDF : l'obsédant souci de puiser dans un réservoir aussi ample qu'hypothétique de voix les 7 % ou 8 % de suffrages qui le porteront dimanche à 44 % ou 45 % pour emporter (ou garder) la mairie.

Les ressources conjuguées de la « politologie » et de la divination n'épuisent cependant pas les mystères de ce réservoir. D'un déclin électorale socialiste certain depuis la présidentielle, Michel Charzat voudrait tirer la certitude de l'existence de ce « différentiel » dormant, en sa possible faveur, pour le 19 mars.

C'est dire que les ressources de la méthode Coué ont aussi leur part dans l'incertain combat final du vingtième arrondissement. Surtout lorsqu'on constate la régression qui prend parfois l'allure d'un effondrement du PS dans les bureaux de vote de Belleville pourtant ancrés à gauche, du moins à la lumière des derniers scrutins.

MICHEL KAJMAN.

Treizième : l'énarque et le polytechnicien

Ce pourrait être la parabole de l'énarque qui croyait aux chiffres et du polytechnicien qui s'y croyait pas. Car le paradoxe de la campagne du deuxième tour dans le treizième arrondissement se trouve dans le fait que l'ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, maire sortant RPR, M. Jacques Toubon, s'attache à l'arithmétique résultant du premier tour tandis que l'ancien élève de l'Ecole polytechnique, ministre socialiste des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, s'attache pas valeur de dogme aux résultats comptables de dimanche dernier. Et pour cause : le dimanche 12 mars la liste socialiste du ministre enregistrait un retard de 13,5 points sur celle de l'ancien secrétaire général du RPR. Si à ses 32,30 % de voix personnelles, le ministre ajoute deux fois 7,53 % des suffrages, c'est-à-dire les deux paquets de voix de même poids recueillis par les communistes et par les écologistes, il n'aboutit encore qu'à une addition de 47,36 % des voix. Donc au diable les mathématiques, surtout lorsqu'elles vous donnent battu « sur le papier » !

M. Quilès étaye sa confiance sur d'autres paramètres. Il se félicite d'avoir obtenu le meilleur score de tous les candidats socialistes parisiens du premier tour. Il ne doute pas que cette position avantageuse aura un effet entraînant pour le second tour des abstentionnistes. Déjà en 1983, se souvient-il, la mobilisation entre les deux tours avait amélioré de 7 % le score de la liste d'union de la gauche qu'il conduisait alors. Le candidat d'union qu'il

redevient dimanche prochain ne doute pas non plus de l'apport des voix communistes puisque M^{me} Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, figurera en troisième place auprès de lui, donc en position éligible. M. Quilès est également confiant dans les bons reports des électeurs « verts ». Il estime que dans le treizième arrondissement les écologistes sont « plus à gauche qu'ailleurs » en raison notamment de l'urbanisme — par exemple les tours de certains quartiers. Le ministre intensifie d'ailleurs sa campagne sur ce thème en affirmant : « Si les électeurs ne donnent pas à cet arrondissement une municipalité de gauche, la prochaine fois ils ne pourront pas voter ». Il explique ainsi cette menace : « Ils auront en effet été obligés de quitter Paris pour la banlieue en raison de la crise du logement et des loyers trop élevés ». Le polytechnicien qui est tous les jours sur le terrain visite les marchés, les commerçants, les immeubles pour convaincre les hésitants d'aller voter. Ces déplacements sont même ciblés avec une telle précision que certains, dans le quartier, se demandent comment le candidat a bien pu savoir qu'ils s'étaient abstenus dimanche dernier !

« Sans faire de cinéma »

Le tenant du titre, M. Toubon, se retrouve dans la même situation qu'en 1983 puisque, avec le vingtième arrondissement, le treizième avait alors été le seul à n'avoir pas été pourvu dès le premier tour. Bien que l'écart ne soit creusé depuis lors entre les deux concurrents et bien qu'il ait recueilli dimanche dernier 3,5 points de moins qu'il y a six ans, le maire sortant affiche une « sérénité extrême ». L'« énarque » se réfère à l'arithmétique pour soutenir sa confiance. Il calcule qu'il faudrait à M. Quilès des reports sans déchet de la part des communistes, des écologistes et une bonne part des voix d'abstentionnistes pour l'emporter. Or, il ne voit pas pour quelles raisons M. Quilès « attirerait subitement tout ce monde-là », alors qu'il n'est le leader de la gauche que pour ce dimanche-là et que dans Paris « ça n'a pas marché fort pour les socialistes ». M. Toubon affirme que M. Quilès et M^{me} Moreau « ne s'entendent pas » et doute que les communistes se reportent entièrement sur « le ministre d'une gouvernement contre lequel ils tirent à boulets rouges ». Quant aux écologistes, il note qu'ils ont réalisé un score moyen et que beaucoup « savent ce que nous avons fait pour eux dans l'arrondissement ». Il ajoute même : « Personne n'a planté ostent d'arbres que moi dans cet arrondissement ».

Et puis M. Toubon est convaincu que la « tendance est favorable » à sa liste, que le climat parisien après le premier tour est « porteur » pour les socialistes, que les socialistes et surtout les ministres-candidats ont déjà « malgré leurs énormes moyens ». Ses multiples contacts sur le terrain lui auraient révélé — assure-t-il — que les abstentionnistes de gauche ne se mobilisent pas. Malgré ces éléments de confiance le maire s'acharne à faire campagne et à mobiliser « ses » abstentionnistes. Lui aussi multiplie les visites dans les immeubles et auprès des associations. Il parcourt marchés et rues. Mercredi il était accompagné de M. Jacques Chirac sans escorte visible de journalistes pour mieux montrer que les deux maires s'intéressaient aux problèmes des gens « sans faire de cinéma ».

ANDRÉ PASSERON.

Onzième : MM. Devaquet et Sarre dans une bataille civilisée

« Quel qu'il arrive, lundi matin je m'attellerai à mon prochain bouquin sur les rapports entre les sciences modernes et la pensée politique. » M. Alain Devaquet affiche une sérénité qui n'a d'égale que celle de M. Georges Sarre, son challenger. Le maire sortant RPR et celui qui tente de redonner à la gauche ce deuxième arrondissement qu'elle détenait jusqu'en 1983. Celui qui a tout à perdre et celui qui a tout à gagner. L'ancien ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur et l'actuel secrétaire d'Etat aux transports routiers se rejoignent au moins sur un point : la difficulté du pronostic. Alain Devaquet retrouve l'atmosphère qu'il affectionne, celle du scientifique prudent : « Comment prévoir l'issue d'un phénomène qui dépend de douze causes différentes ».

Aucun des deux ne renierait le propos de l'écologiste Pierre-François Divier, qui avait vu venir la montée en puissance des Verts à Paris avant le premier tour, mais qui, lui, n'est plus en lice dans le onzième : « Devaquet-Sarre, ça se jouera à quelques voix ». D'autant que cet arrondissement aime réunir tradition et révolution. Il répugne à écraser l'un des plateaux de la balance électorale. En mai 1988, il donnait 55,10 % de ses voix à M. Mitterrand. Mais le mois suivant, regroupé en partie avec le douzième, il choisissait un député de droite, Alain Devaquet, et regroupé pour l'autre partie avec le vingtième, il élisait un député de gauche, Georges Sarre. Les deux mêmes déjà. Alors, les pronostics.

Pour tout compliquer, les références vacillent. Le Bastille est l'un des archipels parisiens les plus saisis par le changement. Une nouvelle population est arrivée aux abords du futur Opéra, plus « branchée », plus imprévisible. Cet électeur laisse encore mal deviner ses choix. Avant de reprendre leur bâton de candidat, les deux hommes ont fait leur compte. L'écart entre Alain Devaquet (44,71 % des voix) et Georges Sarre (31,87 %) n'est pas mince. Le

président du groupe socialiste au conseil de Paris note cependant que ses camarades-candidats dans les dix-neuf autres arrondissements ont fait nettement moins bien. Voilà qui console, mais ne fait pas filer. Georges Sarre se rassure davantage à observer la tendance : s'il ajoute les 5,44 % du candidat communiste pour composer avec le scrutin de 1983, le progrès d'un point et demi, tandis que son adversaire a perdu plus de neuf points et demi depuis six ans.

Le candidat socialiste puise surtout sa confiance dans sa réserve. D'abord pour capter les voix communistes, il a ouvert sa liste à cinq candidats du PC, dont la mieux placée, M^{me} Aline Delapature, au cinquième rang, est en position d'être élue. M^{me} Christine Schwarzberd, conseillère de Paris sortante, s'est effacée.

Les Verts, comme ailleurs dans Paris, se sont tus. Ni négociation ni consigne. Pierre-François Divier, avocat de profession et défenseur des écologistes parisiens, a souffert de la concurrence d'une liste qu'il qualifie de sous-marin : le parti Vert, sur lequel se sont portées 522 voix. Lui-même en a compté 3 203. Il évalue à la moitié la part qui pourrait aller à Georges Sarre, le quart à Alain Devaquet, le dernier quart s'abstenant.

Restent les 7,79 % (3 454 voix) de M. Jean-François Touzé, candidat légitime. Il attribue la relative modestie de son score dans l'arrondissement au fait que Jean-Marie Le Pen avait recueilli 14,71 % au scrutin présidentiel l'an dernier, un choix d'un « vote utile » dès le premier tour, de la part des électeurs de droite.

Lui aussi a renoncé à tout désistement. « Devaquet nous a méprisés pendant toute la campagne. D'ailleurs, lui et Sarre, c'est bonnet rose pâle et bonnet rose vif ». Aussi recommande-t-il non l'abstention — « c'est antichambre » — mais le vote blanc.

Au premier tour, les bulletins blancs et nuls ont dépassé le demi-

millier. « Plusieurs d'entre eux, fait remarquer Georges Sarre, étaient des bulletins de notre liste revêtus d'inscriptions du genre « Enseignants en colère ». Ces électeurs nous reviendront dimanche ».

« Mon métier à l'ancienne »

Il n'en faut pas moins pour aider l'arithmétique. Le candidat socialiste multiplie les contacts. Il en a l'habitude. « J'aime faire mon métier à l'ancienne », sourit-il. La plaque de sa permanence porte deux indications : son nom et qualité électorale, et au-dessous « Amicale des vieux travailleurs ». Tous les vendredis et le lundi parfois, il reçoit les habitants de ces quartiers qu'il représente depuis près de vingt ans, et rencontre des associations de commerçants ou retraités.

Alain Devaquet a choisi, lui aussi, la marche à pied. Avec ou sans Jacques Chirac, venu l'épauler au milieu de la semaine, il affirme s'abriter derrière son bilan de maire sortant. « J'ai construit six résidences pour personnes âgées, et ouvert une crèche par an. Il m'en faut encore quatre ».

L'affrontement demeure civilisé. A M^{me} Beate Klarfeld, présidente du comité de soutien à Georges Sarre, « futur maire du onzième », Alain Devaquet a écrit une lettre publique dans laquelle il rappelle avoir fait annuler en 1986, en tant que ministre des universités, la thèse « révisionniste » de M. Henri Roques, à Nantes, niant l'existence des chambres à gaz pendant la seconde guerre mondiale. Les électeurs juifs, manifestement visés, devront trouver d'autres critères pour départager les deux concurrents. Décidément les abstentionnistes repensés feront la différence, et les deux candidats auraient pu signer la formule lancée par le challenger : « Tous aux urnes, citoyens ».

CHARLES VIAL.

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licence A 681

RIO-SANTIAGO
ILE DE PAQUES
TAHITI et SES ILES
SAN-FRANCISCO

DÉPART DE PARIS Le 28-04-1989
RETOUR Le 22-05-1989
PRIX : 31 900 F

URGENT

DERNIÈRE MINUTE

TAPIS D'ORIENT

AVANT FERMETURE TOTALE POUR TRAVAUX DE L'UN DE NOS MAGASINS

VENTE SPECIALE EXTRAORDINAIRE

A DES PRIX JAMAIS VUS

NISSIM

LA VENTE AURA LIEU :
32 RUE DU FAUB. ST-ANTOINE
PARIS 12^e - Tél. : (1) 43 43 78 00
M^o : BASTILLE - à 100 m de la Bastille
Ouvert même DIMANCHE 14h - 19h30 - MARDI 21h

CHOIX EXCEPTIONNEL EN FRANCE

CONDITIONS DE PAIEMENT TRES AVANTAGEUSES

هكذا من الأصل

Politique

des élections municipales

Ces écolos bretons qui dérangent

LORIENT
de notre envoyé spécial

Ah, que les élections étaient belles en Bretagne du Sud lorsque, régulièrement, la droite triomphait au premier tour, à Vannes et à Quimper, et que la gauche l'emportait à Lorient. Droite contre gauche, le jeu était aussi limpide que l'eau minérale de Katell-Roc (Morbihan). En 1983 encore, l'intrusion de quelques écolos téméraires n'avait guère troublé la partie, avec des scores oscillant de 5 % à 7 % : il n'y avait pas de quoi s'inquiéter. On notait là des candidatures de

A Vannes, le maire UDF Pierre Pavée et son rival socialiste Michel Olivier perdent chacun dix points par rapport à 1983. Le candidat « alternatif » n'en est pas le seul responsable, mais il y contribue puissamment en passant de 7,7 à 13,6 %.

A Lorient, le maire socialiste Jean-Yves Le Drian recule de six points, et le candidat RPR Loïc Duffilhol en perd dix par rapport à 1983, à cause d'une nouvelle venue dans la compétition, Renée Conan, qui porte le score alternatif de 5,6 % à plus de 15 % ! Mais qu'ont donc fait les maires à l'environnement pour être ainsi sanctionnés ? « Plus écolo que

Cette constance dans la critique écolo à la fin par payer électoralement. La liste Kemper-Ecologie, quel que soit le maire, est assurée d'avoir plusieurs élus. Marc Bécam, pour se consoler, interprète le phénomène de haut : « Le regain des Verts, c'est le phénomène allemand survenant avec quelques années de retard, amplifié par les nitrates et l'ozone. »

« Il a bétéonné à tour de bras... »

Le maire de Vannes, lui, n'a pas peur de perdre sa mairie, s'empresse de répliquer de l'Hôtel de Ville de Paris. Mais il faudra attendre le second tour et accueillir aussi plusieurs écolos autour du tapis vert de la salle du conseil. « Je suis aussi écolo qu'eux, mais pas de la même manière », se défend Pierre Pavée, ingénieur des eaux et forêts à la retraite. « Écolo, lui ? Mais il a bétéonné et rembruni à tour de bras, lorsqu'il travaillait à la direction départementale de l'agriculture », s'indigne Jean-Pierre Mousset, employé de banque, qui milite depuis vingt ans à la Société d'études et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) et a quitté le parti des Verts en 1987.

« Je connais Mousset depuis qu'il est gosse », dit paternellement Pierre Pavée, comme pour conjurer le mauvais sort. « Mousset, c'est un copain », reprend Michel Olivier, le candidat socialiste (rocardien) qui se bat depuis des années, pour faire exister la gauche en Vannetais.

A Lorient, le maire socialiste n'a pas non plus de souci à se faire pour sa réélection. Les communistes ont fait liste commune dès le premier tour, et la tête de liste des Verts est une amie qu'il tait depuis toujours. Mais il n'a pas réussi à obtenir la fusion.

Faute d'organiser d'inutiles meetings, les trois candidats se sont affrontés jeudi 16 mars en un débat radiophonique proposé par Radio-Bleu-Marine, dans les locaux du quotidien *la Liberté du Morbihan*. Pendant une heure, le débat a porté sur le chômage, l'avenir du port, de l'arsenal, mais on a soigneusement oublié l'environnement, qui ne pose pas de problème particulier à Lorient.

Les problèmes d'environnement sont bretons, pas lorientais.

ROGER CANS.

M. Lalonde aime les « Verts ouverts » d'Avignon

AVIGNON
de notre envoyé spécial

Candidate ? Sûrement. Maladroit ? Peut-être. Parisien ? Sûrement pas ! De ces trois qualificatifs, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, accepte les deux premiers, mais il ne tolère pas le troisième. Sa démonstration est simple : il ne peut pas être « parisien » puisqu'il est justement contre les paris, et pour ceux qui en secouent les structures.

Il cite volontiers MM. Michel Noir et Alain Carignon mais on imagine que son administration pourrait bien descendre un peu plus au sud encore. C'est au sud, justement, en Avignon, où les maires, en place ou à venir, ne sont pas des papes, que le ministre « ami de la Terre » est venu dire, jeudi 16 mars, qu'il « aime les Verts ouverts » tout autant que « les socialistes ouverts ». Ceux-là mêmes qui peuvent travailler ensemble, comme c'est le cas dans cette ville dont le maire sortant, M. Jean-Pierre Roux (RPR), est en ballottage difficile face au « socialiste ouvert », M. Guy Ravier (le Monde du 16 mars).

A l'université, devant trois cents étudiants et professeurs, puis dans une magnifique salle du Palais des papes devant cinq cents personnes, M. Lalonde a réaffirmé que « l'écologie n'est pas une force politique », et il a conseillé aux Verts de ne pas en devenir une sous peine de se perdre, à tort, les seuls dépositaires du label en considérant les autres comme des « nuls ». Décidément, le candidat de l'écologie présidentielle en 1981 n'en a démord pas : oui à l'autonomie verte, non au parti vert. Et d'affirmer que le meilleur moyen d'assumer son autonomie, c'est encore de s'engager aux côtés de ceux qui veulent travailler pour l'écologie. En guise de réponse à M. Antoine Waechter, candidat des Verts à la dernière élection présidentielle, qui l'accusait d'être « un rabatteur de voix pour le PS », M. Lalonde clame qu'il est avant tout « un rabatteur de voix écolos » pour l'écologie.

Ce message a été entendu, avant l'heure, par M. René Pelisson, chef de file de la liste des Verts (6,83 % au premier), qui a obtenu six places dont quatre éligibles (avec un poste d'adjoint au maire) sur la liste Ravier. C'est indicible, mais M. Pelisson fait un peu peine à voir. Il est comme apeuré, paralysé par sa décision. Laissez-nous vivre et surtout vivez M. Waechter, a-t-il demandé, en substance, à M. Lalonde. Eh bien, vivez M. Pelisson, mais de grâce vivez bien, aurait pu lui répondre M. Lalonde.

OLIVIER BIFFAUD.

Aix-en-Provence : raccommodage à droite

AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional

Sur injonction de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, le candidat de ce parti à Aix-en-Provence, M. Jean-Pierre Bouvet, a finalement accepté de s'effacer devant le maire (UDF) sortant de la ville, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca. Bien que la liste de M. Bouvet, devancée, seulement de 17 voix par celle de M. de Peretti au premier tour (19,79 % des suffrages exprimés), ait été régulièrement enregistrée, ses bulletins ne seront pas déposés dans les bureaux de vote pour le deuxième tour de scrutin. Cette solution résout l'impasse créée, le mardi 14 mars, par un accord qui avait empêché le dépôt de la liste d'union constituée par les deux candidats (le Monde du 16 mars). Trois listes, au lieu de quatre, seront donc en présence, dimanche 19 mars : celles de MM. de Peretti (19,83 % des voix au premier tour), décoré mais seul représentant de la droite, Philippe Millian, candidat du FN (15,04 %) et Jean-François Picheral, candidat socialiste allié aux Verts (30,49 %).

GUY PORTE.

Abbeville : M. Max Lejeune en danger

AMIENS
de notre correspondant

M. Max Lejeune (UDF-PSD), quatre-vingts ans, sénateur, ancien ministre, risque de perdre la mairie d'Abbeville, qu'il détient depuis 1947. Ancien militant SFIO, il avait été exclu du Parti socialiste parce qu'il n'acceptait pas le programme commun avec le Parti communiste signé en 1972. Il avait ensuite fondé le parti social-démocrate.

M. Lejeune se trouve aujourd'hui en situation délicate. L'autre candidat de droite, M. Patrick Mignot, jeune fonctionnaire de trente-trois ans, barbu, qui présentait une liste indépendante, a obtenu 17,96 % des voix au premier tour, et a décidé de se maintenir au second. La gauche s'en réjouit. Socialistes et communistes, qui avaient recueilli respectivement 27,60 % et 17 % des suffrages exprimés, iront à la bataille ensemble sous la direction de M. Jacques Boon, député socialiste.

Avec ses 37,44 % du premier tour, M. Lejeune a un lourd handicap à remonter. Ce fut en 1936 le plus jeune député de France, doit aujourd'hui se demander s'il a bien fait, dans le cadre de la loi sur le cumul des mandats, de ne pas se représenter aux dernières élections cantonales — il était président du conseil général de la Somme depuis 1945 — et de choisir de rester le premier magistrat de sa ville. Quant aux Abbevillois, ils sont de plus en plus nombreux à dire ouvertement que celui qui parvient à les faire voter s'appelle « Max » aurait dû savoir décaler au lieu de prendre le risque de quitter sa mairie sur un échec.

Malgré son équation personnelle, qui reste forte, il avait tout de même un chiffre à méditer : à la dernière élection présidentielle, M. Mitterrand avait obtenu à Abbeville, au second tour, 64 % des suffrages (55,71 % en 1981).

MICHEL CURIE.

RECTIFICATIFS

● A Châteauneuf (Alpes-de-Haute-Provence), M. José Escanar a obtenu 59,16 % des voix et non 50,91 % comme nous l'indiquions dans le commentaire général du département publié dans nos éditions du 14 mars.

● A Combe-la-Ville (Seine-et-Marne), la composition politique du conseil municipal est de 1 ext. g.,

4 PC, 12 PS, 9 div. g., 4 RPR et 3 div. d.

● A Caen (Calvados), nous avons inversé les scores obtenus respectivement par une liste écolo et une liste divers menée par M. Delaunay qui a rassemblé 1 627 voix (soit 4,18 %).

Madame 15 %

A cinquante et un ans, Renée Conan a mené tous les combats de l'extrême gauche. D'abord, contre la guerre d'Algérie, lorsqu'elle militait à l'UEC, puis au PC. Elle s'est ensuite concentrée sur la lutte antinucléaire commencée au Bugey en 1971.

Elle a mené campagne pour René Dumont en 1974, puis pour Brice Lalonde en 1981. La seule année où elle ait jamais voté François Mitterrand (au second tour), car « il y a eu ensuite l'affaire du Rainbow Warrior, que je n'ai jamais pu avaler ».

Professeur de français pendant vingt ans, adepte de la « bouffe bio » depuis toujours, Renée Conan s'est déclarée « soupçonnée » sur sa liste, presque par provocation. Pourtant, cette femme joviale et vive semble incapable de hâter ses adversaires. Brice Lalonde, que les Verts considèrent aujourd'hui comme le pire des traîtres, trouve encore grâce à ses yeux.

« La dernière fois que je l'ai vu, c'était à l'enterrement du général

de Bollardière. Je l'aime bien, mais il a retourné sa veste sur le nucléaire. Ses positions d'aujourd'hui sont inadmissibles ».

A l'adresse des militants du PS qui ont essayé de la récupérer pour ces élections, elle lance cet avertissement : « Je n'ai jamais été socialiste, et je ne le serai jamais. » Libérale, autogestionnaire, elle préfère la compagnie des alternatifs, tiers-mondistes, et régionalistes, qui garnissent sa liste verte. « Lorsqu'on a vu qu'on dépassait 15 % l'autre dimanche, ce fut le délire, dit-elle la ferme à l'œil. On n'aurait jamais cru atteindre 10 % ».

Succédant à une militante du PSU qui avait mené seule le combat alternatif pendant six ans au sein du conseil municipal, elle attend avec gourmandise d'entrer avec ses amis dans le temple municipal. Et alors, gare à messieurs les ronds-de-cuir !

R. C.

témoignage qui fleurait bon la marginalité. La démocratie était bien gardée.

Paratras en 1989 ! Le vote vert double ou triple sa mise. C'est la stupéfaction dans les états-majors et les mairies. On s'attendait à un vote sanction contre les municipalités de gauche, complices du pouvoir, et bien non : les Verts bretons déstabilisent tous les maires en place, qu'ils soient de droite ou de gauche. Marc Bécam, maire RPR de Quimper, ancien ministre, se retrouve avec un petit 37,36 % talonné par son rival socialiste, Bernard Poignant, auquel les communistes n'ont laissé que 36,31 %. Et tout ça parce qu'un certain Alain Uguen, qui n'avait recueilli que 5,63 % des voix écolos en 1983, en obtient 14,45 % aujourd'hui.

moi, tu meurs », lance par boutade Marc Bécam ! En rappelant qu'il a été le premier rapporteur du budget de l'environnement en 1971, que Quimper a été sacrée « ville fleurie » et qu'elle dispose d'une station d'épuration qui fonctionne — ce qui est rare — à plus de 90 %. Mais il a trouvé sur sa route un grand escogriffe à moustaches et fines lunettes, maître de son état, et âgé aujourd'hui de trente-huit ans, Alain Uguen.

« J'étais prêt à lui confier une délégation en 1983 », affirme Marc Bécam. Mais le ton est vite monté, et Alain Uguen a voté contre tous les budgets pendant dix ans, avec une « constance » que doit reconnaître l'ancien ministre.

A Saint-Paul (la Réunion) le PC et le RPR font alliance

L'histoire électorale de la Réunion regorge de coalitions étranges. L'anomalie vient cette fois de la commune de Saint-Paul, où le secrétaire général du Parti communiste réunionnais M. Paul Vergès, et le responsable de la section ouest du RPR, M. Christian Kichenin, ont décidé de fusionner leurs listes pour tenter de prendre la mairie au maire sortant, un centriste, M. Cassam Moussa. M. Moussa n'est pas en reste puisque, ancien gaulliste exclu du RPR en 1987 pour indiscipline, il conclut une alliance avec un député non inscrit, M. Alexis Pota, dissident du PCR.

La décision de M. Vergès de s'allier à un élu sortant du RPR n'est évidemment pas innocente. Le secrétaire général du PCR joue aujourd'hui une grosse partie, après sa tentative manquée de se faire élire député de la circonscription est de l'île en juin dernier. En cas de défaite, il ne resterait plus à M. Vergès qu'un seul mandat local : celui de conseiller régional. Le secrétaire général du PCR veut aussi par son élection à Saint-Paul faire oublier la perte de Saint-Leu et celle, probable, de Saint-Pierre par son parti. Ces deux communes font partie du syndicat intercommunal du SIVOM que préside M. Vergès. Alors que l'ensemble des élus de la droite locale manifestent leur inquiétude vis-à-vis du jeu pris par cet organisme, le co-légitime RPR de M. Vergès a déclaré mardi qu'il ne voyait pas d'un mauvais œil que la commune de Saint-Paul fasse partie de ce SIVOM. — (Corresp.)

PROPOS ET DÉBATS

M. Rocard le PC tend à devenir un parti régional

Dans un entretien accordé vendredi 17 mars au quotidien *l'Est Républicain*, M. Michel Rocard estime que le Parti communiste « tend à devenir un parti régional, plutôt dans quelques régions et en voie de marginalisation ailleurs ». Evoquant la mention « injustifiable » de la liste communiste au deuxième tour des élections municipales à Sarcelles et à Noy-le-Grand, le premier ministre ajoute que le PC a montré qu'il préfère « la réflexion d'un maire de droite à la victoire d'un socialiste ». « J'imagine que les électeurs communistes doivent se sentir en plein désarroi, ce qui nuit à l'ensemble de la gauche », a observé M. Rocard.

A propos de la percée électorale des écolos, M. Rocard estime qu'elle s'explique par « neuf doses de crainte pour l'environnement et une dose de désaveu à l'égard des appareils ». Le gouvernement et les maires socialistes n'ont « pas attendu les élections municipales pour se préoccuper de l'environnement », affirme le premier ministre, qui espère bien qu'il « leur » en sera donné acte au second tour.

M. Marchais (PCF) pas de dramatisation

M. Georges Marchais s'est écrié, jeudi 16 mars, contre la « dramatisa-

tion à laquelle se livrent les dirigeants du PS » à propos du refus des communistes de se retirer au profit de la liste socialiste au second tour à Sarcelles et à Noy-le-Grand. Pour le secrétaire général du Parti communiste, « ces quelques cas sont sans doute regrettables mais restent très limités ».

M. Carl Lang (FN) une déclaration de guerre aux électeurs du FN

M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, considère que les prises de position de M. Jacques Chirac refusant toute négociation avec le Front national « constituent une véritable déclaration de guerre aux électeurs du FN (...) ». On ne peut pas à la fois insulter des électeurs et espérer leurs voix », a observé M. Lang dans un communiqué.

M. Chirac l'union de l'opposition permettra l'alternance politique

M. Jacques Chirac, qui s'exprimait jeudi 16 mars dans le 19^e arrondissement de Paris où il était venu soutenir la candidature de M. Alain Juppé (RPR), tête de la liste « Union pour Paris », a estimé que l'union de l'opposition devra « donner demain la force d'assumer l'alternance politique indispensable à l'avenir de notre pays, le socialisme étant une voie sans issue ».

VENDREDI
17 MARS
20F
Dans tous les kiosques

AU SECOURS!
POLITIS
REVIENT.

Politis n'est pas mort !
Seulement foudré...
Pour redresser notre
situation financière,
nous lançons
une grande
souscription nationale.
Vous êtes partants ?
Adressez vos chèques
à l'ordre de la SENH,
76, rue Villiers
de l'Isle-Adam,
75020 Paris.
Mardi.
Bernard Langlois

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Sarcelles : le PCF oppose une fin de non-recevoir au PS et le FN choisit l'abstention

« Pour battre Raymond Lamontagne, il aurait fallu une autre dynamique que celle proposée par les socialistes, il aurait fallu donner la même importance aux deux courants de gauche qui existent à Sarcelles. » C'est en ces termes que M. Marie-Claude Beaudou, sénateur, conseiller général et tête de liste communiste, justifie la maintien de sa liste au second tour des élections municipales de Sarcelles (Val-d'Oise) face à celle des socialistes. Une décision qui, à coup sûr, favorisera le candidat d'union de la droite, M. Raymond Lamontagne, maire RPR sortant. La gauche, dans son ensemble, totalise au premier tour, avec les voix du candidat PSU, M. Gérard Pringot, 52,89 % des voix - 26,78 % pour le PS et 20,64 % pour le PC - tandis que M. Lamontagne en obtient 34,67 % et le candi-

dat du Front national, M. Roger Lapetouille, 10,67 %.

Pour M. Beaudou, inutile d'aller chercher bien loin les raisons de son choix : les communistes veulent la parité avec les socialistes au conseil municipal et la place de premier adjoint pour leur tête de liste.

« Pas question, répond le candidat socialiste, M. Dominique Strauss-Kahn, la composition du conseil que nous leur avons présentée est arithmétique à partir des résultats du premier tour : 19 PS et 13 PC, et un bureau municipal comptant 7 PS et 6 PC. Quant au premier adjoint, il est toujours de la couleur politique du maire dans n'importe quelle ville d'union. »

Une base pas tout à fait d'accord

Un collier de socialistes de M. Viers bleus à Orléans. M. François Philippot, premier socialiste figurant en quatrième position sur la liste de M. Gaston Viers, le maire reconstruit communiste d'Orléans (Val-de-Marne), exclu du PCF, affirme avoir été agressé, jeudi 16 mars dans l'après-midi, par des militants communistes alors qu'il faisait du porte-à-porte dans une cité, accompagné d'un camarade. Pris à partie « par trois hommes que je ne connais pas », dit M. Philippot à l'AFP, mais que mon camarade a reconnus comme étant des communistes de Villiers et de Vitry », il a été victime d'une fracture du nez et d'un traumatisme crânien. A sa sortie de l'hôpital où il avait été soigné, il a déposé plainte contre X pour coups et blessures volontaires. Lors d'un meeting, le soir, M. Viers a dit avoir été « traité de traître par un homme qui m'a menacé ».

M. Beaudou refuse d'appliquer à Sarcelles cette règle générale, arguant du fait que le score du député PS, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, est loin d'être significatif et que les deux courants politiques sont en fait à égalité dans la population. « Nous n'avons, ajoute par ailleurs M. Beaudou, aucune garantie pour la défense de notre programme, notamment sur le problème du logement. La convention signée en 1985 entre M. Fabius et la Compagnie immobilière de la région de Sarcelles aboutit à un doublement des loyers. » La démagogie, ce n'est pas une garantie. A partir d'un moment on ne peut plus entraîner les gens à combattre la droite sans programme précis.

Bizarre cette soudaine moralisation du combat politique qui voit

une liste communiste permettre la réélection d'un maire RPR et bouter le candidat socialiste qui avait, lui, toutes ses chances de passer au second tour. M. Strauss-Kahn évoque d'ailleurs les appels étonnés d'électeurs communistes décidés à le soutenir.

D'autant que, si le comité de section s'est prononcé à l'unanimité en faveur du maintien de la liste, il semble que la base ne soit pas tout à fait d'accord avec cette position.

« En fait, répond le candidat socialiste, dès le départ ils ne voulaient pas l'union, car ils ont mal accepté d'arriver derrière nous. Ils ont tenu la mairie pendant dix-huit ans et ils espèrent y revenir. Marie-Claude Beaudou était sûre d'arriver en tête. »

Jean, M. Georges Marchais s'est étonné, dans un communiqué, de la « dramatisation » des socialistes : « Pourquoi dramatiser à partir de quelques cas, sans doute regrettables, mais qui restent très limités ? Ce n'est pas raisonnable. D'autant que, s'il y a un parti qui serait en droit d'élever fortement la voix, c'est bien le Parti communiste. » En réponse, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des élections, nous a déclaré au nom de la direction du PS : « Dans tous les cas de grave indiscipline (...) le PS a exclu ses candidats ou dissout ses sections. Nous exigeons la réciprocité à Sarcelles et à Noisy-le-Grand. »

Le PC n'est pas, aujourd'hui, le seul allié objectif du maire sortant. Il y a aussi le candidat du Front national, qui malgré le mot d'ordre de maintien au second tour de ses instances nationales, a choisi de se retirer sans, semble-t-il, en avoir

avisé son responsable départemental, M. Yves de Contagouéden. Mercredi 15 mars, le conseiller régional FN du Val-d'Oise, M. Gilbert Cottinet, se déclarait « scandalisé et catastrophé ». « Il s'agit d'une décision personnelle, unilatérale. Si nous nous étions maintenus, nous aurions pu compter sur trois élus. Maintenant plus rien. M. Lapetouille ne gagne rien à cette décision. »

Le Front national a annoncé jeudi 16 mars l'exclusion du mouvement de M. Roger Lapetouille et appelle ses électeurs à s'abstenir dimanche. Dans un communiqué, le FN estime que le maire sortant « en refusant d'accepter l'union n'a pas manifesté la volonté de battre la gauche socialiste et communiste et a pris la responsabilité de l'échec des forces nationales ». Le FN « dément tout désistement » en faveur de M. Lamontagne.

M. Lamontagne, lui, en revanche regrette du poil de la bête. Il se défend de toute tractation avec le candidat du mouvement de M. Jean-Marie Le Pen : « Ma liste a été composée avant le premier tour, elle est restée intacte. Avec certains candidats sympathisants du Front national. Pour le maire sortant, c'est simple : Le candidat du FN a eu du mal à recomposer sa liste pour le deuxième tour, car plusieurs personnes avaient décidé d'en partir pour ne pas gêner la droite. »

Quant à M. Strauss-Kahn, il ne peut plus guère compter que sur un nouveau coup de théâtre pour espérer l'emporter : le retrait de la liste communiste.

JACQUELINE MEILLON.

Après la nouvelle journée de grèves

M. Michel Rocard recevra lundi des parlementaires corses

M. Michel Rocard, qui a reçu M. Pierre Joxe vendredi matin 17 mars, avant de s'entretenir avec le président de la République, recevra lundi une délégation de parlementaires corses. M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud, avait reproché, mercredi, au gouvernement de refuser la concertation avec les élus corses, tandis que M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, avait demandé, vendredi sur Europe 1, que M. Michel Rocard intervienne dans le conflit qui oppose depuis plusieurs semaines les fonctionnaires de l'île au gouvernement. Les fonctionnaires demandent une « prime d'insularité » destinée à compenser le niveau des prix qui est supérieur, dans l'île, à celui du continent.

En recevant les parlementaires, le gouvernement veut rouvrir le dialogue pour trouver une issue au conflit. Néanmoins, sur le fond, le gouvernement n'entend toujours pas céder aux revendications syndicales sur la prime d'insularité.

La délégation sera composée de MM. Jean-Paul de Rocca-Serra (député RPR de Corse-du-Sud, président de l'Assemblée régionale de Corse), José Rossi (député UDF et président du conseil général de Corse-du-Sud), François Giacobbi (sénateur MRG, président du conseil général de Haute-Corse), Pierre Pasquini (député RPR de Haute-Corse), Ennio Zaccarelli (député MRG de Haute-Corse) et Charles Orsano (sénateur non inscrit de Corse du Sud).

La Corse a connu, jeudi 16 mars, une nouvelle journée de grèves et de manifestations marquées, à Bastia, par quelques incidents. Un CRS a été blessé.

Les limites de la « méthode Joxe »

RONIE des mouvements sociaux :

Le premier gros problème que rencontre le gouvernement dans le dossier corse, depuis que M. Pierre Joxe est chargé, est un problème de pouvoir d'achat et de justice sociale, qui met les nationalistes presque autant en porte-à-faux que le pouvoir central. M. Joxe a déjà gagné plusieurs mois dans sa course contre la montre avec les nationalistes pour leur ôter tout « prétexte » à un nouveau recours à la violence. Mais il n'a pas pu empêcher le déclenchement, sinon de la violence, en tout cas de l'agitation sociale et des germes de violence qu'elle contient.

Comme si, ne pouvant être au four et au moulin, le ministre de l'Intérieur avait, en se consacrant à un jeu subtil avec les nationalistes, déclenché dans la population, un réflexe du genre : « Et nous ? ». Comme si la période des attentats était déjà assez lointaine pour qu'elle soit oubliée et que les Corses se tournent vers le continent pour y observer les mouvements sociaux et se rappeler qu'eux aussi ont des revendications à présenter. Comme si, en fait, le gouvernement s'était trouvé, schématiquement face à une île à deux visages : un visage politique particulier que M. Joxe a su et pu aborder (même si les nationalistes lui reprochent sa timidité en matière économique) ; un visage social, comparable à celui d'autres régions françaises, que le gouvernement n'a pas pris en compte assez vite.

Même éloquent

C'est, d'ailleurs, la reproche qu'adressait déjà l'opposition au gouvernement, notamment par la voix de M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud : tout en rendant hommage, dans l'ensemble, à la « méthode Joxe », M. Rossi avait, bien avant le début du mouvement social, demandé au ministre de ne pas se cantonner à un dialogue avec les seuls nationalistes et souhaité que le gouvernement soit plus hardi et plus rapide dans son action économique. Même si M. Rossi, comme beaucoup, pensait alors plus au chômage dans l'île qu'à une protestation des fonctionnaires contre la vie chère.

Là aussi, la grève a fait des dégâts. Le consensus politique naissant, qui était l'un des succès de M. Joxe, est rompu. Tandis que M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, critiquait M. Joxe, M. Rossi reprochait au gouvernement un « refus de concertation », d'où la décision de M. Rocard de recevoir les parlementaires corses.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PARTIR ? Alors que vont se jouer des événements aussi incertains que les municipales de Lyon et de Marseille ? Comment va-t-il être possible de vivre durant près de quinze jours en ne sachant pas, la distance l'empêchant, si M. Trautmann l'a emporté sur M. Rudloff à Strasbourg ? En ignorant si M. Weachter a écrasé M. Kiffa et ratiné M. Bockel ? Si M. Le Pen a triomphé de M. Charzat et de M. Bariani ? Cela ne se peut. Le cœur hésite. La raison renâcle.

En bien, si l'entre le pot-au-feu municipal et des paysages de légende, le cœur ne balance plus. La raison s'insigne. Le chivisme s'efface sous les coups du grand large.

Voter par procuration, afin de pouvoir le dernier siège non attribué au village, pour cause de timidité électorale de la candidate, il n'y faut pas songer. Les Corses et les communistes sont très gentils, grâce à qui M. Joxe a fait voter une loi antitraude en décembre dernier. Mais pour celui qui n'est ni corse - comme son nom l'indique - ni communiste - cette confession doit-elle passer pour un manquement au devoir de réserve qu'il bon droit on s'impose dans cette maison - et cherche comment faire établir une procuration, benique !

Ce n'est pas si facilement que cela qu'on calme sa conscience, tant il faut de documents pour établir sa sincérité. Il n'est pas exigé de fournir la certitude de naissance de ses quatre arrière-grands-mères, mais il doit s'agir d'un oubli du législateur. Il faudra donc, le rouge au front, s'avouer abstentionniste. Encore heureux que le vote ne soit pas obligatoire, sinon c'était la retenue aux frontières.

Pourtant, aussi ridicule que cela paraisse aux esprits forts, c'est une petite blessure que de ne pas participer au scrutin ; la conviction d'être fauti, l'impression d'être banni, exclu, récusé ; pour on ne sait quelle cause qui rendrait indigne de dire son mot dans la démocratie du pays.

D'autant que ce n'est pas si fréquent. Certes, ces temps-ci, les consultations succèdent aux consultations mais, pour chacune d'elles, pas si souvent. Cinq ans entre deux législatives (sauf victoire de M. Mitterrand) ; six ans entre les municipales ; sept d'une présidentielle à l'autre. Ce ne sont pas des mandats à l'américaine que reçoivent les élus français, le record revenant aux sénateurs qui, élus par une poignée d'électeurs, sont tranquilles pour neuf ans.

Point n'est besoin cependant de cinq ou six années pour porter un jugement sur une équipe ou sur un homme. Il faut faire avec, comme on dit, que cela plaise ou non. Heureux, finalement, ceux qui ont voté pour le perdant. Ils ne risquent pas de s'en mordre les doigts, leur champion n'ayant pas l'occasion de décevoir.

DES perdants, à ces élections municipales, il y en a deux : M. Barre et M. Pizat. M. Barre s'en remettra, il en a l'habitude. Il ne lui a d'ailleurs jamais été demandé de gagner, mais de nous permettre de croire, en nous faisant comprendre la pro-

fondeur de notre sottise, que nous étions intelligents. Il n'y a pas de raison qu'une péripétie démocratique le prive de ce rôle - et de notre plaisir. S'il a, quant à lui, démontré qu'il n'était pas doué pour la politique, cela ne signifie en rien qu'il soit inapte à la vie publique. S'il venait à se taire, il y manquerait - cela dit sérieusement - quelque chose de nécessaire que lui seul apporte.

Voilà pour les perdants immédiats, sortes d'iphigénies consenties au vent démocratique. N'en voit-on pas se profiler d'autres, aujourd'hui triomphants, mais par une manière de trompe-l'œil ?

La gauche a peu de divines surprises à espérer du côté de la capitale (dangereuse prophétie quand on s'apprête à lever le pied et qu'il faudra attendre quinze jours pour en demander pardon si elle se révèle sans fondement).

La gauche gagnerait-elle le vingtième arrondissement, qui porte à présent tous ses espoirs refroidis, qu'il serait absurde d'aller clamant que M. Chirac est défait. Par définition, si M. Bariani, l'hospitalier M. Bariani qui voulait loger dix-sept personnes dans deux pièces, était battu, ce serait évidemment M. Le Pen qui aurait gagné et non pas M. Chirac. Même si M. Chirac n'emporte que « dix-neuf arrondissements, cela restera un triomphe. »

D'autant qu'un assaut a au moins été lancé contre lui, et par une personnalité socialiste qui, elle, avait plus à y perdre qu'à en profiter. Il ne s'est en revanche trouvé personne de même rang pour aller défier M. Baudis à Toulouse ou pour tenter de prendre pied dans cette ville ouverte qu'était Lyon. Que les caciques socialistes qui se réjouissent sous cape du revers de M. Joxe mesurent leur courage à l'aune de leur audace.

Mais ce triomphe chiracien, dont les loyers parisiens ont été l'opportuniste levier, que représente-t-il au-delà de Paris ? M. Chirac n'y serait-il entré, un jour de 1977, que pour s'y enliser, pour y trouver ses limites ? Si bien « marié » à la capitale qu'on ne l'imagine pas « épousant » le pays ? Qui ne songerait alors à dénoncer un meilleur... parti ?

Tout en France étant lié à l'élection présidentielle (qui gèle la vie publique, autant que la Quatrième la rend instable), la première fonction d'un parti est de se donner un présidentiable, et de préférence de n'avoir jamais à le chercher.

A partir de quel moment un parti peut-il estimer que son numéro un ne fait plus l'affaire ? Quand ses compagnons se sentent en mesure de ne pas faire plus mal. Après

tout, M. Chirac a été deux fois candidat à l'élection présidentielle pour la perdre (1), et deux fois premier ministre pour ne pas le rester. Il ne doit pas être impossible de faire aussi bien.

Quand on voit M. Noir, M. Carignon ou M. Séguin s'être, chacun selon son style, si bien « démarqués » du RPR, et que le dernier d'entre eux a osé suser narguer que M. Chirac se grandirait en quittant la présidence du mouvement, on se doute bien que c'est pour mieux s'en emparer. Les « quasi politiques » d'aujourd'hui seront les archi-politiques de demain. Le coup du grand homme qui va son chemin tout seul, M. Barre est là pour rappeler que cela mène à l'estime générale, mais pas à l'élection.

TOUT comme on va le voir pour les apolitiques vertes, si prompts à dénoncer ce qui est politicien, M. Buchmann à Strasbourg en tête, mais pas moins désireux de partager les jeux qui méritent ce qualificatif. Ils se disent au-dessus des partis pour mieux en récupérer les règles et les bénéfices. Ils sont vêtus de probité candidate et de lin blanc, mais comme le loup s'affuble de la dépouille de l'agneau, ils sont sincères pour ce que paie aussi la sincérité.

Is ont d'abord été politiques sans le savoir. Ils ont comblé un vide qu'avait laissé se creuser l'aveuglement des partis. Si ces derniers avaient moins méconnu la vie, qu'ils sont chargés de comprendre et de traduire, ils ne seraient pas en train de courir après les fruits de leur ignorance et de leur présomption.

Ce n'est pas que les partis font trop de politique, c'est qu'ils n'en font pas assez. Il ne s'agit pas de gouverner la politique, mais d'en étendre la fonction : de faire entrer plus de réalité dans le champ qui doit être le sien. Tout est politique, rarement l'adage fut plus vrai.

A commencer (aujourd'hui) par l'écologie. Son objet est aussi vaste que le monde et cette science, ou plutôt cette morale, ne cesse pas d'être neuve. Il faut que la politique en reçoive en pleine figure pour qu'elle voie qu'elle était un de leurs devoirs premiers. Non pas pour satisfaire à la mode (la mode, c'est les Verts), mais pour montrer l'ardente nécessité des partis.

ES angelots rasés de la veille doivent quand même bien rire des courbettes que leur adressent ceux dont ils guignent la place. Car ils n'en veulent pas moins que les autres, les « politiquement neutres » de l'ancien candidat à l'Elysée. Mais comme leurs discours sont bien peignés, ils peuvent faire croire à leur virginité. La virginité, c'est fait pour être perdu. Ça aussi, c'est de l'environnement. Les Verts sauront mûrir, agacer moins les dents, montrer les leurs, se couler dans le moule.

(1) Oui, M. Mitterrand l'a été trois fois. Et même quatre...

Toute l'année 88 en 240 pages

Les principaux événements, une chronique détaillée, deux index thématiques.

Le Monde Éditions

EN VENTE EN LIBRAIRIE



Société

De la formation aux primes

La revalorisation des carrières universitaires

Le plan de revalorisation des carrières des enseignants du supérieur, officiellement annoncé le 16 mars par le ministre de l'Éducation, comporte trois types de mesures : la mise en place d'un système attractif de formation des enseignants chercheurs ; un ensemble de mesures statutaires et indiciaires destinées à améliorer le déroulement des carrières ; enfin, l'instauration d'un système de primes.

UNE AIDE À LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

Les étudiants vont se voir proposer des incitations fortes à poursuivre leur formation pour entrer dans la carrière universitaire. Ceux qui préparent une thèse de doctorat perçoivent déjà une allocation de recherche de 7 000 francs brut par mois. Et le gouvernement a annoncé récemment (*le Monde* du 11 février) le doublement, en cinq ans, du nombre de ces allocations de recherche.

Par ailleurs, va être mis en place un « monitorat d'initiation à l'enseignement supérieur », qui comportera un tiers de services (soit environ soixante-cinq heures de travaux dirigés dans l'année) dans le premier cycle ou la licence, sous la direction d'un enseignant chercheur, et deux stages de formation pédagogique de dix jours par an. Ce monitorat sera accompagné d'une allocation de 2 200 francs par mois, qui s'ajoutera à l'allocation de recherche.

Les allocations-monteur verront leurs services d'enseignement pris en compte pour l'intégration dans le corps des maîtres de conférences. Ils pourront donc commencer leur carrière directement au deuxième échelon de ce corps, soit à un salaire mensuel de 10 000 francs net.

ACCÉLÉRATION ET REVALORISATION DES CARRIÈRES

1) Les professeurs : Les débuts de carrière des professeurs vont être sensiblement accélérés : la durée de chacun des quatre premiers échelons est ramenée à un an, alors qu'elle est actuellement de un an et demi ou un an et neuf mois.

Le pyramide budgétaire du corps sera modifiée, pour atteindre, en cinq ans, 50 % en deuxième classe, 40 % en première classe et 10 % en classe exceptionnelle. De même l'objectif fixé est d'atteindre, toujours en cinq ans, 60 % de maîtres de conférences et 40 % de professeurs (contre 72 % et 28 % respectivement aujourd'hui) si l'on tient compte des assistants ou assimilés.

2) Les maîtres de conférences : Le déroulement des carrières est légèrement accéléré en première comme en deuxième classe. Les indices et par conséquent les salaires de démarrage sont sensiblement revalorisés :

Echelon	Situation actuelle	Proposition
3 ^e	10 900 F net/mois	11 100 F
2 ^e	9 560 F	10 010 F
1 ^{re}	8 140 F	8 900 F

Par ailleurs, est créée une « hors classe » pour les maîtres de conférences.

Elle se situera au niveau de salaire de la deuxième classe du corps de professeurs (13 000 francs net par mois). Cette « hors classe » sera réservée aux maîtres de conférences qui ont cinq ans de service effectif dans le corps et sont au moins au quatrième échelon. Elle sera de type fonctionnel, c'est-à-dire qu'elle sera ouverte à des enseignants chercheurs qui exercent des responsabilités pédagogiques, d'encadrement ou de suivi des étudiants.

En cinq ans, le gouvernement prévoit d'y accueillir 8 % de l'effectif du corps des maîtres de conférences. Sur la même période, il prévoit de réduire à 28 % la proportion des maîtres de conférences de deuxième classe.

3) Les autres catégories d'enseignants :

L'objectif est d'intégrer progressivement ces catégories dans le corps des maîtres de conférences, soit en utilisant les postes créés ou vacants chaque année, soit en programmant des transformations spécifiques.

— Les assistants : Le corps est en voie d'extinction depuis le début des années 80, c'est-à-dire qu'on n'en recrute plus. Mais il reste, tout de même, près de trois mille cinq cents assistants. Le gouvernement souhaite accélérer le mouvement d'extinction : il projette notamment de transformer, en cinq ans, mille emplois d'assistant en emplois de maître de conférences, à condition que ces assistants soient titulaires de leur doctorat.

— Les associés, lecteurs, adjoints d'enseignement et vacataires : En plus des emplois vacants ou créés utilisables, cent emplois de maître de conférences sont réservés pour ces personnels, à condition qu'ils soient titulaires du doctorat. Par ailleurs, cent emplois d'adjoint d'enseignement sont réservés, afin de permettre leur titularisation, à ceux qui n'ont pas passé leur thèse.

— Les associés, lecteurs, adjoints d'enseignement et vacataires : En plus des emplois vacants ou créés utilisables, cent emplois de maître de conférences sont réservés pour ces personnels, à condition qu'ils soient titulaires du doctorat. Par ailleurs, cent emplois d'adjoint d'enseignement sont réservés, afin de permettre leur titularisation, à ceux qui n'ont pas passé leur thèse.

C'est bien, en effet, la grande novation de ce plan de revalorisation : l'apparition de primes différenciées dont les enseignants étaient l'un des rares corps à ne pas bénéficier. En outre, ces primes, correspondant à des tâches ou à des fonctions précises, seront indexées sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique. Enfin, on ne cache pas au ministre — et l'on sait bien dans les syndicats, comme au ministère du budget — qu'il sera plus facile à l'avenir de renégocier

DES PRIMES ET INDEMNITÉS

L'ensemble du dispositif prévoit l'indexation de ces indemnités sur la valeur du point indiciaire de la fonction publique. Il sera donc régulièrement réévalué.

— Les heures complémentaires : Elles seront revalorisées de 20 % cette année (après un relèvement de 40 % déjà l'an dernier). A dater d'octobre 1989, l'heure complémentaire de travaux dirigés se situera nettement au-dessus de 200 francs.

— Une prime de recherche et d'enseignement supérieur est attribuée à tous les universitaires qui font leur service normal et ne cumulent pas leur salaire avec des activités extérieures. Elle remplacera l'actuelle prime de recherche (2 500 francs par an) et sera de l'ordre de 6 200 francs par an.

— Une prime d'enseignement supérieur (de 6 200 francs par an)

est créée. Elle sera notamment attribuée aux personnels du second degré en fonction dans l'enseignement supérieur.

En dehors de ces mesures générales, trois autres primes plus différenciées sont créées et viendront s'ajouter, pour les bénéficiaires, à la prime de recherche et d'enseignement supérieur. Il ne s'agit pas, souligne le ministre, de payer les universitaires au mérite, mais de rémunérer des activités spécifiques.

— Prime d'encadrement doctoral et de recherche : D'un montant de 25 000 francs par an, modulable selon le traitement, elle sera attribuée pour quatre ans, par la direction de la recherche, aux enseignants qui feront la demande et dont l'activité de recherche (direction de laboratoire) ou d'encadrement (direction de thèse), est « vérifiable ». Pour examiner les cas des universitaires qui s'estimeront lésés dans l'attribution de ces primes, une commis-

sion nationale de recours va être créée. Elle sera paritaire et les syndicats y désigneront leurs représentants, suivant les proportions du comité technique paritaire et du CNESER.

— Prime pédagogique de premier et deuxième cycles : Les enseignants-chercheurs qui acceptent d'assurer, pendant quatre ans, un enseignement complémentaire et, ou des tâches spécifiques d'encadrement et d'accueil des étudiants, de mise en place de nouvelles filières ou d'encadrement des monteurs, percevront une indemnité de 9 000 francs par an en moyenne, en plus de la prime de recherche et d'enseignement supérieur et de la rémunération des heures complémentaires. L'attribution des primes sera proposée localement par l'université et acceptée par la direction des enseignements supérieurs dans le cadre de la politique contractuelle. Là encore est créée une instance nationale paritaire de recours.

Les tâches d'encadrement et d'animation pédagogique pourront en outre être rémunérées sous forme d'heures complémentaires.

— Prime d'administration : Les enseignants qui exercent des responsabilités administratives particulières percevront à partir de la rentrée prochaine, en plus de la prime de recherche et d'enseignement supérieur, des indemnités annuelles dont les taux moyens seront les suivants : 48 000 francs pour un président d'université, 30 000 francs pour un directeur d'école ou d'IUT, 15 000 francs pour un vice-président d'université ou un directeur d'UER.

Une table ronde sera organisée dans deux ans pour faire le point sur le système de revalorisation et sa mise en œuvre.

G. C.



L'accord peut débloquent les autres négociations

(Suite de la première page.)

A l'inverse, les syndicats autonomes ont signé le relevé de conclusions ministériel en raison de l'apparition des primes dans le régime de rémunération, même si celles-ci restent, à leurs yeux, encore insuffisantes.

C'est bien, en effet, la grande novation de ce plan de revalorisation : l'apparition de primes différenciées dont les enseignants étaient l'un des rares corps à ne pas bénéficier. En outre, ces primes, correspondant à des tâches ou à des fonctions précises, seront indexées sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique. Enfin, on ne cache pas au ministre — et l'on sait bien dans les syndicats, comme au ministère du budget — qu'il sera plus facile à l'avenir de renégocier

un système de primes souple que de revaloriser la grille indiciaire des universitaires.

L'amélioration des débuts de carrière n'est pas moins importante pour faire revenir vers le métier d'universitaire des étudiants de plus en plus attirés par les salaires très concurrentiels du secteur privé.

Un « signal positif »

Il y avait là un enjeu vital pour l'Université, qui va devoir faire face, dans les deux prochaines décennies, à d'énormes besoins de recrutement pour compenser des départs à la retraite massifs et pour assumer l'augmentation du nombre des étudiants.

Pour le gouvernement, et en particulier pour le ministre de l'Éducation, cette signature solennelle est un indicateur pas en avant. Non seulement M. Jospin apporte la preuve qu'il sait négocier un bon accord — qualité que certains hésitaient à lui reconnaître — mais surtout il fait la démonstration que la négociation avec le gouvernement est payante. Le ministre espère que ce sera un « signal positif » pour les syndicats du primaire et du secondaire.

Mais il reste très prudent. Rien n'assure en effet que la revalorisation des universitaires aura un effet directement contagieux sur les instituteurs et les professeurs de collège et de lycée. Les problèmes sont là d'une nature et d'une ampleur bien différentes. Et surtout l'enveloppe budgétaire accordée au supérieur (1,2 mil-

liard de francs sur cinq ans, dont la plus grosse part sera engagée pendant les deux premières années) est proportionnellement beaucoup plus convaincante que celle qui a été fixée pour la revalorisation dans le primaire et le secondaire : 1,2 milliard de francs pour 35 000 universitaires, d'un côté ; une dizaine de milliards pour quelque 600 000 enseignants de l'autre.

Il reste que cet accord peut aider à débloquent les négociations sur la revalorisation et créer une dynamique nouvelle, au moment où le gouvernement semble désireux de déboucher rapidement sur l'ensemble du dossier éducation : la revalorisation, mais aussi la loi d'orientation dont il souhaite accélérer la mise en œuvre.

GÉRARD COURTOIS.

Les grèves dans les hôpitaux publics

M. Evin va ouvrir des discussions

avec les médecins des CHU

L'accord intervenu, jeudi 16 mars, entre M. Lionel Jospin et les syndicats de l'enseignement supérieur devrait permettre de débloquent le conflit qui oppose les chefs de clinique-assistants et les maîtres de conférences des CHU aux ministères de la santé et de l'Éducation nationale. Cet accord implique, en effet, une revalorisation de la partie universitaire du salaire des médecins hospitalo-universitaires. Du même coup, ce conflit qui s'enlisait depuis plusieurs jours — les deux ministères de tutelle se renvoyant mutuellement le dossier en une curieuse partie de ping-pong — pourrait peut-être trouver une issue.

Au cabinet de M. Claude Evin, le ministre de la santé, on indique qu'un « arbitrage global » pourrait intervenir dès le 22 mars. En tout état de cause, précisait-on, « nous ferons en sorte que les maîtres de conférences ne soient pas défavorisés par rapport aux praticiens hospitaliers ». En revanche, on indique qu'il n'est pas question d'accéder à l'une des revendications des chefs de clinique qui réclament une revalorisation de leur salaire de 10 %. On ne savait pas, vendredi 17 mars, si cet « appel du pied » du gouvernement serait suffisant pour apaiser les médecins hospitalo-universitaires qui, devant le « silence » des pouvoirs publics à leurs revendications, menaçaient « de déposer pour la semaine prochaine un nouveau préavis de grève ».

A propos du suivi des mouvements de grève observés cette semaine, tant par les chefs de clinique que par les infirmières anesthésistes, une polémique oppose les syndicats à la direction de l'Assistance publique. Cette dernière estimant en effet que le pourcentage de grévistes a été faible — de 10 % à 20 % — les organisations syndicales répondant qu'à aucun moment elles n'ont voulu « prendre les malades en otage ». De ce fait, expliquent-elles, « bien qu'étant grévistes, nous avons continué à exercer notre activité ». « Faudra-t-il en arriver à ne plus traiter nos patients pour nous faire entendre ? » demande en particulier le docteur Alain Garcia, président du Syndicat national des maîtres de conférences.

Après neuf jours de conflit, les infirmières-anesthésistes, qui réclament une hausse de salaire de 600 francs, étaient toujours en grève vendredi 17 mars. En outre, la semaine prochaine, de nombreuses professions qui avaient fait grève l'autome dernier (infirmières, kinésithérapeutes...) devraient à nouveau reprendre l'action, suivies d'autres (cadres, infirmiers, sages-femmes) jusqu'à peu impliquées. Les 21 et 23 mars, plus d'une dizaine de catégories professionnelles devraient suivre les appels à la grève des coordinatrices, de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, du Syndicat national des cadres hospitaliers et de la CFE-CGC.

F. N.

En Italie

Effondrement de la tour de Pavie : quatre morts

Quatre personnes ont été tuées vendredi 17 mars dans l'effondrement de la Tour civique de Pavie, selon un bilan provisoire établi par les pompiers. Une dizaine de blessés ont été hospitalisés.

« On a vu les murs ondoyer, puis la tour s'est effondrée », a raconté un témoin de l'accident, survenu vers 9 heures locales. Dans un énorme grondement qui a secoué la ville, la Torre Civica, 70 mètres de haut, attenante à la cathédrale, s'est effondrée sur elle-même.

Un amas de décombres

Du monument médiéval et de ses onze siècles d'histoire, il ne reste aujourd'hui qu'un amas de décombres d'une dizaine de mètres de hauteur, qui a enseveli une partie de la place, des magasins, un kiosque à journaux.

La tour avait déjà donné des signes de fatigue : elle était entourée d'échafaudages depuis juillet dernier, en raison de fissures apparues dans ses murs. C'était une puissante bâtisse romane en briques, érigée au onzième siècle, ornée d'incrustations de précieuses céramiques orientales. — (AFP.)

RELIGIONS

Face à une « nouvelle agression » du « Figaro-Magazine »

L'épiscopat français renouvelle son soutien au Comité catholique contre la faim

Au cours de la réunion du Conseil permanent de l'épiscopat, du 13 au 15 mars, le cardinal Decourtray a critiqué « la violence et la cruauté sans précédent » qui secouent la Roumanie, et devant la « situation effroyable » régnant au Soudan et en Birmanie. Il a, par ailleurs, « renouvelé sa confiance au Comité catholique contre la faim et pour le développement », victime d'une « nouvelle agression ».

L'archevêque de Lyon faisait ainsi allusion à la nouvelle série d'attaques lancées par le *Figaro-Magazine* du 11 mars contre le CCFD, organisme officiel de l'Eglise de France, accusé dans l'édition de Louis Pauwels de « détourner la charité » des catholiques au profit d'organisations marxistes du tiers-monde.

Le *Figaro-Magazine* se dit encouragé par la baisse de la collecte annuelle de cartes contre la faim menée par le CCFD. Celle-ci n'aurait rapporté que 70 millions de francs en 1988, contre 118 millions en 1985. « Des chiffres faux », répliqua M. Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD, pour qui le *Figaro-Magazine* ne compte que les

dons recueillis dans les diocèses, omettant les sommes qui arrivent directement au siège parisien de l'organisation. La collecte de cartes de 1988 a rapporté plus de 103 millions de francs.

Dans son offensive contre « le christo-marxisme », le *Figaro-Magazine* a traité par ailleurs le cardinal Arns, archevêque de Sao-Paulo, dont le nom est officiellement prononcé pour le prochain prix Nobel de la paix, d'« évêque communiste », en raison d'une lettre écrite à Fidel Castro pour la trentième anniversaire de la révolution cubaine. « J'entretiens depuis 1982 une correspondance normale avec Fidel Castro, comme avec d'autres chefs d'Etat », a expliqué le cardinal Arns au Brésil.

Le *Figaro-Magazine* s'en est pris enfin au Vicariat de la solidarité, organisme de l'archevêché de Santiago-du-Chili, à qui l'épiscopat français vient d'envoyer un télégramme de soutien dans la lutte qui l'oppose à la police chilienne, désireuse de perquisitionner les locaux du Vicariat de la solidarité pour consulter ses dossiers médicaux (le *Monde* du 8 février).

Le Vatican découpe l'archidiocèse de Sao-Paulo

Le Vatican a annoncé, mercredi 15 mars, le découpage de l'archidiocèse de Sao-Paulo, le plus grand au monde avec plus de neuf millions de catholiques. Cette décision est interprétée au Brésil comme un désaveu partiel du cardinal Arns, archevêque de Sao-Paulo, personnalité progressiste de l'épiscopat du pays.

Il n'était pas opposé à une certaine décentralisation, mais voulait maintenir l'unité de son diocèse à l'intérieur de l'agglomération. Il n'obtient qu'en partie satisfaction. Trois nouveaux diocèses sont créés dans la banlieue (Campo-Limpo, Oasico et Santo-Amaro), mais l'un d'eux (Sao-Miguel-Paulista) a été découpé dans la ville de Sao-Paulo. Par ailleurs, le cardinal Arns avait souhaité que ses évêques auxiliaires deviennent évêques de ces nouveaux diocèses. Or un seul a été promu, Mgr Vieira, à Oasico. — (AFP, AP.)

● PRÉCISION. — Le colloque sur la sécurité dans l'islam au centre Baubourg (le *Monde* du 17 mars) était organisé par les Cahiers de l'Orient, mais aussi par M. Malek Chebel, anthropologue, universitaire, président du Cercle des intellectuels maghrébins à Paris, auteur de *l'Esprit de déniel : perversion et marginalité sexuelle au Maghreb*, édité en 1988 à Liou commun.

DÉFENSE

Le général Naveau reçoit sa cinquième étoile

Le conseil des ministres du 15 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées.

Terre. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée, le général de corps d'armée Hervé Naveau, commandant la 1^{re} région militaire et gouverneur militaire de Paris.

[Né le 9 juin 1929 à Poitiers (Vienne) et ancien saint-cyrien, Hervé Naveau a servi en Indochine, au Maroc et en Algérie, avant de rejoindre l'aviation légère de l'armée de terre (composée d'escadilles d'hélicoptères de manœuvre, de liaison et de combat) dont il est un grand spécialiste. Après plusieurs affectations en état-major, il dirige en 1979 la mission militaire française d'assistance en Arabie saoudite. De 1981 à 1984, il commande l'aviation légère de l'armée de terre. Il est ensuite chef de la mission militaire française auprès du comité militaire du conseil de l'Atlantique nord et, depuis mars 1987, il est commandant de la 1^{re} région militaire et gouverneur militaire de Paris.]

Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Robert Gastaldi, Bernard Gillis et Jacques Codel (nommé gouverneur militaire de Lille, commandant le 3^e corps d'armée et la 11^e région militaire).

● Gendarmerie nationale. — Sont promus : général de division, le

général de brigade Reynaud Sibaud ; général de brigade, les colonels Michel Cribier, Philippe Rutier et Michel Jeanjean.

Sont nommés : commandant la VI^e région de gendarmerie, le général de brigade Michel Drouard ; commandant la II^e région de gendarmerie, le général de brigade Robert Besson ; commandant le centre d'enseignement supérieur de la gendarmerie, le général de brigade Jean-Claude Marion ; adjoint au général inspecteur de la défense opérationnelle du territoire, le général de brigade Jean Léger.

● Service de santé. — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Christian Pasquier ; médecin général, les médecins chefs Guy Chichignod et Jacques Vidéline.

Sont nommés : inspecteur technique des services médicaux, de l'hygiène et de l'épidémiologie dans les armées, le médecin général inspecteur Jean Kermarrec ; médecin chef de l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, le médecin général Pierre Cristau ; directeur de l'Ecole d'application du service de santé pour la marine et du centre d'études et de recherches biophysiques appliquées à la marine, le médecin général Claude Le Mooué.

هكذا من الأصل

Société

Le dévoiement du procès Jobic

(Suite de la première page.)

En théorie, l'affaire Jobic est pourtant simple. À l'origine, un juge d'instruction compétent et obstiné travaille au démantèlement d'un réseau de revendeurs d'héroïne dans la banlieue parisienne. Sous sa responsabilité, la police arrête, à la fin de l'année 1986, une poignée de petits trafiquants à Gennerville puis à Noisy-le-Grand. Un dossier comme des centaines d'autres, à cette différence près, sans doute, que les enquêteurs remontent rapidement la filière qui les conduit cette fois, dans Paris, chez les demi-grossistes présumés de ce trafic.

L'un d'eux, Jean-Claude Moustafa, est placé en prison et provoque la première interruption dans ce dossier d'Yves Jobic, un jeune commissaire de trente et un ans, brillant, l'un des meilleurs de sa génération. Le commissaire s'investit du sort de Moustafa, l'un de ses plus précieux informateurs. Il ne croit pas, dit-il, aux charges qui pèsent contre lui. Cela s'appelle une intervention. Rien qui sorte de l'usage. A cette heure, il n'y a pas d'affaire Jobic mais simplement une procédure classique visant les membres d'un réseau de trafiquants.

La meilleure preuve en est que le juge Jean-Michel Hayat continue méthodiquement son instruction. Des écoutes téléphoniques sont placées sur différents bars et cafés soupçonnés d'appartenir à d'autres trafiquants du réseau. Et c'est ainsi, progressivement, que le juge débouche sur un second dossier. Car les écoutes, si fascinantes, introduisent Jean-Michel Hayat dans l'univers plus trouble des proxénètes et des gérants de bars peu recommandables et des truands notoires. On s'éloigne à grands pas de la médiocre affaire qui a permis l'ouverture de l'instruction.

Or voilà que le commissaire Jobic resurgit tel un ludo dans cet aquarium, apparemment très à l'aise, habile à manier le verlan, à tu et à toi avec les membres du clan Moustafa et quelques autres. Cette compétence linguistique d'un officier de la police judiciaire avec de dignes représentants de la voyoucratie intrigue le juge, puis l'émeut. L'affaire Jobic — troisième dossier dans le dossier — se noue tout doucement.

Les effets pervers des écoutes téléphoniques

Embarrassé et inquiet, Jean-Michel Hayat confie ses interrogations et ses scrupules à un magistrat du parquet de Nanterre. Ce dernier lui conseille de prendre rendez-vous avec le contrôleur général Olivier Foll, sous-directeur de la police judiciaire parisienne. Le 27 août 1987, à 11 heures du matin, le juge rencontre donc le haut fonctionnaire au 36, quai des Orfèvres.

Qu'importe, aujourd'hui, si les deux hommes donnent de cet entretien des versions passablement différentes ! Ce qui compte, à ce moment-là, c'est que le juge expose « loyalement » son étonnement à propos de la conduite du commissaire devant M. Olivier Foll et que celui-ci le rassure sur la qualité d'Yves Jobic, « un policier hors classe », selon lui, promis à devenir chef de la prestigieuse brigade de répression du banditisme dans quelques années. Ce qui compte encore plus, et fera basculer tout le dossier, c'est que trois jours plus tard — toujours par la grâce des « écoutes » — décidément bavardes — Jean-Michel Hayat apprend que le contrôleur général a aussitôt informé le commissaire Jobic de sa démarche et que ce dernier en informe à son tour le gérant d'un cabaret oriental condamné en 1983 pour proxénétisme.

De ce jour, le corps des commissaires et la justice ne vont plus cesser de diverger quant à l'appréciation d'un dossier, vide selon les premiers, sulfureux selon les autorités judiciaires. La polémique reste encore officieuse et confinée dans un cercle très restreint de policiers et de magistrats mais chaque arme déjà son fusil à tirer dans les coins. Jean-Michel Hayat confie, pour sa part, l'enquête à la section de recherches de la gendarmerie de Versailles.

Qui ne le sait ? Les gendarmes ne sont pas les policiers et réciproque.

■ M. Pierre Joux fait l'éloge de la police judiciaire. — « La police judiciaire, ses offices et ses services régionaux, peut être fière de son action dans la lutte qu'elle mène contre la grande criminalité », a déclaré, mercredi 15 mars, le ministre de l'Intérieur en recevant trente et un fonctionnaires du SRPJ de Marseille et de son antenne régionale, du SRPJ d'Orléans et de l'Office central de répression contre le trafic illicite de stupéfiants. Ces services ont rélé récemment la saisie dans la Nèvre de 471 kilogrammes de cocaïne et l'interpellation de neuf des auteurs présumés d'un attentat perpétré contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

ment. Les premiers travaillent avec des informateurs « pris dans la couche saine de la population », comme l'a rappelé à la barre des témoins le lieutenant-colonel de gendarmerie Morel. Les seconds traitent avec des « indices » barbotant dans le milieu dont ils sont souvent membres à part entière. En procédant à de nouvelles arrestations, la gendarmerie met au jour certaines « relations professionnelles » du commissaire Jobic et pénètre ce monde inconnu, parcouru de rumeurs, débordant de rancœurs.

Naissance d'une affaire

La rue de Budapest, une rue sordide du quartier Saint-Lazare où une prostitution à l'abattage s'exerce pratiquement au rythme des 3 x 8, n'attendait qu'un petit personnel des prostituées algériennes sans papiers, la noria des « tireuses » (voleuses) et les proxénètes en souffrance d'une vengeance se font les guides tortueux de cette « cour des miracles » misérable et bouillonnante. Plusieurs prostituées « balancent » le commissaire Jobic en indiquant que ce dernier reçoit des « enveloppes ». L'enquête, sous la direction du juge, révèle que le commissaire se serait rendu coupable de corruption passive. Bref, le 28 novembre 1987, Jean-Michel Hayat inculpe le commissaire. Une affaire est née.

Le dossier d'instruction prolifère sur cet humus boueux au point d'atteindre, un an plus tard, 9 800 cotes. L'affaire Mecili, du nom de cet avocat opposant algérien de nationalité française assassiné à Paris, en avril 1987, est même évoquée au passage. On ne résume pas, on mal, une instruction. C'est l'évi-

dence. Dans le cas présent, retenons seulement, après avoir assisté à l'ensemble des débats, que le commissaire Jobic est accusé par trois prostituées de la rue de Budapest, constituées parties civiles, de les avoir contraintes à lui verser, pour l'une d'elles 6 000 F et pour une autre plus de 500 000 F en quinze mois et que l'analyse fouillée de ses comptes ne laisse pas apparaître de revenus autres que son salaire.

Dans une atmosphère poisseuse, alourdie à l'évidence par des menaces et des pressions de toutes sortes, les dépositions des parties civiles ont paru fragiles et souvent imprécises. Le défilé de leurs amies ou ennemies à la barre des témoins n'a, du reste, pas permis de clarifier un débat où l'émotivité le disputait à l'agressivité. « Malik 36 », une prostituée en bons termes avec le Quai des Orfèvres, a résumé brutalement la situation qui prévalait rue de Budapest : « Cette rue, ça parle, ça parle... C'est des langues de pute ! Les filles, c'est comme les journalistes, elles disent n'importe quoi ».

La seconde charge retenue contre le commissaire est celle de corruption passive de fonctionnaire. Selon le juge d'instruction et le ministère public, Yves Jobic aurait obtenu l'extradition de la prison de Fresnes de Jean-Claude Moustafa, le 11 mai 1987, non pas dans le dessein de l'enfermer dans les locaux de la police mais pour lui octroyer — contre la somme de 25 000 F — une « permission » au domicile de sa mère afin qu'il retrouve quelques heures sa concubine. Le dénonciateur, Rachid Mécheri, qui comparait en même temps que Jobic pour proxénétisme, s'est rétracté à l'audience expliquant qu'il avait voulu se venger de Jean-Claude

Moustafa. Le tribunal a longuement entendu le commissaire s'expliquer sur la mention, dans son agenda et à la date concernée, de l'adresse de Louise Moustafa, l'une de ses informatrices. D'autres indices ont été discutés.

Reste enfin une somme de 10 000 francs que Jean Moustafa, co-proprétaire d'un cabaret, aurait versé à Yves Jobic pour obtenir l'autorisation d'ouvrir son établissement après deux heures du matin. La somme est, en effet, citée dans une conversation téléphonique entre Moustafa et sa maîtresse, Yves Jobic s'est entremis pour présenter son informateur à l'un des inspecteurs chargés de diligenter le dossier d'enquête et les trois hommes ont dîné ensemble. Et l'on n'en a guère appris plus.

Les raïns dans la tourbe

Pour autant, le tribunal, qui a entendu des dizaines de témoins, lu attentivement les procès-verbaux et les documents de synthèse, se forge, à coup sûr, une opinion sur ces charges au fil des audiences même si le climat ne le favorise guère. Et lui seul sera juge d'un procès dont on finit par oublier qu'il compte vingt-six prévenus qui ne demandaient pas tant de « sollicitude » de la part des médias. Il y a là, par exemple, deux jeunes femmes toxicomanes, dealers à l'occasion, et un jeune comptable prévenu pour avoir rédigé six faux bulletins de salaire, qui doivent sérieusement s'inquiéter de se retrouver sur une galère aspirée par un typhon politico-judiciaire.

Le procès n'aurait-il pas gagné en clarté et en sérénité s'il avait été,

comme l'on dit parfois dans le jargon des tribunaux, « sancionné » ? N'aurait-on pu juger le premier dossier (trafic de stupéfiants à Gennerville) séparément du deuxième (les demi-grossistes parisiens présumés), et le deuxième séparément du troisième (proxénétisme) ? Et qu'a-t-on voulu montrer en présentant dans une même tournée vingt-six prévenus dont la plupart ne se connaissent pas avant l'audience ?

Les amis du commissaire Jobic y déclinent la volonté de lui nuire en le mêlant, d'entrée de jeu, à des voyous. Une manière de souligner deux fois qu'il utilise comme indicateurs des personnages louches dont le ministère public considère qu'ils furent ses amis. Si tout cela n'explique pas le formidable dérapage du procès, mercredi 15 mars, l'empignade venimeuse entre certains chefs de la police judiciaire parisienne, d'un côté, et, de l'autre, le juge Hayat, au moins cela donne-t-il l'une des clés de l'ambiance des débats.

La dureté des dernières audiences pousse aussi, à l'évidence, la dynamique dans l'opposition de deux hommes durant toute l'instruction : le juge et le commissaire. Tous deux obstinés, intraitables. Qu'importe les options syndicales de Jean-Michel Hayat, affilié au Syndicat de la magistrature (classé à gauche). Sa vision du monde, sa conception de la déontologie ont été heurtées par les comportements professionnels d'Yves Jobic. Sans doute révèle-t-il d'une société « cleau », comme l'on dit maintenant, pure et juste où les policiers ne sauraient fréquenter les voyous ni parler leur langage.

Dans ce cas, pouvait-il comprendre son inculpé, qualifié par un pair de « croisé » et par le secrétaire

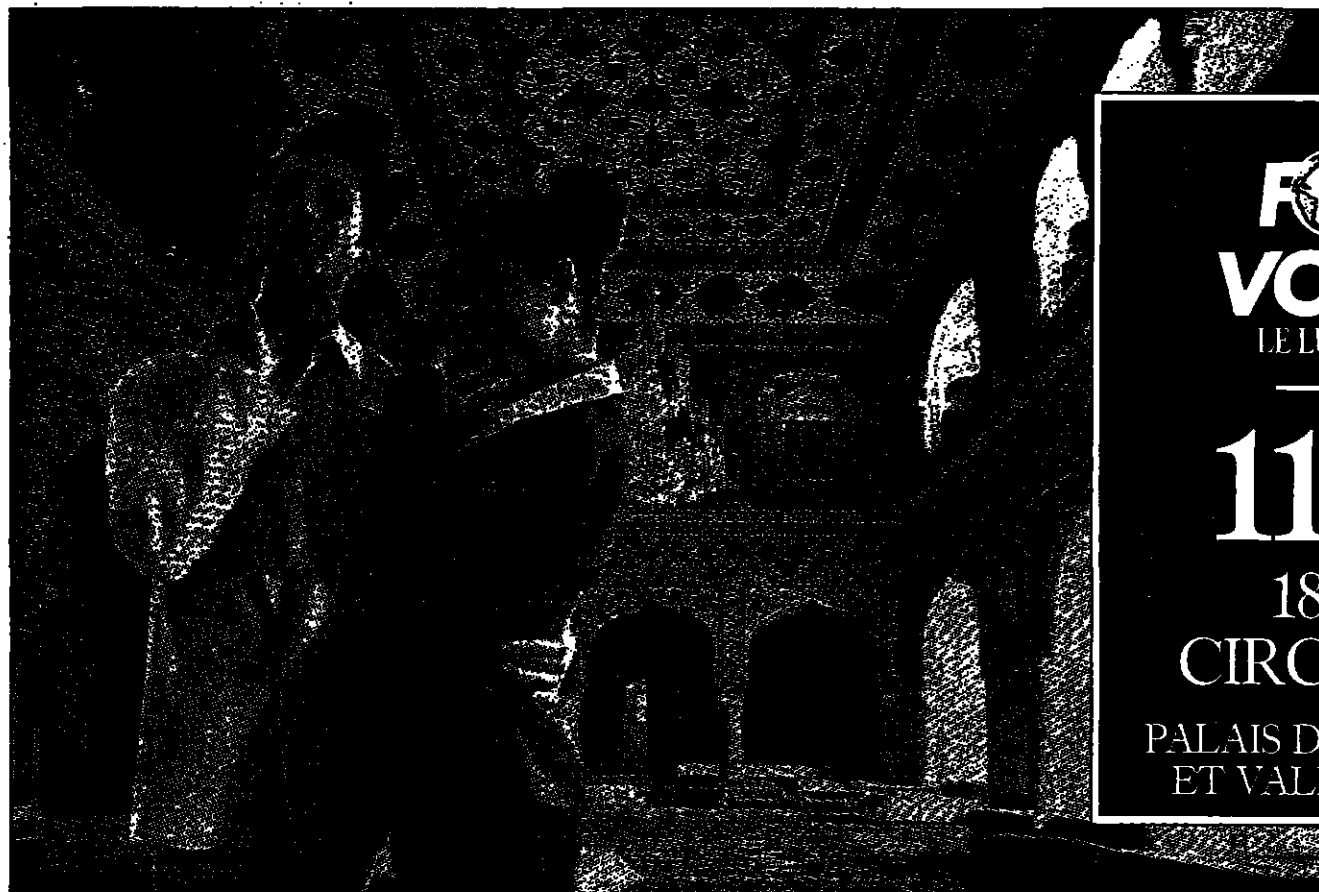
général du Syndicat des commissaires de « Petit Prince du 36 quai des Orfèvres » ? Lui aussi a revêtu, en entrant dans la police par « vocation », l'armure des justiciers. Sa hiérarchie, à l'heure où l'opinion publique s'inquiétait d'insécurité, l'a bombardé à vingt-six ans chef des unités de recherche de la première division de police judiciaire à Paris. Il lui a fallu oublier sa thèse sur l'action caritative de l'ordre de Malte et plonger les mains dans la tourbe. Recruter et secourir des indicateurs pour parvenir à l'efficacité. Un travail « d'initiative », a déclaré l'un de ses amis affectés à la direction d'une autre division.

Un travail que le Syndicat des commissaires s'est mis en devoir de soutenir contre vents et marées avec l'appui du contrôleur général Olivier Foll, oublié peut-être qu'en dernier ressort il revient au tribunal de juger et non au juge d'instruction. C'est ainsi que d'incompréhensions en suspensions — Yves Jobic et ses soutiens persuadés d'être l'objet d'une cabale politique et d'une vengeance du milieu, Jean-Michel Hayat menacé de mort et harcelé comme rarement le fut un juge — on est arrivé à cette « véritable fracture » entre la justice et la police évoquée, aujourd'hui, par Daniel Duglery, le responsable du Syndicat des commissaires.

Pour que cette fracture soit réduite, il convient d'abord que la passion sorte du prétoire comme cette « catin », en l'occurrence l'opinion publique, que M^{re} Moro-Guérini invitait, avant guerre, à fuir des enceintes judiciaires. Les commissaires et les juges pourraient éventuellement donner l'exemple.

LAURENT GRELSAMER.

PLUS BESOIN D'ETRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS



Palais de Samod - Rajasthan

SÉJOURS ET CIRCUITS

NEW YORK : Séjour au Waldorf Astoria
8 jours (luxe) 6380F**

A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours
Hôtel de luxe 1/2 pension. Accompagnateur français 13 985F*

A LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA :
Hôtel de luxe 1/2 pension. Accompagnateur français 12 075F*

USA COTE OUEST : Expédition Rafting
Colorado - 6 jours 4790F**

* Séjours circuits au départ de Paris, à dates fixes, prix à partir de.

** Circuit au départ des USA, prix à partir de.

A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 02.89.07.07/11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 02.61.20.20/75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.39.38/1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61/76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minut 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

☐ Forum-Vols discount
☐ Forum Asie

☐ Forum USA, Canada, Mexique.
☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

* Cocher la case de la brochure à vous être parvenue.

LOCATION DE MOTORHOMES : 3 personnes - 7 jours.

Kilométrage illimité. A partir de 2800F

MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour - 16 jours 9460F*

THAILANDE : Circuit groupe Nord

Thaïlande et séjour à Phuket - 17 jours (1^{re} classe) 9200F*

TURQUIE : Circuit l'Essentiel de la Turquie

8 jours 3390F*

BALI : Séjours hôtel Ida Beach Inn - 18 jours 7885F*

* Prix au départ de Paris, à dates fixes, à partir de. Séjours 8 jours/6 nuits à l'hôtel.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

FORUM VOYAGES
L'ATTEIR MOINS CHER. LE LUXE MOINS CHER.

Société

JUSTICE

L'affaire Vanden Boeynants

Avis favorable à l'extradition vers la Belgique d'un malfaiteur yougoslave

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Metz a, jeudi 16 mars, un avis favorable à l'extradition vers la Belgique de Beati Bajramovic, trente-quatre ans, de nationalité yougoslave, soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement de l'ancien premier ministre belge, M. Paul Vanden Boeynants. La décision d'extradition dépend désormais du gouvernement français.

Beati Bajramovic avait été arrêté le 14 février en gare de Metz, alors qu'il attendait un train pour Paris (le Monde du 17 mars). Il avait été trouvé porteur de 198 000 francs suisses (environ 800 000 F) et de 14 500 F, ainsi que de plusieurs faux papiers. N'ayant pu expliquer la

provenance de l'argent, il devra répondre en France de « recel de vol », ainsi que d'usage de faux documents administratifs.

Le malfaiteur yougoslave a été condamné en juin 1988 par la justice belge à dix ans de prison pour association de malfaiteurs et vol avec violence, il est, en outre, soupçonné de l'attaque d'un fourgon postal et de celle d'un fourgon cellulaire au cours de laquelle un gendarme belge et le chauffeur du véhicule avaient été grièvement blessés. Cette opération avait permis l'évasion, en août 1987, de Patrick Haemers, l'un des gangsters les plus recherchés de Belgique.

EN BREF

● Faussement factures du Sud-Est : inculpation du directeur général adjoint de la SAE. — M. Marcel Guiraud, directeur général adjoint de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), numéro un du bâtiment en France, a été inculpé, mercredi 15 mars, de faux et usage de faux, complicité d'abus de biens sociaux et corruption par le président de la section financière de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. M. Pierre Caillet, chargé du dossier des pots-de-vin et fausses factures du Sud-Est. M. Guiraud a été laissé en liberté. Dans cette affaire, le directeur général de la SAE, M. Pierre Bentata, et le président du conseil, M. Jean-Claude Jammes, ont déjà été inculpés, le premier étant incarcéré et le second laissé en liberté (le Monde du 4 mars).

● La boulangerie de Reims inculpée après le meurtre d'un Maghrébin est réincarcérée. — La chambre d'accusation de Reims a infirmé jeudi 16 mars l'ordonnance du juge d'instruction qui avait fait droit à une demande de liberté de M^{me} Marie-Joëlle Garnier, boulangerie à Reims — inculpée d'homicide volontaire après le mort du jeune Ali Rifa sur lequel elle avait tiré avec une carabine 22 long rifle le

12 février dernier. C'est le parquet du tribunal qui avait interjeté appel de l'ordonnance du magistrat instructeur rendu le 28 février.

« La décision de la cour d'appel va permettre aux proches d'Ali Rifa de reprendre confiance en la justice et de considérer la suite de la procédure d'une façon plus sereine », a déclaré M^{me} Emmanuel Ludot, avocat de la famille de la victime. L'affaire avait suscité à Reims des tensions entre la communauté d'origine maghrébine et les parisiens de la boulangerie, qui soutenaient la thèse d'une légitime défense commandée par la peur (le Monde du 25 février).

● Mesures de protection pour le film « L'Union sacrée ». — Des mesures de protection particulières ont été prises pour la sortie en salles du film d'Alexandre Arcady, « L'Union sacrée », qui raconte l'histoire de deux policiers, l'un juif, l'autre arabe en lutte contre des terroristes fanatiques. Les cent quarante salles qui projettent le film depuis le mercredi 15 mars — dont quinze à Paris — bénéficient d'une protection accrue, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La Fédération nationale des cinémas français, qui regroupe les exploitants, assure cependant n'avoir reçu « ni menaces ni appels anonymes ».

Le Carnet du Monde

Naissances

— Marthe et Eric MULLER-BORLE ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexis,
à Boulogne-Billancourt, le 5 décembre 1988.
86, avenue Gambetta,
75020 Paris.

— Nicole SPODEK, Marc LEFÈVRE et Rachel,
ont la joie d'annoncer que

Emmanuel David
est venu les rejoindre

le mardi 14 mars 1989.
28 bis, rue des Pommerets,
92310 St-Denis.

— Pascale et Pierre-Antoine ULLMO ont la joie d'annoncer la naissance de

Johann,
le 10 mars 1989.

3, rue Sainte-Buve,
75006 Paris.

— M. et M^{me} Jacques RAPHAËL-LEYGUES ont la joie d'annoncer la naissance de

Violaine,
au foyer de Bernard et Lucile Barle,
le 15 mars 1989.

— M. et M^{me} Henri PHILIPPE, M. et M^{me} Raymond d'ARCO, ont la joie d'annoncer la naissance de

Marie-Aurélien et Dominique.
Décès

— Martha Argreich, Jean-Michel Argreich et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanette Heller de ARGREICH,
survenue le 13 mars 1989.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le lundi 20 mars, à 8 h 30, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Rachel Cohen, M^{me} Mady Cohen, Les familles Lang, Ginzburg, Binder et leurs enfants,
M. et M^{me} Victor Cohen et leurs enfants,
Les familles Boukobra, Usan, Chaoui, Atlas et leurs enfants,
ont l'extrême douleur d'annoncer le décès de leur fils, mari, père, grand-père, frère et oncle,

Joseph COHEN,
Maireur (Tunis),
survenue le 15 mars 1989.

Les funérailles auront lieu en Israël.
34, avenue Junot,
75018 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès, à Paris, le 11 mars 1989, de

M. Guillaume GUINDEY,
ancien élève
de l'École normale supérieure,
inspecteur général honoraire
des finances,
ancien directeur
des finances extérieures,
ancien directeur général
de la Banque des règlements
internationaux,
ancien président
de la Compagnie internationale
des wagons-lits et du tourisme,
grand officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Institut
(Académie des sciences
morales et politiques).

De la part de ses parents,
M. et M^{me} Antoine Parmentier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Parmentier,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Yvonne Goldschmidt,
M^{me} Henri Follet,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et M^{me} Philippe Thibault,
leurs enfants et petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 15 mars, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois.

(Lire page 29.)

— On nous prie de faire part du décès de

M. Jean-Marie PARANT,
architecte DPLG,
survenue subitement, le 15 mars 1989,
dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 20 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Nozilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Nozilly-sur-Seine.

30, rue de l'Église,
92200 Nozilly-sur-Seine.

— Ada, Roger, Bernard Pradinaud, Ses enfants et leur famille,
Ainsi que le docteur Emile Le Tallier, ont la douleur de faire part du décès de

Anna PRADINAUD,
née Elzerthaus,
survenue le 7 mars 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Lyon, le samedi 11 mars.

3, rue Franklin,
75116 Paris.

— M^{me} Francis Semon, née Anne-Marie Morlet, son époux, Michel Semon, Anne et Pascal Pomier et leurs filles Agathe et Florence, Jean-François et Christine Semon et leur fils Benjamin, Catherine et Ali Magid et leur fils Nicolas, Marie Semon, Ses enfants et petits-enfants, Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Les familles Amelland, Morlet, Dorval, Fabre, Gales, Pomier, Cloire, ont la douleur de faire part du décès de

Dies, le 9 mars 1989, de

Francis SEZNEC,
piquement décédé dans sa soixante-seizième année, mari des sacrements de l'Église.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 11 mars, en la cathédrale Saint-Cornille de Quimper, suivies de l'inhumation dans l'intimité familiale.

1 et 3, rue Kérion,
29000 Quimper,
37, avenue de l'Odéon,
29118 Benodet.

— Le personnel des magasins Semon-Morlet a la tristesse de faire part du décès de

M. Francis SEZNEC,
survenue le 9 mars 1989, à l'âge de soixante-seize ans.

Anniversaires

— Il y a cinq ans,

Maurice DAUMAS

nous quittait.

Sa famille, ses proches et ses amis se souviennent de lui.

— Il y a deux ans,

Théo LIBESKIND

disparaissait.

Pour se souvenir, on se réunira le dimanche 19 mars 1989, au cimetière de Bagneux, entrée principale, à 11 h 30.

— Le 15 mars 1979,

Alexandre PARODI

quittait les siens.

Dix ans après, tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

— Sa famille et ses amis pensent avec émotion à

Françoise-Frédérique SOURDIVE,

disparue le 19 mars 1986,

ainsi qu'à son père,

Charles SOURDIVE,

décédé le 1^{er} janvier 1988.

Communications diverses

— La galerie Kella Grandt, place Beauvau, 92, faubourg Saint-Honoré, Paris-8^e, expose les peintures de

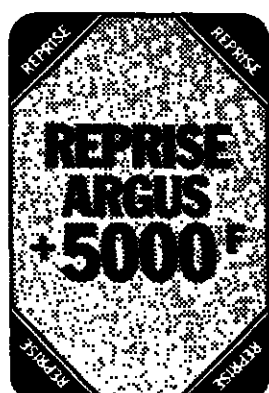
Monique Ballez, jusqu'au 25 mars 1989. Dimanche et mardi matin exceptés.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le mercredi 22 mars, à 10 h 30, salle 122, escalier H, rue de la Harpe, M. Hidetaka Yuzawa :

« Souvenir du rêve et l'objet du regard : étude génétique sur les jeunes filles à la plage d'après les manuscrits de Marcel Proust ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



Reprise Argus + 5000 F* de votre véhicule, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercin, 19, 21 ou 21 Nevada. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.



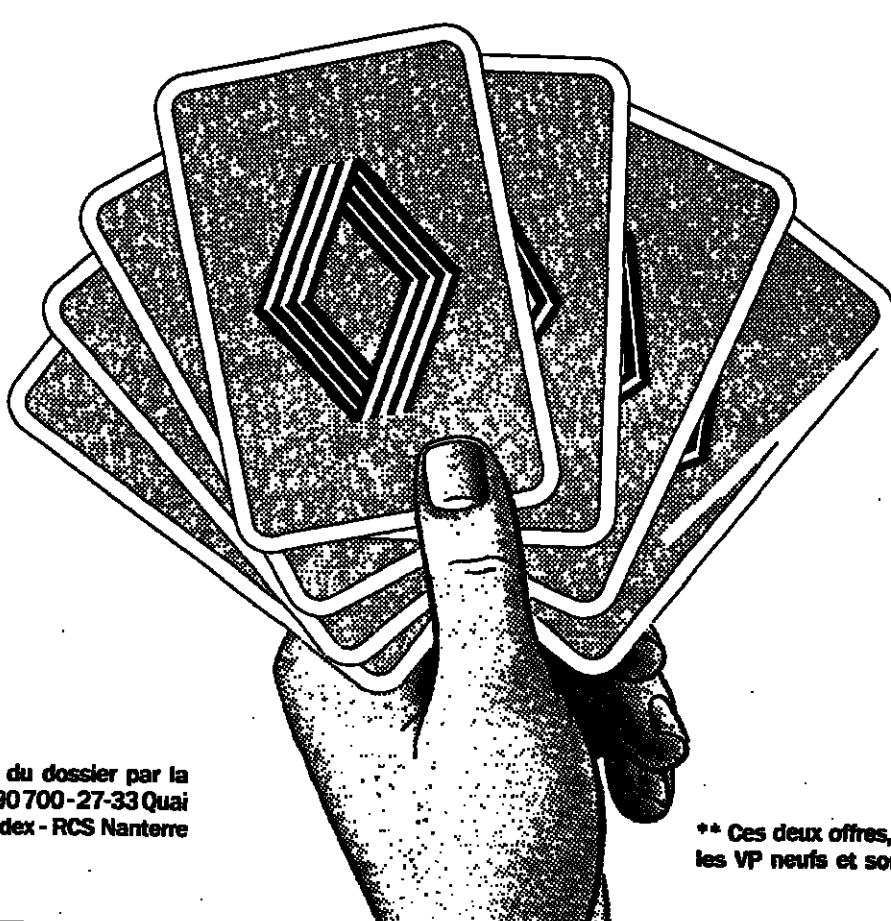
Crédit total* 6 à 36 mois sur tous les véhicules d'occasion. Ex : montant financé 30000 F sur 36 mois - 1^{re} mensualité de 1322,31 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires) et 35 mensualités de 1082,31 F - TEG 17,85% - Coût total 39203,16 F. Crédit total 6 à 48 mois sur tous les véhicules neufs et d'occasion Garantie OR ou OR Privilege de moins de 3 ans.



Économisez 90% sur le prix des équipements en option** dans la limite de 3000 F pour une Supercin, 4000 F pour une Renault 19, 21 ou 21 Nevada, 5000 F pour une Renault 25.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F.321490700 - 27-33 Quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702002221.

DU 14 AU 20 MARS
7 JOURS
QUI COMPTENT



0 F sur 12 mois* sur toute la gamme VP neuve. LOA sur 60 mois. Versement initial de 30% (dont 15% de 1^{er} loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 12 loyers à 0 F, 47 loyers à 2,409 F. Coût total en cas d'acquisition: 143,233% du prix TTC du véhicule.

Crédit 8,9% sur 12 mois*. Crédit 12 mois au TEG de 8,9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme VP neuve et occasions. Ex : montant financé 10000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit: 10488,60 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois sur les véhicules neufs et 12,9%, 14,9%, 15,9% sur les véhicules d'occasion.

Reprise 5000 F TTC minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une voiture d'occasion marquée d'un point jaune.

** Ces deux offres, non cumulables, concernent les VP neufs et sont réservées aux particuliers.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT

A la Venise
encombrée
de l'été
et des festivals
succède
une Venise
de début
de printemps,
de temps morts,
de fictions.
Pour accéder
à ces autres
Venises,
voici des débuts
de pistes,
de A
comme Altana
jusqu'à Z
comme Zattere.



Dictionnaire vénitien

par Alain Hervé

ALTANA : plates-formes de bois érigées par-dessus les toits, sur lesquelles les Vénitiens montent en été prendre le frais. Une vie de barons perchés, d'intrigues amoureuses. Les femmes y prenaient le soleil, à l'abri de chapeaux de paille à large bord mais sans fond. Leurs cheveux ainsi exposés se décolorent avec l'aide d'onguents venus d'Orient jusqu'à devenir blond vénitien.

AMOUR : « L'amour n'est pas une sincère à Venise ». Byron, dans une lettre à Murray datée du 25 novembre 1816.

ANGUILLE : petits poissons de la lagune préparés en friture. Autrefois le plat des pauvres, aujourd'hui celui des riches, à cause de leur rareté. Giono s'en régale dans son *Voyage en Italie*.

ARCHIVIO CARLO NAYA : de 1860 à 1918, un photographe regarde vivre ses compatriotes et les fixe : pêchant les coquillages, puisant l'eau aux puits des *campielli*, au marché au poisson, aux bords de mer. Un peuple misérable et des petits-bourgeois endimanchés. La vie à Venise, il y a un siècle, intacte. Un album photo qui se trouve dans les librairies de Venise (O. Bohn Editore).

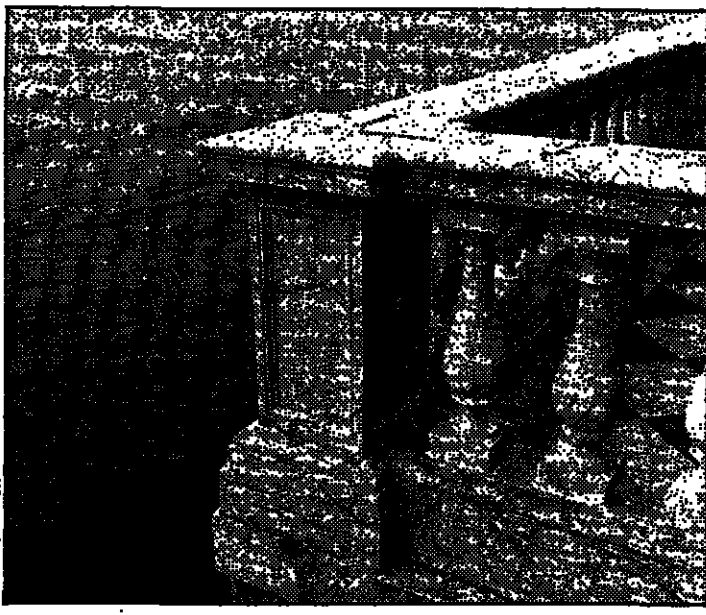
BRENTA : canal côtier, le long duquel les Vénitiens nobles construisaient des villas de plaisance. Un grand nombre ont été dessinées par Palladio. Joseph Losey a joué avec la géographie des lieux dans son film *Don Giovanni* en plaçant au bord du canal la villa La Rotonda, qui se trouve en pleine terre, aux environs de Vicence.

BORA : le vent du nord-est, sec, violent, qui glace Venise en hiver et arrête la marée dans les bouches de Malamocco. Lorsqu'il souffle, les Triestins tendent des cordes en travers de leurs rues pour ne pas être emportés.

BOTTES DE CAOUTCHOUC : indispensables lors de l'*alta marea*, l'inondation, un des plus beaux spectacles de Venise en hiver. Je les ai trouvées exposées dans une vitrine de mon hôtel entre les colliers de perles et les foulards de soie.

BAINS : Byron et le baron Corvo prenaient leur bain dans les canaux en fumant, l'un le cigare, l'autre la pipe.

BARENE : en vénitien, les petits îlots de la lagune qui émergent des *paludi*, les marécages. Sur certains, des ruines de cabanes de pêcheurs attendent le Robinson qui viendra y méditer.



attendent le Robinson qui viendra y méditer.

CHEVAUX DE SAINT-MARC : adorés, convoités. Ceux qui caracolent sur la façade de la basilique sont des faux en matière plastique assez bien imités, je les ai regardés de très près. Les vrais se trouvent à l'intérieur. Œuvre d'un sculpteur grec-alexandrin du quatrième ou troisième siècle avant J.-C., ils ornent les tours de l'hippodrome de Byzance, jusqu'à ce que les Vénitiens les volent, au cours de la quatrième croisade. Napoléon les emprunte pour les placer sur l'arc de triomphe du Carrousel. Canova les ramène à Venise à la chute de l'Empire. Strabon cite déjà les Vénètes comme éleveurs de chevaux. Jusqu'au dix-huitième siècle on circulait à cheval dans Venise, et l'on y trouvait de grandes écuries.

CANOVA : son tombeau pyramidal, en marbre blanc, avec sphinx, pleureuses, anges affligés et une porte ouverte sur le royaume des ombres ; à l'intérieur des Frari.

CREN : spécialité vénitienne, radis noir et vinaigre.

CARNAVAL : n'est plus ce qu'il était. Les Vénitiens n'apprécient pas la formule contemporaine. Autrefois, les sœurs (quartiers) s'affrontaient dans des compétitions sauvages, par exemple le jeu du chat : deux hommes, torse nu, les mains liées derrière le dos, devaient tuer un chat avec leurs dents.

DENTELLES : dans un entrepôt élégant, qui date du dix-huitième siècle, Jesurum, derrière le palais des Doges. Des draps, des nappes, des

chemises, des rideaux brodés, pour emporter dans ses rêves. Le point de Venise aurait été inventé par une jeune fille qui essayait de reproduire une fleur exotique que lui avait envoyée son marin de fiancé.

FORTUNY : le musée où les collections de tissus Fortuny sont mises à l'écart pour présenter de tristes expositions, récemment de la vaisselle soviétique. La boutique sur le campo San-Maurizio, où l'on retrouve les fameux plissés.

FUNGHI : les champignons, une passion italienne, que l'on peut assouvir, tout au long d'un repas, au restaurant Agnolotti à Javara-del-Montello, près de Bassano-del-Grappa (Vénétie).

GAZZETINO : journal quotidien de Venise, publiait autrefois la liste des personnes tombées à l'eau chaque jour.

GELATO DI MASCARPONE : une glace au fromage accompagnée de *mostarda calda* (moutarde chaude).

GHETTO : quartier réservé aux juifs depuis le 29 mars 1516, dans la paroisse de San-Girolamo. Le mot « ghetto » est d'origine vénitienne, à l'origine *gesto*, lieu où l'on fondait les métaux. La nuit, le quartier était fermé par des portes, et ses habitants ne pouvaient pas le quitter. En 1797, Napoléon met fin à la ségrégation. Au cours de la dernière guerre, sur les 1 300 juifs du ghetto, 202 furent déportés. Depuis juin 1986, le Musée juif a été réorganisé.

GONDOLES : seraient noires de deuil depuis la peste du début du

dix-septième siècle, qui emporta 70 000 personnes.

GROTESQUE : peintures ornementales abondamment utilisées dans la décoration des palais, après qu'on les eut découvertes à Rome, au dix-septième siècle, dans des grottes situées sous l'église San-Pietro-in-Vincoli.

INDULGENCES PLÉNIÈRES : accordées spécialement par le pape Jean-Paul II aux fidèles qui fréquentent la basilique Saint-Marc et pratiquent les sacrements selon les indications affichées sur les portes.

JUMELLES : plus utiles à Venise qu'un appareil photo pour examiner les fresques perdues dans la pénombre des voûtes, les tableaux, les croix byzantines au sommet des coupoles, l'horizon, les paquebots, la mer.

LION DE SAINT-MARC : absent de la colonne de la Piazzetta, parti pour être restauré. Le *restauro* : une des plaies de Venise. A la place du tableau, de la statue que l'on est venu voir, une étiquette : *Restauro*.

LIBRAIRIE FRANÇAISE DOMINIQUE : dans une petite rue, derrière le Colonne, en allant vers l'Arsenal. Tous les livres en français sur Venise.

LODGE VERT : l'uniforme des Vénitiens en hiver. Ils ont gardé un souvenir plutôt bon de la tulle discrète qu'exerçaient les Autrichiens

sur leur République, après l'humiliation imposée par Napoléon et les Français. Cette complicité se retrouve dans de nombreux détails de la vie quotidienne.

MARÉES : les horaires sont affichés dans les salles d'attente flottantes des *vaporetti*. Leur amplitude excède rarement 50 centimètres. La conjonction de la haute mer, de la pression atmosphérique et du vent peut faire monter l'eau dans la ville. Le point le plus bas, le premier inondé, se trouve à l'intérieur de San-Marco. Les écrivains ont médité sur cette flaque noire, cette eau immobile, annonciatrice de plus grands désastres qui sord des profondeurs chthoniennes. Les Vénitiens disent : « Les trois ennemis de la lagune sont la mer, la terre et l'homme ».

MOISE : projet de fermeture, en cas de danger, des pertuis faisant communiquer la lagune avec la haute mer. A l'imitation des échues que les Anglais ont disposées sur la Tamise en aval de Londres. On en parle depuis dix ans. Les difficultés sont plus d'ordre politique que technique. Se souvenir que la municipalité de Venise est communiste.

MOSTARDA : en Vénétie, on la fabrique avec des fruits confits, de la confiture de coing, des graines de moutarde. Variantes à Padoue, Vicence et Crémone.

NAPOLEON : mit fin à mille ans d'histoire indépendante de la République de Venise, puis la vendit aux Autrichiens. Fit terminer les façades de la place Saint-Marc, vola les chevaux de la basilique et les archives de l'Arsenal et fit combler des canaux qui devaient ainsi *rio terra*.

NOCES DE CANA, DE VÉRONÈSE : à l'origine dans le réfectoire des moines de San-Giorgio, aujourd'hui au Louvre.

PADOVA, PADOUE : une Venise dans les terres, une voisine immédiate par l'autoroute, une rivale. A Padoue on dit des Vénitiens : « Ce sont des pisses-dans-l'eau ». A Padoue, on est intellectuel, à Venise on est commerçant. A Padoue : Saint-Antoine, Giotto dans la chapelle des Scrovegni (perpétuellement en restauration), et le plus vieux jardin botanique du monde (1545) avec un *ginkgo biloba* mâle avec une branche femelle, planté trente ans avant la Révolution française, et un palmier *chamaerops humilis* vieux de quatre cents ans, devant lequel Goethe médita sur sa théorie des plantes.

PALLADIO : (1508-1580) architecte inspiré par le Romain Vitruve, il déploya ses talents à Vicence, où se trouve le Centre des études palladiennes ; il est intervenu à plusieurs reprises à Venise, où il souhaitait détruire la basilique Saint-Marc et le palais des Doges, pour les remplacer par des édifices néoclassiques.

(Lire la suite page 17.)

CHYPRE

PARFUMAGE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMANT

Plages de sable fin sous un ciel toujours bleu - 340 jours de soleil par an. Grappes de fleurs accrochées aux murailles, aux voûtes, aux colonnes, ou perçant la poussière d'or des mosquées. Théâtres d'hier et d'aujourd'hui à découvert dans le chœur d'accueil chypriote et le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Venez respirer Chypre, c'est tout près avec les vols directs de Paris et Toulouse.

OFFICE DU TOURISME DE CHYPRE

LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS
AVEC LES AEROPORTS DE CYPRUS A L'AVANTAGE 30
10, rue de la Paix - 75002 PARIS - Tél. 01 47 71 10 00

GAGNEZ 4 SEJOURS D'UNE SEMAINE POUR 2 A CHYPRE

GRAND JEU GRATUIT

Participez au grand jeu gratuit en remplissant et renvoyant ce questionnaire à l'Office du Tourisme de Chypre.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Pays : _____

Téléphone : _____

Envoyez ce questionnaire à : Office du Tourisme de Chypre, 10, rue de la Paix - 75002 Paris.

0F

CREDIT

8,9%

SUR 12 MOIS

REPRISE

5000

EN AULT

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

GRAND VINS DE BOURGOGNE
Direct. du product. GIVRY rouge et bl.
PARIZZ Gérard, viticult. 71640 GIVRY

GRANDS VINS DE JURA
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime en sec et moelleux.
J. LABAT-LABONNETTE, 64100 JURA
Tarif sur demande.

GASTRONOMIE

Rive droite

SANTAMARIA

Couscous - Tapines
Pastilla - Poêles
Pâtisseries Orientales

Fermée dimanche soir - lundi soir
15, rue Léon Jost 14^e Courcelles - 42 67 27 99

Environs de Paris

LE CHALET des ILES

AU BOIS DE BOULOGNE

Traverse en bateau
Table de qualité
Cadre de charme

DEJEUNERS TOUS LES JOURS
Réservations 42 88 04 88

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.

58 CH. INSOUVERAINS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES

Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE

Tél. 93-87-42-56 - Tél. 478-418
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE

Tél. 93-88-38-60

Plein centre-ville, calme,
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
tél. direct, minibus.

Montagne

05360 SAINT-VÉRYAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste.
fond. Plus l'été comm. d'Europe, 2040 m.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08

GRILL ET CHAMBRES-STUDIO

Appart. Depuis 650 F pers./semaine.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62

1/2 pers. 1 029 F à 1 680 F la sem.

Pension compl. 1 316 F à 1 925 F la sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques

Chambres avec bain, w.c., TV couleur.

Tél. direct.

De 290 à 350 F - Tél. 43-54-92-55.

Provence

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT

LA CALANQUE ***

« Les pieds dans l'eau ». Site exception-
nel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers.

de 440 à 470 F/jour et par personne.

Tél. 94-64-64-77.

Tél. 94-64-64-77.

Tél. 94-64-64-77.

Spécialités : POISSONS.

LANGUEDOC

Vacances printemps, été, automne

Valée de la CÈZE.

M. Manier COSTE (3^e génération)

et l'HOTEL DU COMMERCE **

30600 GONDARQUES.

vous proposent leurs séjours au soleil et

leurs prix de pension (voir ci-dessus).

10/3 au 31/5. De 155 à 180 F (suppl. ch. ind.).

7^e juin au 5 juillet 1989.

25/8 au 20/9. De 165 à 190 F (suppl. ch. ind.).

6/7 au 24/8. De 185 à 215 F (suppl. ch. ind.).

Réduction de 5 % pour 15 jours pleins.

(Sauf de 6 juillet au 24 août.)

Excursions en car dans toute la région,

randonnées pédestres, pêche, baignade,

nombreux loisirs, location de vélos,

canoë-kayak, tennis, ski, calme, repos,

régimes sains.

Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-58.

26110 NYONS

4 heures PARIS TGV. Site except.

Randonnée. Sans p.m., etc. Cuis. à

voiture guid. On ne fume pas à table.

Biblioth. Chamb. gd conf. TV, Tél.

Dr. Mireille COLOMBE.

AUBERGE DU VIEUX VILLAGE

D'AUBRES.

Tél. 75-36-12-89.

Sud-Ouest

PÉRIGORD

AUBERGE

LA CLÉ DES CHAMPS ***

PROMOTION PAQUES 1/2 pension à

partir de 130 F. Piscine.

24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD

Tél. 53-23-95-94.

EN PÉRIGORD

24570 LE LARDIN

HOTEL SAUTET **

Piscine chauffée. Grand parc.

Pension de 1/2 pers. de 180 F à 365 F.

Tél. 53-51-27-22.

Week-end. Prix hors saison.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE

ET DES ARTISTES ***

Saint Marc 1936

Réservation : 193941/52-32-333

Fax : 193941/52-43-721.

Tél. 41150 FENICE I.

VERONE

NOVO HOTEL ROSSI

Via Della Costa, 2

Près de la gare de PORTA NUOVA

Réservation : 193941/52-40-22

Fax : 193945/57-82-79.

Atmosphère intime, tout confort.

Grande-Bretagne

88 - QUEENSGATE

EDEN PLAZA HOTEL

68 QUEENSGATE,

SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7

Tél. 19-44-1-370-6111. Tél. 91222.

Tél. 19-44-1-370-6570.

Hôtel moderne et accueillant.

Près de Knightsbridge, Harrods

Hyde Park, musées.

TOURISME

Hôte d'enfants à la montagne

(Haut-Doubs, 900 m, proximité frontière

suisse)

PAQUES

Yves et Liliane accueillent vos enfants

dans ancienne ferme XVII^e siècle, confort-
able, rénovée, chambres 2 ou 4 avec s. de

bains. Située au milieu des pittoresques et

fortes. Accueil volont. limité à 15 enfants.

Idéal en cas première séparation.

Ambiance familiale et chaleureuse. Acti-
vités : tennis, ski de fond, jeux collectifs,

fabrication pain, peinture sur bois.

1 690 F Paques (ski de fond).

Tél. (16) 81-35-12-51.

TOURISME FLUVIAL

Le plaisir de découvrir la nature sur le

canal de NANTES à BREST. Dans le

confort et l'agrément d'un véritable

appartement flottant pour 7 à 9 pers.

Renseignements et documentation

CLAUDEM, 16 (1) 48-55-98-66.

Heures bureau.

LA TABLE

Tout pour la tripe!

Dépêche, servante accorte,

Vite, apporte

Le plat de tous souhaité.

Il vient. Salut! Ma narine

Vous devine.

O tripe de La Ferté.

Les tripes ailleurs connues

Sont menues.

On les aime à La Ferté

En gentils paquets roulés.

Affublés

D'une billette au côté...

La Ferté-Macé, bourg de

l'Orne de quelque sept

mille habitants, une rue

Wilfrid-Challamel nous

apprend que cet homme

de lettres vécut de 1846 à 1916.

Et qu'il n'eut point tort de vanter

ces tripes, rivales de celles de

Caen encore que mal connues,

même à l'étranger. En dehors du

musée municipal et des journées

mycologiques (mi-octobre), il

existe ici pourtant une Confrérie

de la tripière fertoise, dont le

grand maître est un ancien

« chair-cuitier » du pays,

M. Hébert.

Aujourd'hui, c'est dans

l'échoppe de Gérard Chatel

(31, rue Saint-Denis à La Ferté-

Macé), préparateur de ces tripes

« à l'ancienne », que, dès tôt le

matin, les amateurs viennent se

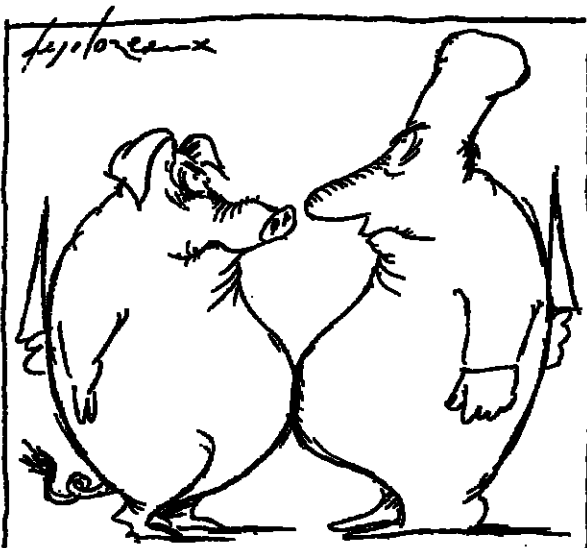
regaler d'un (eux ne disent pas

brunch, ils sont civilisés!) petit-

déjeuner de tripes aux billettes.

Ces tripes locales, on les trouve,

j'imagine, à la carte de l'Auberge



de Clouet (tél. : 33-37-18-22), un

hôtel tranquille en ce lieu-dit où

les produits de la ferme, du jardin

et de la mer sont bien traités. On

les trouve aussi à 6 km de là, au

Manoir du Lys (route de Juvigny,

à Bagnoles-de-l'Orne. Tél. : 33-37-

80-69), une familiale « hôtellerie »

petit manoir normand tenu

par Paul et Marie-France Quinton.

Mais si ce plat, « de tous sou-

haité », nous le trouvons à Paris?

A ma connaissance, ce ne sera

que chez Jacques Hébert, fils du

« grand-maître » de la confrérie,

cuisinier de talent et qui s'est in-

stallé l'autre année (j'ai eu plaisir

à le signaler) dans le quinzième

arrondissement.

Un pen à l'écart, sans doute, et

c'est dommage. Il est ignoré de

MM. Gault et Millau (il paraît

qu'ils se sont réconciliés!), mais

étoilé au Bottin Gourmand et

remarqué par le guide Lebey, et

sa carte est diablement distinguée

(tout comme la charmante

hôtesse, son épouse) lorsqu'il

s'agit d'une admirable gelée de

tourteau à la crème de moule, de

la lotte rôtie à la badiane, de la

limande « bon Normand »; mais

la hure de tête de porc, le foie de

veau aux échalotes confites, le

travers de porc en charreusse et

ses tripes de La Ferté au chou

farcis devraient régaler les plus

difficiles : 38, rue Sébastien-

Mercier (18^e). Tél. : 45-57-77-88.

Fermé dimanche et lundi. Menus

150 et 220 F et carte (1).

Une question à poser : que

boire sur ces tripes? Du cidre?

Je ne sais si Jacques Hébert (ou

son papa!) le conseillerait. Plus

finement misonnées mais moins

évocatrices du jus de la pomme

que celles de la mode de Caen,

ces tripes « en paquets » suppo-

sent bien le vin rouge (ou blanc

pour les amateurs, et je pense ici à

un jassier, par exemple). Et si,

les dégustant sans boire, on se

regalait, en fin, d'un verre de

vieux calvados comme Hébert sait

nous en proposer?

Pourquoi pas? Et, comme

disait Rabelais : tout pour la

tripe!

LA REYNIÈRE.

(1) Et une étoile au nouveau Miché-

lin, ce qui, pour un restaurant ouvert il y

a une dizaine de mois, est rare. Et

mérite, pour une fois!

SEMAINE GOURMANDE

La Côte d'or

à Saulieu

Ce n'est jamais sans émotion

que l'on écrit ces mots. Du

moins lorsque l'on a connu et

aimé le cher Alexandre Dumas,

grand cuisinier s'il en fut. Mais

c'est avec joie, aussi, que l'on

peut reconnaître en Bernard Lo-

iseau un digne successeur. Sans

doute la maison est-elle méta-

morphosée et la cuisine un peu

trop épurée à mon goût (ce bourg

ESCALES

Les gorilles de Dian

Les gorilles des montagnes du Rwanda et du Zaïre sont devenus des vedettes malgré eux, depuis que l'anthropologue américaine Dian Fossey a été assassinée, le 28 décembre 1985, parce qu'elle les défendait contre les braconniers. Sa vie, portée à l'écran dans le film *Gorilles dans la brume*, les fait réapparaître dans l'actualité.

Il vaudrait mieux les laisser en paix. Mais, paradoxalement, leur survie passe peut-être par les visites — discrètes — qu'on peut leur faire. Aujourd'hui, l'Office rwandais du tourisme et des parcs nationaux (ORTPN) distille les autorisations : il faut, en effet, protéger ces animaux en voie de disparition, actuellement au nombre de quelques centaines seulement, et éviter de modifier leur comportement par des contacts trop fréquents avec l'homme.

En France, deux agences de voyages ont les autorisations nécessaires. FNAC Voyages (8, boulevard de Sébastopol 75004 Paris, tél. : 42-71-31-25) pour un circuit « Volcans et gorilles des Virungas », chaîne de montagnes composée de huit grands volcans. Départs le 12 août et le 23 décembre, seize jours, 19850 F. Voyage similaire, plus court, avec Nouvelle Frontière (87, boulevard de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 42-73-10-64) : « Zaïre, gorilles, volcans et réserves ».



MICHAEL NICOLAS/MAGNUM

départs le 20 juillet et le 28 décembre, dix jours, 10790 F. L'« approche », éloignée — des gorilles, est limitée à une journée.

Jazz à bord

Il n'est pas nécessaire d'être militaire, septuagénaire ou oisif pour partir en croisière. Mondo Cruises (catalogue et réservations dans les agences de voyages) l'affirme, qui suggère quatre façons de se jeter à l'eau : d'après le prix, le thème, la destination ou la durée.

Prenant pour critère le thème, nous retenons, à bord de *The Azur*, un bateau de la flotte Chardès, la croisière du jazz avec ses « jam sessions » de blues, gospel, New Orleans, Dixieland. Huit jours, du 13 au 20 mai, de 4200 à 11 650 F, de Nice à Nice. Escales à Barcelone,

Malaga, Palma, Tunis. Presque aux mêmes dates (du 10 au 20 mai), croisière de l'art contemporain, à bord de l'*Odyssée* (flotte Epirotiki). A bord, exposition d'œuvres contemporaines et présence de César, Garouste, ainsi que de conservateurs et critiques d'art : à terre, spectacles dans des sites archéologiques. De 10 560 à 17 370 F, de Venise à Venise, précheminement, excursions et manifestations culturelles inclus.

Intéressantes pour la beauté du paysage, la croisière de la mer Noire (du 31 mai au 11 juin, à partir de 6 270 F) avec escales à Delphes, Istanbul, Yalta et Odessa notamment, et la croisière byzantine (du 29 mars au 8 avril, à partir de 5 420 F, actualité gratuite d'un enfant de moins de seize ans partageant la cabine de ses parents ou de deux adultes) avec huit escales dont Delphes, Mykonos, Istanbul et Izmir.

Brochets d'Irlande

La « République du brochet » attend les pêcheurs. L'Office national du tourisme irlandais invite les connaisseurs à jouer les « pêcheurs-pachas » à bord d'une petite péniche conçue et équipée pour cela : six cabines de deux personnes, chacune avec un cabinet de toilette, et, pour l'après-pêche, une salle à manger, un salon et un bar. Un cuisinier et un steward assurent l'entretien ; un capitaine conduit l'embarcation dans les meilleurs coins.

Il faut savoir que le Shannon n'est pas un fleuve ordinaire. « Il s'écoule en larges lacis émaillés d'îles ». On naviguera dans les endroits les plus poissonneux, que l'on atteindra, une fois jetée l'ancre, en montant à bord de petits dinghys. Une semaine en pension complète coûte 2 200 F environ par personne. Idéal pour un groupe d'amis.

Plus rustique, le séjour au « Centre d'aventure », dans le Connemara, à l'ouest du pays. Un Irlandais passionné de sport y organise des stages de toute sorte : marche à la boussole, voile, surf, canoë, escalade, tir à l'arc. La région est superbe. Forfait avion, logement, pension et cours : 4 000 F environ. Du 10 au 17 juin, ce centre s'ouvre aux handicapés : mêmes activités avec un rythme et un encadrement adaptés. Renseignements sur ces séjours comme sur



R. GYSSSEL/DAP

les liaisons aériennes et maritimes avec l'Irlande auprès de l'Office national du tourisme irlandais (9, bd de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 42-61-84-26).

Routes de France

Quatre départements pour une région qui s'affirme la plus ensoleillée de l'Ouest atlantique : Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne. Au menu : art roman, châteaux, huîtres, fromages, cognac et pinsons. Pour le déguster, la Maison Poutou-Charentais (68-70, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. : 42-22-83-74) propose huit circuits à bicyclette, accessibles à tous les moblois. Une France peu fréquentée mais extrêmement agréable, conviviale et hospitalière. Logement en hôtels modestes ou en auberges, mais surtout en chambres d'hôte. Les prix,

calculés sur la base de deux personnes par chambre, comprennent la demi-pension (petit déjeuner et dîner) et la location d'une bicyclette avec carte et itinéraire. Cela va du week-end dans la Marais poitevin (350 F par personne) aux circuits de sept jours, de ferme en ferme, en Charente-Maritime (1 390 F), en Haute Saintonge (1 390 F) ou autour de Rochefort et des bastions de la côte charentaise (1 682 F), en passant par sept jours de vélo tout terrain à Brossac (1 180 F) ou quatre jours au pays du cognac (535 F).

Paris érudit

L'hôtel George-V prête son cadre à de courts séjours historico-culturels dans la capitale. Séjours « accompagnés » par une conférencière diplômée de l'Ecole du Lou-

vre qui permettra de découvrir les lieux et les hommes avec leur histoire et leurs anecdotes.

Le visiteur a le choix entre deux balades. La première va de l'Hôtel de Ville à la Concorde par le Palais-Royal, la place du Carrousel et les Tuileries. La seconde part des jardins du Luxembourg et se termine à la Conciergerie avec déjeuner obligé au Procope. Deux itinéraires courts mais chargés d'histoire.

Du 1^{er} avril au 31 octobre 1989, 3 543 F par personne pour deux nuits en chambre double avec petit déjeuner. Ces promenades peuvent être faites avec commentaires en italien, anglais, allemand, espagnol, portugais et japonais. Autres possibilités : les filaires parisiennes ou le Paris d'un Parisien. Quatre itinéraires : le Paris des dix-septième et dix-huitième siècles, une promenade dans le Marais avec ses hôtels particuliers devenus musées, ses antiquaires et les nouveaux créateurs de mode ; le Paris du dix-neuvième siècle ou « comment traverser Paris sans se mouiller » ; à travers les passages couverts toujours très animés jusqu'au Musée d'Orsay ; le Paris contemporain (Opéra-Bastille, Institut du monde arabe, pyramide du Louvre, Arche de la Défense) ; le Louvre et ses aménagements. Mêmes conditions que précédemment pour un prix de 3 765 F. Réservations à l'hôtel George-V (tél. : 47-23-54-00) ou au bureau Trusthouse Fortes à Paris (tél. : 42-61-10-65).

VOYAGE

Dictionnaire vénitien

(Suite de la page 15.)

Il dut se contenter de dessiner San-Giorgio, le Redentore, et San-Francesco-della-Vigna. Lorsque l'on circule en bateau dans le bassin de San-Marco, on peut voir de quelle manière l'architecture de San-Giorgio propose une succession de perspectives qui semblent étrangères les unes aux autres, comme s'il s'agissait d'une addition de bâtiments différents.

PAQUEBOTS : et soudain, ils sont là au milieu de la ville, blancs, gigantesques, le murelement de leurs sirènes soufflant sur les âmes nostalgiques, ils entrent dans l'architecture, ils partent vers l'Orient.

QUERINI STAMPALIA : original, noble, célibataire, il n'a jamais laissé personne pénétrer dans son palais. A sa mort, en 1869, il en fait don au public pour y installer une bibliothèque et une pinacothèque, à condition qu'elles res-

tent ouvertes lorsque les établissements similaires seraient fermés. La bibliothèque fait les délices des écrivains français au début du siècle. Paul Morand vient y lire les journaux de France. On peut encore les consulter aujourd'hui. On y trouve aussi des lettres de Voltaire, obséquieuses avec les princes : « Je baise vos mains sacrées... » ; un cardinal Angelo Maria Querini ; des lettres de Casanova ; un *Libro del sarto*, un des premiers albums de mode connu. Dans la pinacothèque, une des nombreuses *Madonna col bambino* de Giovanni Bellini, une chaise de Pietro Longhi, et un portrait très tendre de Paola Priuli Querini par Jacopo Palma il Vecchio. Les jardins ont été redessinés en 1963-1965 par l'architecte vénitien Carlo Scarpa, qui a également redistribué et décoré les espaces intérieurs.

REMORQUEURS DE HAUTE MER : assis sur l'eau dans une odeur de graisse chaude, devant le Londra Palace, quai des Esclavons, ils s'appellent : *Geminus, Ausus, Sirius, Validus, Pardus, Sirenum*. Qui baptise les remorqueurs ? Puissants, disponibles, ils attendent des naufrages ou des cargos à mettre à quai.

RADICCHIO : salade rouge amère de la région de Trévise, connue en France sous ce nom. Les Vénitiens la font griller au feu de bois.

SAINT GEORGES : apparaît deux fois à Venise dans l'œuvre de Carpaccio. Je vais de l'un à l'autre depuis des années, de la Scuola de San-Georgio-degli-Schiavoni à la salle conciliaire de la basilique de San-Georgio. Entre les deux tableaux, Carpaccio a pris de la fermeté dans le trait, de l'audace dans la représentation. Tout est plus convaincant à San-Georgio-degli-Schiavoni : le saint, sa chevelure, le cheval, sa crinière, la pourpre du harnachement, les dents du dragon, les débris de cadavres. Le meilleur guide de ce spectacle est Ruskin : « ...Aucun dragon jamais représenté parmi tous les reptiles mortels et jamais chevalier de l'immortelle chevalerie ne furent si parfaits que ces deux-là, chacun dans son espèce. » (*Le Repos de Saint Marc*).

SORPRESSA : le gros saucisson de Vicence a un goût différent selon l'endroit où on le consomme, à Venise ou à Padoue, à Bassano-del-Grappa ou à Asolo.

SCIOPERO : la grève. Elle sévit ici ou là, de manière endémique. Ici elle ferme un musée, là ralentit un train, ferme un jardin, arrête la poste.

SAN-BARTOLOMEO ET SAN-LUCA : les camps où les Vénitiens pratiquent la *passaggiata* de 18 heures à 19 heures, qu'il vente ou qu'il pleuve. A 19 h 30, tout le monde est à la maison. Les rues vides. Et encore pour les horaires : à 11 heures le casse-croûte se prend au bar à vin (il n'y a que peu de cafés à Venise et ils sont fréquentés par les touristes). Les administrations sont ouvertes de 8 heures à 14 heures tous les jours, sauf le dimanche.

TRATTORIA DA RENÒ : le patron ressemble à Jean Renoir dans la

Règle du jeu. Le voir couper le jambon, avec son regard de scaphandrier, sur sa machine infernale, mesure les coups les plus étirés. Je le fréquente pour son *bolito di manzo* (bouilli de bœuf) et les *torrellini al ragu*. Le patron, par simple entêtement, refuse de faire le *bolito misto* (bouilli de viandes mélangées) et par paresse refuse de servir la *salsa verde* (menthe, persil, huile d'olive...). Il y a des chambres à l'étage, je n'ai jamais été voir. Adresse : Ponte Santi-Apostoli 5642.

CARLO SCARPA : architecte vénitien contemporain, mort en 1979, fils d'une couturière. Œuvres : la fondation Querini-Stampalia, l'aménagement de la Ca Foscari et le cimetière Brion-Vega à San-Vito d'Altivole. Devient à la mode depuis sa mort. Une architecte iranienne, Nasrine Faghi, son élève, travaille en France dans son esprit. Elle est l'auteur du Restaurant de l'Horloge au Musée d'Orsay.

TRAMISU : littéralement, relève-moi, un gâteau, une curiosité à mon avis, mais pas une gâterie. On y additionnerait du chocolat et du mascarpone. Fut inventé il y a dix ans dans le nord de l'Italie.

VENEZIA FORMA URBIS : un portefeuille de cent quatre-vingt-six photos aériennes à l'échelle de 1/8000^e pour étudier Venise à la loupe. (Marillio Editore).

VOLPI : le comte Volpi, inventeur de Porto-Marghera, le port pétrolier de Venise, après la première guerre mondiale.

VÉNITIEN : langue qui ressemble au catalan avec beaucoup de X, qui n'existent pas en italien.

ZATTERE : quais exposés au sud, face à la Giudecca, pour prendre son repas de midi, au soleil et manger les meilleures glaces de la ville.

ALAIN HERVÉ.

RESIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

VENISE A LOUER

Luxueux mini-appartements entièrement aménagés. Quartier Saint-Marc centre. 3/5 personnes. Séjour minimum : une semaine. Appartement luxueux entièrement aménagé. Vue sur le Grand Canal. Séjour minimum : une semaine. Tél. 193941/5228933. Télécopie : 193941/5203721.

BOURGAIN-JALLIEU 20^e de LYON

VILLA TS jumelle Dans lotissement « VERT VILLAGE » 3 ch., salon, séjour, s. de b., 2 w.c., garage. 89 m² habitables sur 480 m² de terrain. A 5^e commerces, école et bus. 420 000 F. Tél. 74-93-68-13.

MOIS DE MAI : JOUEZ L'ÉVASION !

Le calendrier 1989 offre l'occasion rêvée de s'échapper quelques jours, et de goûter au dépaysement que procure une croisière en mer ; Ainsi FRANTOUR VOYAGES a tout spécialement affrété l'ENRICO COSTA, et vous propose une croisière en Méditerranée du 5 au 11 mai. Escales à MONASTIR, MALTE, CAPRI, ELBE (Porto Ferro). De 4 180 F à 7 830 F, départ et arrivée à VILLEFRANCHE. Conditions tarifaires spéciales pour rejoindre le port, au départ de toutes les gares SNCF.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

- Toutes les agences de voyages, dont les 46 agences FRANTOUR TOURISME.
- Par téléphone, Sophie : 45-63-03-14.
- Par correspondance : FRANTOUR VOYAGES : BP 62-08, 75362 PARIS CEDEX 08

SÉNÉGAL/GAMBIE

Prix à partir de : 2 180 F

1 semaine en BUNGALOW/PLAGE

Prix à partir de : 3.680 F

uniclam voyages

63, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris. - Tél. : 43-29-12-36
Grenoble. Tél. : 76-46-00-08 Lilla. Tél. : 20-30-98-20
Lyon. Tél. : 78-42-75-85 Toulouse. Tél. : 61-22-88-80
Strasbourg. Tél. : 88-35-30-67 Bordeaux. Tél. : 56-44-44-91
Mulhouse. Tél. : 89-56-10-21.

VACANCES FABULEUSES

Fais moi voir l'Amérique!

Le spécialiste du voyage accompagné aux U.S.A. vous propose

L'OUEST DES ETATS-UNIS
LE NORD-EST ET LE CANADA
FLORIDE
LOUISIANE

CIRCUITS ACCOMPAGNÉS
PARIS/PARIS
à partir de
13590F
1^{er} départ : 26 Mars 1989

Pour tout savoir demandez des détails à votre agent de voyage qui vous remettra nos brochures.

1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. : (1) 42.66.41.76

Loisirs

Le deuxième Salon international du cycle

Quand la « petite reine » donne un rendez-vous

Le deuxième Salon international du cycle se tient à Paris, au Parc des expositions de la porte de Versailles (hall 5), du 17 au 22 mars. Après le franc succès rencontré lors du Salon 1987 qui s'était tenu au Parc Floral de Vincennes, cette manifestation, qui reflète un engouement de plus en plus affirmé pour la « petite reine », se devait d'envisager un lieu de rassemblement plus vaste. C'est donc chose faite, et les professionnels de l'industrie

du cycle autant que les amateurs pourront ainsi se retrouver.

Quelque deux cents entreprises représentant dix-huit nations seront là, qui permettront de voir à quel point, sans grand bruit, le vélo évolue. Matériaux (alu, magnésium, titane, carbone...), pneumatiques (Hutchinson notamment, avec une sous-conche sous la bande de roulement qui évite bien des crevais-

sons), accessoires (les fameuses pédales de Time, dont la configuration élimine un maximum d'efforts inutiles), vêtements et autres chaussures... autant de progrès qui font, si l'on peut dire, avancer la bicyclette, cette déjà vieille dame toujours jeune.

Le marché mondial, s'il reste stable, obéit néanmoins à toutes ces nouveautés, et il ne fait plus guère de doute que, passée l'heure de la simple mode, les amateurs eux-mêmes sont

de plus en plus sensibles aux améliorations que les industriels du cycle mettent au point.

Les « grands » du vélo (Peugeot, Motobécane, Raleigh), mais aussi les petites entreprises qui se consacrent aux cycles, donnent donc pendant cinq jours l'occasion à chacun de constater à quel point la bicyclette reste vivante. Un beau rendez-vous.

C. L.

Le vélo tout terrain à l'assaut des cimes

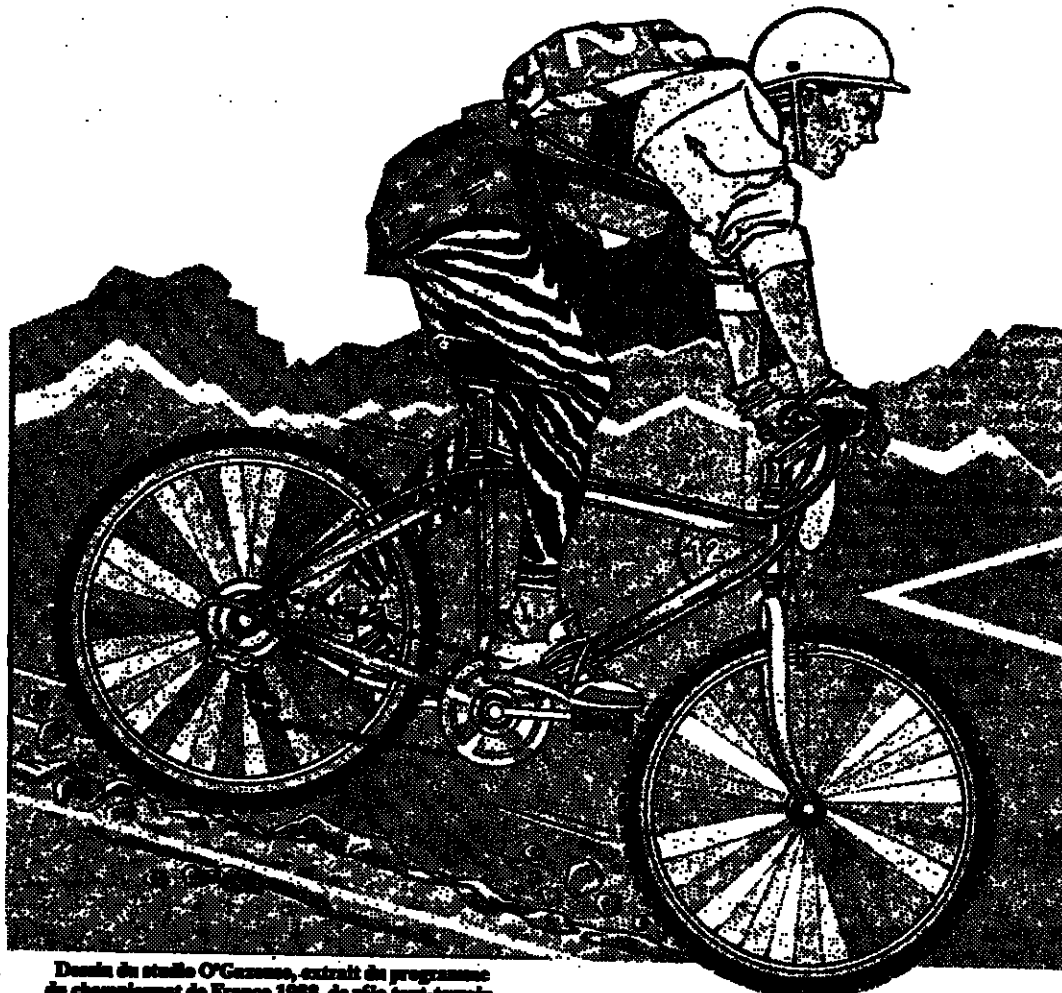
DEPUIS plus d'un an, une mode venue d'Amérique a redonné un sérieux coup de jeune à la bicyclette. Le vélo tout terrain (VTT), fait un véritable boum en France. Il est vrai qu'une fois de plus les Américains ont réuni, avec ce qu'ils appellent le « mountain bike », tous les atouts de la séduction dans le domaine des sports-loisirs modernes : nature, « look » et plaisir. Avec un VTT on peut aller partout : emprunter les sentiers forestiers, les chemins de grande randonnée, les pentes de montagne, rouler dans les dunes, sur l'herbe, au fond des ruisseaux...

Malgré les fortes démultiplications, c'est souvent un effort physique intense, même si une randonnée d'amateurs se parcourt seulement à 10 kilomètres à l'heure de moyenne. En VTT, la récompense pour les ascensions difficiles sur les plus petits rapports, ce sont les pentes herbeuses et les chemins forestiers dévalés debout sur les pédales, les jambes et les bras comme des ressorts pour amortir les inégalités du terrain.

Un nouveau mode de vie

Le VTT est un sport-plaisir, c'est un nouveau mode de vie et peut-être une façon de paraître. On ne ressemble pas à un randonneur en jogging et en baskets. Au contraire, on met un colant aux rayures fluo, un blouson en Gore-tex, « la nouvelle matière qui respire », avec un sac à dos en nylon aux couleurs acidulées. Sur la tête, un casque en plastique. Un look finalement plus proche de celui des princes de l'escalade que de celui des rois du vélo.

C'est peut-être pourquoi il y a si peu de cyclistes traditionnels parmi les nouveaux venus au VTT. Ce sont plutôt des cadres de



Donnée du studio O'Gorman, extrait du programme du championnat de France 1988, du vélo tout-terrain.

vingt-cinq à quarante ans à l'affût des nouveautés. Ce sont aussi des femmes qui, pour une fois, trouvent plaisir à accompagner leur mari. Même les enfants, allergiques jusqu'à présent aux promenades du dimanche, se laissent convaincre.

Tous ont été séduits par l'aspect avantageux du VTT.

C'est un bel objet. Et on peut même s'appuyer sur la très officielle garantie de la Chambre syndicale du cycle pour s'assurer de la qualité de sa fabrication. Le cadre et la fourche sont renforcés. Les soudures entre les tubes sont réalisées avec un soin tout particulier. Le freinage devant être très efficace, il a fallu inventer de nouveaux procédés. Les pneus à

crampons permettent d'affronter n'importe quelle nature de terrain.

L'apparition des « city bikes »

Mais, ce qui fait la qualité d'un VTT, ce qui permet à son utilisateur de franchir presque tous les

obstacles naturels, c'est son dérailleur. Avec deux commandes indexées placées sur le guidon (comment n'y avait-on pensé plus tôt pour les autres bicyclettes ?), on peut en jouant sur les trois plateaux et sur les six vitesses choisir instantanément l'un des dix-huit rapports.

Des confortables poignées sur le guidon droit à la selle rembourrée, jusqu'au moyeu étanche pour rouler dans l'eau, le VTT apporte quelque chose de nouveau au plaisir de la bicyclette. C'est si vrai que l'on voit maintenant dans les villes des « city bikes ». Ce sont des VTT adaptés à la circulation urbaine. Véritable succès quand on se souvient qu'au début du phénomène l'engin n'était uti-

lisé que pour dévaler les pentes de montagne.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

★ Les prix des vélos tout terrain varient entre 1 500 et 10 000 F. Des différences justifiées par la qualité des matériaux (et des accessoires). Dès les premiers prix, on trouve du matériel fiable. Mais attention : en cas d'usage intense (montagne en particulier) les risques de casse sont plus importants et le matériel doit être robuste, donc cher.

★ La Commission nationale du vélo tout terrain (née du mariage entre l'Association française de Mountain Bike et la Fédération française de cyclisme), CNVTT : 3, Villa des Sablons - 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél : 46-24-48-53.

Le marché par segment et son évolution

Type de pratique	Motivation principale	Part du marché	Evolution en volume
Compétition	Performance	10 %	Stable
Cycle-sportif	Déplacement de soi	45 %	Légère progression
Randonnée	Confort	35 %	Stable
VTT	Nature	10 %	Forte progression

Les principaux marchés de cycles dans le monde

PAYS	Ventes annuelles de vélos	Part
USA	8 900 000	70 000 000
JAPON	7 500 000	
ALLEMAGNE	2 731 000	
FRANCE	2 000 000	19 000 000
GRANDE-BRETAGNE	1 524 263	
ITALIE	1 045 540	
PAYS-BAS	850 000	
CORÉE	489 429	
SUEDE	457 546	
DANEMARK	443 616	
AUSTRALIE	400 000	
AUTRICHE	375 201	
SUISSE	369 319	
BELGIQUE-LUXEMBOURG	306 751	
FINLANDE	289 326	
PORTUGAL	122 557	

(Sans compter la Chine, soit un parc d'environ 300 millions de vélos.)

SACHS INDUSTRIES AU SALON DU CYCLE

Du 17 au 22 mars, au Parc des expositions, porte de Versailles, SACHS INDUSTRIES, leader européen de la transmission de cycle et des compteurs de vitesse, invite amateurs et professionnels à découvrir et essayer sur place ses tout nouveaux groupes de transmission ARIS (100 % indexés, version course, tourisme, VTT, etc.). Egalement à voir : le ROAD MONITOR, le dernier des compteurs électroniques SACHS-HURET.

17-22 MARS - STAND J18/K17



SALON INTERNATIONAL DU CYCLE PARIS 17-22 MARS '89

PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS PORTE DE VERSAILLES



TOUS LES JOURS : 10 H - 19 H.
VENDREDI 17 ET LUNDI 20 : 12 H - 19 H MATINÉES
PROFESSIONNELLES LES 17 ET 20 MARS : 10 H - 12 H
OIP, 62, RUE DE MIROMESNIL, 75008 PARIS.
TEL. (1) 45-62-84-58. INFORMATIONS MINITEL.
38-16 Code SALONS.



Nouveau, stable, économique et silencieux, le tricycle électronique « EVASION ».



Pour tout renseignement s'adresser à :
AIEH LE CONFORTABLE
Puyimclan
47350 SEYCHES
Tél : 53-83-65-39.

RALEIGH

VTT • COURSE • TOURISME • ENFANTS
SALON DU CYCLE • STAND B18 - D17 • TEL. (1) 30 90 25 45

Sports

BOXE : la mort de David Thio

Ring barbare

Trois semaines après la conquête du titre mondial par Thierry Jacquot, et quatre jours après celle de Fabrice Benichou, la boxe professionnelle a connu avec la mort de David Thio un drame qui remet en question ce sport. Le poids d'homme ayant été refusé par les médecins, le parquet de Lyon a demandé l'ouverture d'une information judiciaire pour « rechercher les causes de la mort » du jeune Ivoirien.

CERTAINES morts comptent plus que d'autres. Celle de David Thio en est le parfait exemple. Le décès du boxeur ivoirien après dix jours de coma n'est pas comparable à la disparition en mer d'un navigateur solitaire, à l'assassinat d'un homme, à l'avalanche, à la chute d'un libérateur en plein air, à la dislocation d'une formule 1.

Il y a eu moins de décès sur les rings depuis qu'un siècle dernier le marquis de Queensberry a codifié les règles de « l'écriture du poing » ; il y en a moins que chaque année en montagne, sur les océans ou sur les circuits automobiles. Mais la mort d'un boxeur interpellera toujours plus que celle de tout autre sportif. Car s'il y a une fatalité dans ce drame, ce n'est pas celle invoquée par l'entourage de l'ancien champion d'Abidjan. La boxe est un sport mortifère dont l'essence est aussi barbare que celle de la corrida. Il ne s'agit pas de battre un adversaire mais de l'abattre. Bref, il n'y a rien de naturel dans les risques que le « noble art » fait courir à ceux qui le pratiquent professionnellement.

Entre les cordes du ring, le pugiliste est comme le prisonnier entre les murs d'une cellule : au cours de cet enfermement, il purge une peine

qui lui laissera des traumatismes irréversibles. A force d'être martelés par les boules de cuir chères à Claude Nougare, les hémisphères cérébraux des boxeurs s'écartent comme les continents à la dérive. On dit communément de ces pugilistes éprouvés par trop de combats qu'ils ont « du potage » dans le crâne. Concrètement, leur élocution est difficile, leurs sens de l'équilibre précaires, leur ouïe ou leur vue brouillées. Et ce ne sont que quelques maux puisque plus de trois cents boxeurs ne se sont jamais réveillés du KO qui les avait plongés dans le coma.

Jusqu'à présent, peu de gouvernements ont tiré, comme en Suède, les conclusions logiques d'une telle situation. La boxe professionnelle n'est interdite que dans une poignée de pays pour des raisons médicales. Dans les pays de l'Est, c'est plus le professionnalisme qui est interdit que la boxe. Les responsables politiques veulent-ils éviter un débat public sur un sport qui suscite trop de fantasmes ? La boxe est-elle un mal nécessaire, une soupe de sécurité à certaines pulsions sociales obscures ?

Il y a chez certains intellectuels, comme chez des hommes d'affaires et des vedettes, une véritable fascination pour ces combats. Pour beaucoup de défavorisés, comme l'était Thio en Afrique, comme le sont des centaines de « chicanos » en Amérique latine ou les gamins du Bronx, qui grognent dans les salles de New-York, la boxe est la seule chance d'ascension sociale.

Faut-il laisser faire pour autant ? S'il n'est pas possible d'interdire la boxe, il serait pour le moins urgent d'y mettre de l'ordre. Il y a trop d'amateurs dans ce sport qui se veut professionnel. A Lyon, le médecin qui est intervenu auprès de Thio n'avait jamais assisté auparavant à un combat. L'arbitre était trop peu expérimenté pour apprécier l'état de fatigue du jeune Ivoirien et mettre un terme au combat. Quant au manager, il ne s'en est même pas aperçu et n'a pas jeté l'éponge. Il ne serait pas acceptable que les mêmes hommes puissent revenir au bord d'un ring en risquant de commettre les mêmes erreurs.

La Fédération française de boxe a des responsabilités dans ce domaine. Elle ne doit pas se contenter de percevoir des royalties sur les réunions. Elle doit prendre toutes les garanties pour que les conditions de tels drames ne soient plus réunies. Et si cette tâche est au-dessus de ses forces ou de ses compétences, il est urgent que les pouvoirs publics interviennent autrement que par le biais de la fiscalité. Le suivi médical des boxeurs, la moralité de certains organisateurs, sont trop souvent douteux pour qu'il n'y ait pas fatalement des accidents. Cette fatalité n'est que laxisme.

ALAIN GIRAUDD.

Grisé par le succès ?

ABIDJAN
Correspondance

DAVID THIO est devenu un symbole dans les faubourgs d'Abidjan, celui d'un « petit gars » transformé en martyr. La presse ivoirienne s'est lancée dans une attaque en règle contre l'entraîneur de David Thio, Jean-Marc Perono. Celui-ci est présenté comme le directeur d'une agence de travail temporaire, avait été recruté en 1983 par Roger Abinader, confiseur ivoirien d'origine libanaise, comme directeur sportif de son club. Le retour en France de M. Perono en 1986 serait consécutif à une brouille avec son employeur. M. Abinader qui reprochait à M. Perono d'avoir profité de la crédulité d'un autre boxeur, l'Ivoirien-Maliens Mary Konate, analphabète, pour lui soutirer de l'argent.

Au-delà des polémiques, la mort de David Thio a profondément touché sa famille, qui portait tout ses espoirs sur lui. Issu d'un milieu très pauvre, David Thio est né le

30 décembre 1966 à Katiola, une bourgade du centre de la Côte d'Ivoire. Le petit « Koussou » (surnom donné à David, car il a vu le jour un mercredi) devient apprenti mécanicien puis tiler. Au début des années 80, la famille de David s'est installée à Koumassi, un quartier populaire d'Abidjan. Sa mère, remarquée pour la troisième fois, vend des bananes frites sur la trottoir devant la maison. La rue grouille d'enfants qui jouent le plus souvent dans les caniveaux. Comme de nombreux jeunes de son âge, David Thio apporte sa contribution pour faire vivre ses nombreux frères et sœurs. Il a commencé sa carrière de boxeur à Abidjan en 1984. Jean-Marc Perono, alors entraîneur sportif du club Abinader, remarque très vite les talents prometteurs du jeune Thio. Après dix-huit victoires en dix-huit combats, il est laissé gisant par la considération qu'on lui accordait ? Pour ses amis à Abidjan, le drame de David est « qu'on a trop vite pressé le citron ».

ROBERT MINANGUY.

Un entretien avec Hein Verbruggen

Le cyclisme s'offre une Coupe du monde

Milan-San-Remo, qui a lieu samedi 18 mars, sera non seulement la première « classique » cycliste de la saison, mais aussi la première manche de la Coupe du monde individuelle. Ce nouveau trophée est, pour son organisateur, le président de la Fédération internationale du cyclisme professionnel (FICP), le Néerlandais Hein Verbruggen, l'instrument d'une modernisation du sport cycliste.

« Q UELLS objectifs poursuivrez-vous en créant la Coupe du monde individuelle de cyclisme ?

— D'une part, fournir une certaine protection aux « monuments » du cyclisme, aux cinq ou six grandes courses du calendrier, comme Milan-San-Remo, Paris-Roubaix, ou le Tour de France. D'autre part accélérer la mondialisation de notre sport en offrant à des pays « nouveaux » en matière de cyclisme des courses d'un haut niveau. Notre modèle en la matière a été le championnat du monde de formule 1, dont des épreuves ont été disputées aussi bien en Haïgrie qu'en Japon et au Brésil. Le problème du cyclisme professionnel, c'est que 60 % des épreuves se disputent dans les trois grands pays qui sont ses bases : la France, la Belgique et l'Italie.

— Les coureurs, les équipes ne ressentent pas le besoin de sortir de ce cadre : ils y trouvent suffisamment de compétitions. La Coupe du monde est pour nous un outil pour les forcer à aller dans d'autres pays. Cela semble fonctionner puisque les meilleures équipes actuelles expriment le désir de participer aux épreuves de la Coupe du monde, ce qui va permettre dès cette année d'offrir des courses d'un niveau intéressant au Canada et à la Grande-Bretagne, par exemple.

— Pensez-vous que cette initiative peut sauver le cyclisme d'un lent déclin ?

— Il y a actuellement une évolution générale du sport que nous, dirigeants, devons observer avec des yeux de gestionnaires. Le cyclisme ne vit que par ses sponsors, il ne tire aucun revenu de son public, à la différence de la plupart des autres disciplines. Pour intéresser nos sponsors, pour leur garantir certaines retombées, il nous faut absolument maintenir, voire accroître notre audience.

— Dans certains pays, le cyclisme perd du terrain. Nous voulons donc lui redonner plus d'attrait. Il se trouve par hasard que je suis moi-

même consultant en marketing et nous avons développé un raisonnement de marketing : les spectateurs attirent les sponsors, ceux-ci amènent de l'argent, les moyens permettent d'intéresser les pratiquants et favorisent l'émergence de vedettes, les vedettes attirent les spectateurs.

— Doit-on vous considérer comme l'inspirateur ou l'inventeur de cette Coupe du monde ?

— Mais je n'ai rien inventé ! Tout existait, ou presque : un classement FICP des coureurs, du même modèle que le classement ATP en tennis, fonctionne depuis quelques années. Une Coupe du monde par équipes également. Tout ce que nous avons fait, c'est de mettre en relation tous ces éléments, de créer une Coupe du monde individuelle qui désignera le « roi » des classiques, des courses d'un jour. Mais au fond, le plus important et le plus significatif, c'est le classement FICP que je viens d'évoquer et qui représente la vraie hiérarchie : Sean Kelly, Charly Mottet et Steven Rooks ne sont actuellement les leaders.

Les Soviétiques
absents

— Il est curieux de noter que les Soviétiques, qui ont créé l'échecement cette année en montant une équipe professionnelle, ne sont pas conviés à participer à cette Coupe du monde.

— Nous n'allons pas bouleverser notre système pour quelques coureurs soviétiques ! Qu'ils prouvent qu'ils ont le niveau requis, qu'ils mar-

quent des points ! Nous avons un règlement et nous devons le respecter. Pourquoi faire une exception en sélectionnant l'équipe soviétique ? Il y a 175 épreuves au calendrier international, et les Soviétiques peuvent participer à 163 d'entre elles, dont les Tours de France, d'Italie et d'Espagne.

— Avec le refus d'admettre la nouvelle épreuve Paris-Moscou au calendrier professionnel, refus qui a conduit à l'annulation de Paris-Moscou, on a néanmoins l'impression que le secteur professionnel ne tient pas à répondre à la démarche des Soviétiques.

— L'idée de Paris-Moscou est quelque chose de formidable car en prenant la place de la Course de la paix, la plus grande épreuve du calendrier amateur, elle garantirait la présence des meilleurs coureurs amateurs des pays de l'Est. Mais elle nécessiterait également la participation des meilleurs coureurs professionnels.

— A notre demande, les organisateurs français nous avaient donc assuré, en août 1988, qu'ils obtiendraient l'accord des meilleures équipes professionnelles. Quand ils sont revenus voir en novembre dernier, ils n'avaient rien à nous soumettre : nous leur avons donné un nouveau délai jusqu'en janvier, mais ils n'ont pu alors nous présenter qu'un accord sous condition de Système U, la formation de Laurent Fignon, et quelques lettres d'intention d'équipes mineures. Or nous ne voulions pas laisser ridiculiser le secteur professionnel et nous avons été

conduits à refuser à cette épreuve le statut open.

— Mais ce n'est pas nous qui avons refusé cette splendide initiative ! Ce sont les organisateurs qui ont commis la bêtise de la placer au beau milieu des Tours d'Espagne et d'Italie, se privant d'entrée de la participation des meilleures équipes du monde. Je me suis d'ailleurs laissé dire que les fédérations des pays de l'Est n'ont pas été mécontentes de récupérer leur Course de la paix.

Propos recueillis par
GILLES VAN KOTE.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON
DE LA MARQUE ALCOOTEST
La cour d'appel de Paris a, par arrêt du 8 décembre 1988, condamné la société CONTRALCO et l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES AUTOMOBILES CLUBS pour contrefaçon de la marque ALCOOTEST appartenant à la société DRAGERWERK (RFA).

Disant la société DRAGERWERK bien fondée en son appel. Infirmer le jugement. En conséquence, dire que l'arrêt par la société CONTRALCO et par l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES AUTOMOBILES CLUBS de la dénomination ALCOOTEST, constituant la contrefaçon de la marque ALCOOTEST dont la société DRAGERWERK est propriétaire.

Leur interdit de faire usage à quelque titre et sous quelque forme que ce soit de la dénomination ALCOOTEST ou ALCOOTEST, soit attributaire de 1 000 F par infraction constatée à compter de l'arrêt.

Ordonne la destruction de tous les échantillons en possession de CONTRALCO ou de l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES AUTOMOBILES CLUBS et de ceux détenus par des tiers mais non encore payés, comportant la dénomination ALCOOTEST aux frais in solidum des condamnés et sous astreinte de 1 000 F par jour de retard.

Les condamnés à payer à DRAGERWERK, à titre de provision à valoir sur la réparation de son préjudice, la somme de 400 000 F et désigne M. P., à l'effet de procéder à une expertise comptable avec mission de déterminer le nombre d'échantillons comportant la dénomination ALCOOTEST, commercialisés par les condamnés dans les trois ans précédant la date de l'assignation et jusqu'à la clôture des opérations d'expertise ainsi que le chiffre d'affaires réalisés et les marges bénéficiaires pratiquées.

Ordonne la publication de l'arrêt dans six journaux ou revues, au choix de DRAGERWERK, et aux frais in solidum des condamnés.

Les condamnés in solidum à payer à DRAGERWERK la somme de 30 000 F (art. 700) et aux dépens de première instance et d'appel.

Pour extrait.

AUTOMOBILISME : les essais
du Grand Prix du Brésil

Philippe Streiff paralysé à la suite d'une sortie de piste

Victime d'une très violente sortie de piste, mercredi 15 mars sur le circuit de Rio-de-Janeiro où il effectuait des essais de pneus avant le Grand Prix du Brésil de formule 1 automobile, le pilote français Philippe Streiff se trouve totalement paralysé des membres inférieurs et supérieurs.

C'est dans une courbe que le pilote de l'écurie AGS a perdu le contrôle de sa monoplace et a heurté le rail de protection à près de 200 km/h. La voiture a alors effectué un vol plané à l'envers avant de s'écraser à 80 mètres du premier impact.

Philippe Streiff, dont le casque s'était brisé en deux, avait été transporté par hélicoptère à la clinique Sao-Vicente où les médecins avaient diagnostiqué des fractures de la clavicule droite et de l'omoplate gauche, une luxation de deux vertèbres cervicales et un tassement d'une vertèbre dorsale. Quelques heures plus

tard, il était opéré pour réduire la luxation cervicale des 4^e et 5^e vertèbres à l'origine d'une lésion médullaire par la pose d'une broche d'acier de 5 cm. C'est jeudi matin que le professeur Carlos Giesta a annoncé la tétraplégie et a qualifié l'état de santé du pilote « d'imprévisible et réservé ».

Agé de trente-trois ans, le pilote grenoblois avait effectué ses débuts en formule 1 avec Renault au Grand Prix du Portugal en 1984. Il avait ensuite conduit pour Ligier avec qui il avait obtenu son meilleur résultat en prenant la troisième place du Grand Prix d'Australie en 1985. Après deux saisons chez Tyrrell, il était revenu en France chez AGS en 1988. En plus de son programme en formule 1, Philippe Streiff espérait disputer cette année les 24 Heures du Mans où il avait déjà terminé deuxième en 1981 (Rondeau) et troisième en 1984 (Porsche).

PATINAGE ARTISTIQUE

Canada Ice



Ils étaient trois à rivaliser d'adresse sur la glace du Palais omnisports de Paris-Bercy, jeudi 16 mars, pour s'emparer du trophée de Brian Bortone. Le Soviétique Alexandre Fedeev a perdu toutes ses chances en chutant au terme d'une triple boucle. Il ne restait plus en lice que deux enfants du Nouveau Continent, Christopher Bowman, l'Américain de vingt et un ans, et Kurt Browning, le Canadien, de quelques mois plus âgé. Le chœur n'était pas au rendez-vous, dans une salle à moitié pleine, et seul quelques points supplémentaires ont permis de sacrer Kurt Browning, le premier compétiteur à avoir réussi une quadruple boucle piquée.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme Championnats du monde de cross-country. — Dimanche 19 mars à Stavanger (Norvège).	Patinage artistique Championnats du monde. — Jusqu'au dimanche 19 mars au Palais omnisports de Paris-Bercy. TF 1, samedi 18 mars à 23 h 30 ; A 2, dimanche 19 mars à 16 h 35.
Basket-ball Championnat de France. — Samedi 18 mars, quatorzième journée retour.	Rugby Tournoi des Cinq Nations. — Samedi 18 mars au Parc des princes : France-Ecosse, A 2, à 15 heures et à partir de 16 h 25 ; Galles-Angleterre, à Cardiff.
Cyclisme Milan-San-Remo. — Samedi 18 mars.	Ski alpin Championnats de France. — Du vendredi 17 au samedi 25 mars, à la Faux-d'Allos (Alpes du Sud).
Football Championnat de France. — Samedi 18 mars, trentième journée.	Tennis Tournoi de Key Biscayne (Etats-Unis). — Du jeudi 20 mars au dimanche 2 avril.
Lutte Championnats de France de lutte gréco-romaine. — Jusqu'au dimanche 19 mars à Lyon.	
Natation Championnats de France « hiver ». — Jusqu'au dimanche 19 mars à Forbach.	

Culture

MUSIQUE

Xenakis à Bruxelles

Les espaces indéfinis de l'avenir

Ars Musica
a superbement fêté
l'anné Xenakis,
pivot de ce nouveau festival
de musique moderne.

Les montagnes poussent autour de nous, parfois, sans que nous nous en apercevions; qui ne serait stupéfait, par exemple, de constater qu'en trente-cinq ans, de *Metastasis* à *Warg*, Xenakis a écrit une œuvre colossale, quatre-vingt-neuf partitions, dont seize ont été jouées ces dernières années, comme l'a fait remarquer Harry Halbreich ?

On ne semble guère s'en préoccuper à Paris depuis le beau cycle de 1977, tandis que Turin en septembre 1988 et Bruxelles ces jours-ci ont fait du compositeur le pivot de leurs festivals de musique contemporaine. Mieux, un groupe d'instrumentistes néerlandais l'a choisi comme patron, et l'Ensemble Xenakis, donc, dirigé par Arturo Tamayo de manière aussi vigoureuse que lumineuse, a magistralement illustré dans la capitale belge la trajectoire de cette œuvre rectiligne qui, à la manière de *Liszt*, « lance son javalon dans les espaces indéfinis de l'avenir ».

Cette musique, en effet, jaillit en permanence d'une sorte d'univers en fusion qui crache de rudes matériaux, mais elle paraît modelée par son démiurge avec une maîtrise toujours plus flagrante.

Dans *Anaktoria* (1968) pour octuor, dont le titre signifie « belle comme un palais », c'est encore un être féroce, même si déjà des timbres d'une étrange douceur, des

murmures, de longues vibrations se mêlent aux épisodes ascétiques.

Quel chemin parcouru avec *Pallapaest* (1979), une sorte de concerto grosso, de jeu volubile sur une trame de plus en plus dense, où le trio d'anches, le cor, le piano, les percussions et le quintette à cordes viennent mêler leurs merveilleuses couleurs !

Khal Farr (1983) pour quintette de cuivres et percussions apparaît au contraire comme une confrontation de monstres froids qui se heurtent avec violence. Je préfère les jeux éblouissants de *Thaltein* (1984) pour dix instruments, d'une vie fourmillante à l'intérieur d'une logique rigoureuse, où le langage serré n'exclut pas une vitalité dionysiaque.

On retrouvait cette plénitude musicale et humaine, pendant une table ronde autour de Xenakis, dans l'enregistrement de *Kegrops* (1986), le troisième concerto pour piano, interprété par Roger Woodward, une œuvre véritablement cosmique (comme *Terratektori* ou *Nomes Gomme*), un océan avec ses vagues, ses rumeurs, ses tempêtes, dominée par un piano gigantesque.

Au soir de cette longue journée (de 10 heures à 23 heures !), l'excellent Ensemble Musiques nouvelles, dirigé par Georges-Elie Octors, jouait encore *Warg* (1988) pour treize instruments, une œuvre massive, aux idées et aux développements assez « barbares », mais d'une grande plénitude.

An même programme, on remarquait encore les *Etudes pour Para-*

voix de Claude Ledoux, compositeur liégeois. Étrange idée que d'avoir accompagné ce très beau texte d'un grand humaniste avec un commentaire musical dont on ne voit guère la nécessité en l'espèce; mais cette partition, qui réunit harpe, violoncelle, percussions et synthétiseur, a beaucoup de charme sonore.

Ars Musica court à grandes enjambées vers sa fin (le 25 mars), avalant avec appétit quantité d'œuvres des célébrités d'aujourd'hui et de demain. Les dernières journées mettront les bouchées doubles, en particulier pendant le week-end, avec le Quatuor Arditi et Claude Helffer dans des pages de Schoenberg, Boussines, Harvey, Fernyhoough et encore Xenakis, annonçant une copieuse « Nuit de la musique contemporaine » où voisineront Bartholomée, Dutilleul (concerto pour violon par Pierre Amoyal), Messiaen, Berio, Bedford, Phil Glass, etc.

Une vraie réussite que ce festival, animé par des jeunes, bénévoles et d'autant plus dynamiques, avec des moyens pourtant réduits : pas plus de 3 millions de francs belges (480 000 FF) de subventions directes pour un budget total de 35 millions FB (5,6 millions FF). Le succès incitera peut-être l'Etat et les mécènes à se montrer plus généreux l'an prochain.

JACQUES LONCHAMPT.

* Ars Musica, Musiques présentes, 18, place Eugène-Flagey, 1050-Bruxelles; tél. : (19/322) 647-10-49.

LETTRES

La mort de Georges Blond

Un historien pour sujets « chauds »

Mort à Paris

jeudi 16 mars, à l'âge
de quatre-vingt-deux ans
(nos dernières éditions),
Georges Blond
était de ceux qui,
dans les années 30,
révalent de « viriliser
le monde ».

Né à Marseille en 1906 d'un père journaliste, Georges Blond est à vingt ans lieutenant au long cours dans la navigation de commerce. Mais il ne tarde pas à suivre son père à la trace. En 1930, et jusqu'à la guerre, le voilà secrétaire de rédaction à l'hebdomadaire *Camille* où il « apprend le métier ». Brillant d'écriture, avide de grand large, il est de ces jeunes dissidents de l'action française qui rêvent bientôt de « viriliser le monde », et qui s'engageront aux grandes messes nazies de Nuremberg. L'amitié de Robert Brasillach, dont il est devenu un des intimes dès 1923, parachève son évolution. Blond fut très actif dans les petites équipes incisives qui font, au temps du Front populaire, le *Combat* de Maulnier, l'*Assaut* de Fabre-Luce et le *Je suis partout* de Fayard et Gazotte.

Mobilisé dans la marine en 1939, piégé à Dunkerque en 1940 et retenu six mois en Angleterre, il publie l'année suivante son premier succès, fort exploité politiquement, un reportage peu tendre, *L'Angleterre en guerre*. Critique littéraire, dominant des papiers sur les variétés mais aussi sur la politique, et sans se dispenser du voyage en Allemagne des écrivains français ou du reportage enthousiaste sur les exploits de la Légion des volontaires français sur le front de l'Est, il se multiplie jusqu'au bout à *Je suis partout*, au *Petit Parisien* ou à *la Gerbe*.

Inquiété à la Libération, il refait surface en 1951 avec le premier récit coloré du débarquement. Dès lors, il se partage entre une activité de romancier souvent primé, d'écrivain de l'exotisme maritime et d'historien pour sujets « chauds ». *L'Agonie de l'Allemagne*, *Verdun* (1), *la Marne*, puis *Pétain* (1) ou *Napoléon* furent ses meilleurs sujets. Il avait de la patte et le sens de la situation dramatique. Il ne sut pas imiter à temps cette précision documentaire qui devait, sur des sujets voisins, faire le succès d'un Paillard ou d'un Amouroux.

J.-P. R.

(1) Publiés aux Presses de la Cité en 1962 et 1961.

THEATRE
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
DIRECTION
BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 95 26 31

la FoRêt

D.A.N. OSTROVSKI
MISE EN SCENE
BERNARD SOBEL
DU 26 FEVRIER
AU 3 MARS

THEATRE
PARIS

LUN. 20 MARS 20 H 30
VEN. 24 ET SAM. 25 MARS 18 H 30
POUR LA PREMIERE FOIS EN FRANCE

ABDEL AZIZ
EL MUBARAK
ET SON ENSEMBLE

LES SOUDANAIS CHANTENT
ET DANSENT EN MARCHANT

PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4°

Pour votre
DEMEMAGEMENT

ODOUL AGENT DE
demeco

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

GALERIE KATIA GRANOFF

JEAN COUTY - LES CATHEDRALES

15 MARS - 15 AVRIL 1989

Vernissage le 15 mars à 18 h

92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8°. 42 65 24 41

DERNIERE LE 25 MARS

THEATRE 14

alioise

adaptation, réglage, interprétation
Aurore PRIETO

Un spectacle d'une extraordinaire poésie 7A PARIS. Le bonheur du jeu de la comédienne éclaire à tous moments LE MONDE. Aurore Prieto nous laisse tout frémissant d'émotion TELERAMA.

7 NOMINATIONS AUX OSCARS 89 DONT
MEILLEUR FILM

"UNE MISE EN SCÈNE VIRTUOSE.
DES ACTEURS ABSOLUMENT
EXTRAORDINAIRES.
UN FILM VERTIGINEUX".

PREMIERE

"C'EST LA VÉRITÉ SOUS LE MASQUE
DE LA PERFECTION.
RÉUSSITE COMPLÈTE".

ACTUEL



"LES LIAISONS DANGEREUSES
... TRANCHANTES COMME UNE LAME
ET IRRÉSISTIBLES COMME LA PASSION.
... FILM BRILLANT".

STUDIO MAGAZINE

"DU GRAND ART. MAGNIFIQUE".

COSMOPOLITAN

"C'EST UN RÉGAL.
C'EST UN CHEF-D'ŒUVRE".

VSD

GLYNIS CLOSE - JOHN MALKOVICH - MICHELLE YEOH

LES LIAISONS
Dangereuses
UN FILM DE STEPHEN FREARS

WARNER BROS. PRESENTE UN FILM LORDAR FILM ENTERTAINMENT UNE PRODUCTION NFF LIMITED GLYNIS CLOSE - JOHN MALKOVICH - MICHELLE YEOH "LES LIAISONS DANGEREUSES" (DANGEROUS LIAISONS) SWOOSIE KURTZ - KEANU REEVES MILDRED NATWICK - UMA THURMAN
MICK AUDSLEY STUART CRAIG PHILIPPE ROUSSELOT GEORGE FENTON CHRISTOPHER HAMPTON "LES LIAISONS DANGEREUSES"
CHODERLAS DE LACLOS CHRISTOPHER HAMPTON NORMA HEYMAN HANK MOONJEAN STEPHEN FREARS

SORTIE NATIONALE LE 22 MARS

هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

Vendredi 17 mars

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Épave vivante : 14 h. Le Moine : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-76-58). Le Ritournelle : 20 h 45.

ARCAN (43-38-19-70). Les Bonnes : 20 h 30.

ARLEQUIN (45-89-43-22). Les Dédicés : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-06-36-02). Le Bal du Noctambule : 21 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-77-23-23). O. La Fête du Pain : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JUVET (47-42-67-27). Salle C. Bédard. Celles : 20 h 30. Salle Louis Juvet. Les Amants magiques : 20 h 30.

AU COUVET DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folie électrique : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). O. Le Godot de la Courtille : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). O. Le Bal du Noctambule : 21 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-06-24). Ma vie n'est plus un roman : 21 h.

BOUFFES-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53). O. La Comédie sans fin : 20 h 30.

CARTE SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). Tandis que dort le chat : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Le Laitier : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-38-36-36). Le Petit Triptyque des soumissions : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-55). Ah ! Ça ira, ça ira, ça ira : 21 h.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-36-38). O. Une nuit : 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-19). O. Les Voyageurs de la Grande Ours : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). O. Nous passons tous la dernière audition : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : 20 h 30. La Galerie. Zaire ou le Fausse religieux : 20 h 30. La Renaissance. La Chèvre : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-11). Brasseur, Brel : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-57-21). Une femme sans histoire : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-23-22). Les Délices du bal : 20 h 30.

CONFLUENCES (42-46-38-67). O. Palais brûlés : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes : 20 h 30. Les Noms ou fait ou nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUTRY (47-42-57-49). Un mot à la campagne : 20 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Andé du jardin : 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). La Madra que te pario : 20 h 30.

FONDACTION DEUTSCHE DE LA FOUKTHIE (43-27-22-09). O. Les Beaux Jours. Les rois de Saba. Darius en alternance : 20 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille : 21 h.

GARTE-MONTFARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin ou le Malheur de l'Idéal : 21 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room : 20 h 30.

GUICHET MONTFARNASSE (43-27-88-61). O. Histoire d'un fou : 18 h 45. Adèle Agatha : 20 h 30. Jangliers ou Histoire du tigre et autres histoires : 22 h 15.

GYMNASSE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Es-femme de ma vie : 20 h 30.

HOTEL DE GALLIET (INSTITUT FÉDÉRAL ITALIEN) (42-22-12-78). O. Tables rondes-Débat : 18 h.

HOTEL LUTETIA (SALON BORGHESI) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune : 20 h 45.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Les Mystères de la révolution : 21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). O. Alice : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h.

LE BOUVIER (43-73-47-84). Ce soir, on envoie tout : 20 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mon chéri : 21 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Ce jour-là : 20 h 30. Connaissance-vous la voie laide : 22 h.

LIÈRE-THÉÂTRE (45-86-55-83). O. La Proche d'Oreste : 20 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Quant au diable, n'en parlons pas : 20 h 45.

21 h 30. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. O. Le Jardin d'Al. Maudie le prophète : 20 h. Théâtre rouge. L'Aquarium : 18 h 45. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Après la pluie, le beau temps : 21 h 30.

MARLENE (42-65-07-07). O. Les Sept Miracles de Jésus : 18 h. La Foire d'imprime : 21 h.

MARAS (42-78-03-53). O. Une vie bouleversée : 18 h 30. L'Avare : 20 h 45.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Revoir : 18 h 30. Les Héritiers : 20 h 30. Lettres de la marquise de M. au comte de R. : 22 h.

MARGNY (45-08-85-97). O. Starmarin : 21 h.

MARGNY (PETIT) (42-25-20-74). O. La Face cachée d'Orion : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). O. Post l'Amour de Marie Salat : 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 21 h 15.

MICRODÈRE (47-42-95-23). Piqués : 20 h 45.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Artagnan : 20 h 30.

MONTFARNASSE (43-22-77-74). O. Voyage au bout de la nuit : 19 h. O. La Vieille Vierge : 21 h.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-09). Le Débat des locomotives : 20 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Aurélien : 20 h 30.

OEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (48-78-75-00). Je ne sours : 20 h 30.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h.

PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). Holiday on Ice : Le Tour du monde en 80 jours : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-91-81). Et le spectacle continue : Raymond Devos : 20 h 30.

PARIS-VILLETTA (42-02-02-68). O. Les Rideaux : 21 h.

PÉNICHÉ-OPÉRA (42-45-18-20). O. Nina et les comédiens ambulants : 21 h.

POCHE-MONTFARNASSE (45-48-26-38). O. Les Heures : 19 h. Les Heures : 20 h 45. Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h.

POURTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Tovar : 20 h 30.

PORTENNE (42-61-44-16). La Frouse : 20 h 45.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Comédie opéra : 18 h 30. Le Secret de prodigieux : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vœux : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-33-35-10). L'Idole : 20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-48-16-30). Comme il vous plait : 20 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Aloïse : 20 h 45.

THÉÂTRE DE FORTUNE (43-36-76-34). O. Sinsu et Coryan : 21 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). L'Asnau : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (45-64-37). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIRIE D'ORLÈANS (45-67-42-77). O. Matus : 20 h 30. Salle II. O. Les Bonnes : 18 h 30. O. L'Écume des jours : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Le Foyer : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposteur : 20 h 45.

THÉÂTRE DE MONTMONTANT (46-36-98-00). O. La Passion à Ménilmontant : 20 h 30.

THÉÂTRE DE PARIS (42-80-09-30). Cais, d'après Old Possum's Book of practical Cats : 20 h 30.

THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES (42-30-36-72). O. Collaume Toli : 19 h.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). O. La Force de l'homme et des choses : 20 h 30.

THÉÂTRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-50-11). O. Le Pécureux vert : 21 h.

THÉÂTRE MODERNE (44-70-10-75). Concours de circonstances : 21 h.

THÉÂTRE MONTGUEUIL (42-33-80-78). Lettres d'une inconnue : 18 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-51). Théâtre Général. O. La Cité sans nomme Festival de théâtre des grandes écoles de Paris : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-46-43-60). Grand Théâtre. La Vieillesse : 21 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-50-11). M. L. O. Le Fum de Maudie : 21 h. Petite salle. O. A la nuit, la nuit : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Marbury : 20 h 15. Heils, tant mieux : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-42-48). Pouchéri : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Les Crayons l'opéra : 21 h.

VALÉRIE (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30.

MADAME SOUSATZKA (A. v.a.) : George V. 9 (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86).

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LES MARIE, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

MES MEILLEURS COPAINS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Faubourg St. 18 (43-31-60-74) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

MOTTE-MOTTE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LE SORGHO ROUGE (Chin. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-60).

LA SOULE (Arg. Fr., v.a.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

TABATABA (Fr.-malgache) : Les Trois Luxembourg, 16 (46-33-97-77).

TUCKER (A. v.a.) : Le Triomphe, 6 (45-62-45-76) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

EMBRASSE-MOI Film français de Michèle Rosier. Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-36-83-93) ; Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-60) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-33).

HEAT AND SUNLIGHT Film américain de Rob Nilsson. Epile de Boia, 5 (43-57-57-47) ; Studio 43, 9 (47-70-63-03).

RAIN MAN Film américain de Barry Levinson. v.a. Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pathé Saint-Germain, 6 (42-25-72-80) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Pathé Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Gaumont Parassians, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitrot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (43-36-23-44) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-33) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (47-42-56-31).

MR NORTH (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Chiny Palace, 5 (43-54-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-46-25-25).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.a.) : Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).

L'OURS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

PAPA EST PARTI, MAMAN AUSSI (Fr.) : UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16).

PARRAIN D'UN JOUR (A. v.a.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Les Trois Luxembourg, 16 (46-33-97-77) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

PELLE LE CONQUÉRANT (Dan. v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Eclair, 13 (47-48-06-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitrot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-35-35-33) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

UNE AUTRE FEMME (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; Reflet Média Louisa Louisa-Jouvet, 5 (45-42-34-34) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Eclair, 13 (47-48-06-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitrot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-35-35-33) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA VIE EN UN LONG FLEUVE TRIQUETILL (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parassians, 6 (43-26-38-00) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 12 (43-36-23-44) ; Maitrot, 14 (45-39-32-43) ; Images, 18 (45-22-47-94).

cinéma

Les exclusivités

LES ACCUSÉS (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 12 (43-36-23-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-46-25-25) ; Kinopanorama, 15 (45-06-50-50) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Faubourg St. 18 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

RAGDAD CAFÉ (A. v.a.) : 14 Juillet Parassians, 6 (43-26-38-00) ; Le Triomphe, 6 (45-62-45-76) ; Maitrot, 14 (45-39-32-43) ; Trois Balcas, 19 (42-06-79-79).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; Les Trois Luxembourg, 16 (46-33-97-77).

LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

BERLIN BLUES (Esp. v.a.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-56-31).

LE BONHEUR D'ASSIA (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (45-59-19-08) ; Faubourg St. 18 (43-31-60-74) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES CANNIBALES (Per. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 2 (47-42-56-31).

LES CIGOGNES NEN PONT OUA LEUR TÊTE (Fr.) : George V, 9 (45-62-41-46).

CINQ JOURS EN JUIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

COCKTAIL (A. v.a.) : George V, 9 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LE CŒUR DE LA FORÊT (Esp. v.a.) : Latina, 6 (42-78-47-86).

COP (A. v.a.) : George V, 9 (45-62-41-46).

DANS LES TÉNÉRES (Esp. v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

DELUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

DÉSTANT VOICES (Brit. v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

DOMANI, DOMANI (It. v.a.) : Latina, 6 (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

EN DROIT DE L'ESPACE (A.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

FAUX-SEMBLANTS (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NEURPS (Esp. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-35-35-33) ; Gaumont Parassians, 14 (43-20-32-20).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan. v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

LES FRÈRES KAZA (Sov. v.a.) : Pathé, 6 (43-25-59-83) ; Pathé, 6 (43-25-59-83) ; Pathé, 6 (43-25-59-83).

GORILLES DANS LA BRUME (A. v.a.) : UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 12 (43-36-23-44) ; Miramar, 14 (43-20-88-52).

LE GRAND BLEU (Fr. v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

LE GRAND BLEU (Fr. v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

HELSINKI - NAPOLI (Fin. v.a.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Chiny Palace, 5 (43-54-07-76) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong v.a.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

HYDRO (Fr.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A. v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ; George V, 9 (45-62-41-46) ; Faubourg St. 18 (43-31-60-74) ; Trois Parassians, 14 (43-20-32-20).

JE SUIS LE SEIGNEUR DU CHATEAU (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-88) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Faubourg St. 18 (43-31-60-74) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-33) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

KENNY (A. v.a.) : George V, 9 (45-62-41-46) ; v.f. : George V, 9 (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxville, 9 (47-70-72-86) ; Trois Parassians, 14 (43-20-32-20).

LA LECTURE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

LUI ET MOI (A. v.f.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 18 MARS

«La chapelle du Val-de-Grâce et le couvent des Bénédictins anglais», 11 heures, 1, place A-Lavater (D. Bouchard).

«Sous la coupole de l'Institut de France», 11 heures, 23, quai Conti (Paris Livre d'Histoire).

«Les impressionnistes au Musée d'Orsay», 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'Éléphant (M.C. Lamière).

«Exposition : les costumes russes», 14 heures, 158, boulevard Haussmann (La France et son passé).

«Fresco et l'édifice sacré», 14 h 10, 5, rue de Valenciennes (C. Morin).

«Le Val-de-Grâce, couvent d'Ancien d'Autriche», 14 h 30, 277 bis, rue Saint-Jacques (Tourisme culturel).

«L'île de la Cité», 14 h 30, Pont-Neuf, statue d'Henri IV (R. Roman).

«Le vieux village de Montmartre», 14 h 30, métro Abbesses (Approche de l'art).

«Le plus grand cimetière de Paris dans les catacombes de la Tour-Jacques», 14 h 45, métro Denfert-Rochereau, sortie principale (M. Benassat).

«Le Grand-Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie», 15 heures, 16, rue Cadet (J. Haullier).

«Les salons de l'hôtel de Soubise», 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Aix conférences).

«Exposition : costumes historiques russes», 15 heures, 158, boulevard Haussmann (Arcus).

«Le quartier de la Défense et son Arche», 15 heures, hall du RER, station de la Défense (série L) (Mémorabilia historiques).

«L'étrange quartier Saint-Sulpice», 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

«Le Palais de justice. Histoire et fonctionnement», 15 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Exposition : Quand Paris dansait avec Marianne», 15 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

DIMANCHE 19 MARS

«Le Centre Pompidou et les rénovations du quartier», 10 h 30 et 14 h 3



FORTE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES, DES INVESTISSEMENTS ET DES RESULTATS DU GROUPE EN 1988

Le chiffre d'affaires prévisionnel du groupe, en 1988, est de 83 milliards de francs, contre 53 milliards en 1987. Il a été déterminé dans un périmètre de consolidation de 890 sociétés (parmi lesquelles plus de 150 à l'étranger), englobant, pour la première fois, la Société générale d'entreprises, dont la Compagnie a pris le contrôle avec une participation de 55,6 %. Hors l'incidence de cet élargissement notable du périmètre, la croissance du volume d'activité des sociétés du groupe est de 12,8 %.

Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger est d'environ 16 milliards de francs, un montant près de deux fois et demie supérieur à celui constaté l'année dernière. Dans ce total, l'Europe représente 7 milliards de francs, contre 2,9 milliards l'année précédente, et l'Amérique du Nord 4,1 milliards de francs, contre 2,9 milliards.

Le montant des investissements du groupe a été supérieur à celui de 1987, qui, très élevé, atteignait 7,6 milliards de francs. Au cours des trois derniers exercices, la Compagnie générale des eaux et ses filiales ont ainsi investi plus de 20 milliards de francs.

Selon les dernières informations disponibles, le résultat net consolidé, part du groupe, de la Générale des eaux serait en progression d'environ 30 % par rapport à celui de l'exercice 1987 (1 047,2 millions de francs). Il se trouverait ainsi presque triplé en quatre ans. Les ressources d'autofinancement du groupe seraient également en forte augmentation, de l'ordre de 6 milliards de francs en 1988, contre 4,3 milliards de francs en 1987.

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration, réuni le 15 mars 1989 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a examiné les comptes annuels de l'exercice 1988, qui seront soumis à l'assemblée générale annuelle convoquée pour le 31 mai prochain et font ressortir les chiffres suivants :

1. Comptes consolidés (en millions de francs) :	1988	1987
Chiffre d'affaires	15 572	10 747
Marge brute d'autofinancement	2 006	1 689
Bénéfice revenant à Chargeurs S.A.	913	664
Investissements d'exploitation	1 232	614
Bénéfice par action (en francs)	142,49	102,32
Situation nette par action (en francs)	866,10	728,82

L'année 1988 a été une année de mutation importante pour Chargeurs SA qui est devenue le premier groupe mondial dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de laine. Ces activités, absentes du chiffre d'affaires consolidé en 1987, représentent environ 10 milliards de francs en 1988. La rentabilité de ces activités, jusqu'alors faible, doit s'améliorer progressivement pour contribuer d'une manière significative à l'objectif 1991 d'un bénéfice net de Chargeurs SA atteignant 1 250 millions de francs.

Par secteur d'activité, les chiffres d'affaires et résultats nets sont les suivants (en millions de francs) :

	1988	1987
Transports aériens :		
Chiffre d'affaires	6 122	5 709
Bénéfice net	729	591
Transports maritimes et terrestres :		
Chiffre d'affaires	1 316	2 157
Perte nette	(26)	(28)
Produits de consommation et industriels :		
Chiffre d'affaires	8 134	2 881
Bénéfice net	121	176
Non-opérationnel :		
Bénéfice net	89	125

La très forte progression du bénéfice net des transports aériens provient de l'amélioration du résultat d'exploitation, d'une variation favorable des pertes et profits de change, de la prise en compte, avec effet rétroactif, de la baisse du taux d'imposition sur les impôts différés, de la mise en équivalence du résultat d'Air Inter pour l'année complète.

Après la cession, début 1988, des lignes maritimes régulières (Chargeurs réunis), le secteur des transports terrestres et maritimes concerne Causse-Walton, les Croisières Paquet et les sept porte-conteneurs consociés. Globalement, la plus-value de cession de Chargeurs réunis a été compensée par les pertes et l'exploitation de ces derniers se traduisant par une perte de 57 millions de francs.

Causse-Walton a conforté sa place de leader européen du transport routier de véhicules grâce à une augmentation de 8 % du chiffre d'affaires consolidé à structure constante et à l'acquisition de sociétés en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas. Croisières Paquet, exploitée désormais en commun avec ACCOR, obtient des résultats très encourageants.

Le chiffre d'affaires des produits de consommation et industriels a augmenté de plus de 5 200 millions de francs, montant dû presque intégralement à la prise en compte des acquisitions faites en 1988, dont la principale concernant le peignage, le séchage, et le tissage de Provençal SA.

Après amorçage de la surveillance de 32 millions de francs, les activités négoce et peignage dégagent un bénéfice de 30 millions de francs pour sept mois. En revanche, les activités tissage d'habillement se traduisent par une perte de 99 millions de francs et exigent une restructuration importante qui a déjà débuté.

Les résultats de Spontex, Novacel, Gillet, Delcer et Lainière de Picardie ont atteint 195 millions de francs.

2. Comptes annuels de Chargeurs SA :

Les comptes annuels de Chargeurs SA pour l'exercice 1988 font apparaître un bénéfice de 255 millions de francs contre 226 millions de francs pour l'exercice 1987.

3. Dividende :

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée annuelle statuant sur les comptes de 1988 le versement d'un dividende de 21 francs, avoir fiscal compris (au lieu de 18 F pour 1987) à chacune des 6 493 737 actions.

baill investissements

Le conseil d'administration de Baill-Investissements, réuni le 14 mars 1989 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

L'exercice est marqué par une progression très significative des engagements nouveaux de la Société. En effet, d'une année sur l'autre, non seulement les engagements de crédit-bail ont progressé de 27 % pour atteindre 230 millions de francs, mais surtout ceux de pleine propriété ont progressé de 158 %, pour atteindre 284 millions de francs. Au total ces engagements de 514 millions de francs portent à 4,11 milliards de francs le montant actuel des engagements bruts de la société.

Les recettes du patrimoine de pleine propriété - 202 millions de francs - représentent 19,5 % des immobilisations figurant au bilan : selon le taux de capitalisation retenu, la valeur de ces immobilisations serait ainsi comprise entre 2,5 et 3 milliards de francs.

Les recettes de crédit-bail - 479 millions de francs - représentent 28 % des investissements nets comptables, et assurent à la Société un résultat net après amortissements et charges de 91 millions de francs.

CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES

En millions de francs	1987	1988	Variation
Recettes locatives	648	691	+ 5 %
Frais financiers nets	186	183	- 2 %
Amortissements et provisions	184	210	+ 14 %
Résultat avant amortissements	277	412	
Bénéfice net	92,5	214,1	+ 11 %

Pour chacune des 2 884 838 actions composant le capital social après la souscription des derniers bons issus de l'emprunt obligataire 1984, le bénéfice net est de 74,2 F : il est assuré à hauteur de 42,5 % par l'activité de crédit-bail et à hauteur de 31,7 % par l'activité de pleine propriété. Or il convient de souligner que la Bourse attribue actuellement à la Société une valeur qui ne correspondrait qu'à la seule estimation de son patrimoine de pleine propriété négligeant le portefeuille des opérations en crédit-bail.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale qui se réunira le 30 mai 1989 la mise en distribution d'un dividende de 64 F par action contre 60 F en ce qui concerne l'exercice 1987, soit une augmentation de 6,67 %. Baill-Investissements poursuit ainsi sa politique de distribution : en effet, depuis plus de vingt ans, la Société a distribué chaque année un dividende progressant plus vite que l'inflation. De 1966 à 1988, le dividende a été multiplié par dix alors que, sur la même période, l'indice national du coût de la construction INSEE n'était multiplié que par cinq.

LBI Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

SICAV

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES PERFORMANTES

Le conseil d'administration, réuni le 6 février 1989, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988, et a proposé de fixer à 18,00 francs le dividende net par action assorti d'un crédit d'impôt de 3,71 francs.

Sous réserve du vote par l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira en seconde convocation le 28 mars prochain, n'ayant pu se réunir valablement faute de quorum requis en première convocation le 16 mars dernier, ce dividende sera détaché le 7 avril et mis en paiement le 10 avril 1989.

Décomposition du dividende en Francs :

Obligations françaises	net : 9,80	CI : 0,80	total : 10,40
Actions françaises	net : 5,80	CI : 3,06	total : 8,86
Autres actifs	net : 0,40	CI : 0,05	total : 0,45

CI : crédit d'impôt

- Performance 1988 (dividende net réinvesti) : + 36,75 %
- Performance annuelle moyenne sur 5 ans : (dividende net réinvesti) : + 16,85 %
- Valeur de l'action de L.B.I. au 30/12/88 : 472,56 F.

Siège social : 56, rue de Lille Bureaux : 5, avenue de l'Opéra
75007 PARIS 75001 PARIS

Gestion : Groupe Caisse des dépôts et consignations

Chez l'Écureuil, à la Poste, au Trésor Public



NOTRE MISSION : VOUS FINANCER

B.F.I.M. SOVAC

Le conseil d'administration de la Banque de financement immobilier SOVAC, dont le capital est entièrement détenu par SOVAC, s'est réuni le 15 mars 1989 et a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Les financements nouveaux réalisés en 1988 par B.F.I.M. SOVAC pour son propre compte ont atteint 3 573 millions de francs en 1988, en progression de 2 % par rapport à 1987 ; ils concernent :

des crédits aux acquéreurs, pour 2 696 millions de francs, en augmentation de 1 % ; à cet égard, il est significatif de préciser que l'activité de la société dans ce secteur, qui avait marqué un recul de 51 % au premier trimestre 1988 par rapport à la même période de 1987, s'est très nettement redressée ensuite, grâce au lancement en mars du nouveau produit SOVAC EVOLUTION, crédit à taux ajustable qui a reçu un accueil particulièrement favorable auprès de la clientèle. De ce fait, pour les trois derniers trimestres de 1988, la progression des financements réalisés par B.F.I.M. SOVAC a atteint 26 % ;

— les financements aux professionnels de l'immobilier, pour 877 millions de francs (+ 6 %).

En ajoutant les financements réalisés en pool pour le compte de tiers, la production nouvelle totale de B.F.I.M. SOVAC représente 3 802 millions de francs, en augmentation de 4 % sur 1987.

Les encours gérés par B.F.I.M. SOVAC s'élevaient à 15 586 millions de francs au 31 décembre 1988 (+ 5 %).

Les réaménagements de crédits et les remboursements par anticipation intervenus massivement en 1987 sous l'effet de l'offre, par les grands établissements de crédit, de prêts « de substitution », se sont poursuivis à un moindre rythme au premier semestre 1988, pour revenir à une situation presque normale au second semestre. Cette restructuration de l'actif s'est accompagnée de celle du passif, engagée depuis 1986 et dont les résultats sociaux traduisent la charge.

RÉSULTATS

Le bénéfice net de l'exercice 1988 est de 81,7 millions de francs (dont un bénéfice net d'exploitation de 63,4 millions de francs — à comparer à 66,4 millions de francs en 1987 — et des plus-values nettes à long terme de 18,3 millions de francs).

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 28 avril prochain, la distribution d'un dividende global de 49,5 millions de francs (contre 58,5 millions de francs pour l'exercice précédent), le solde étant affecté aux réserves.

Le conseil d'administration du 15 mars 1989 a nommé M. Gilles Estrilard en qualité d'administrateur et de directeur général.

SOVABAIL

Le conseil d'administration de Sovabail, société du groupe Sovac, s'est réuni le 15 mars 1989 pour prendre connaissance de l'activité et arrêter les comptes de l'exercice 1988.

ACTIVITÉ

Dans un marché du crédit-bail immobilier porteur, mais face à une concurrence proposant souvent des conditions très proches du taux de refinancement, Sovabail a estimé que la préservation de marges acceptables devait être conciliée avec le développement de la production.

En revanche, l'enrichissement du patrimoine locatif a été poursuivi par la conclusion d'opérations offrant une bonne rentabilité et un potentiel important de plus-values.

Le montant des engagements nouveaux s'établit à 416,5 millions de francs dont 324 millions de francs en crédit-bail (comprenant une opération d'un montant de 267 millions de francs), et 92,5 millions de francs en location simple, contre respectivement 70,7 MF et 78,2 MF en 1987.

Le montant brut hors TVA des engagements en fin d'exercice s'élève à 2 030,9 millions de francs, contre 1 741,7 millions de francs, en progression de près de 17 %.

Le montant des loyers et préloyers hors taxes encaissés au cours de l'exercice ressort à 267,2 millions de francs contre 272,2 millions de francs, en légère diminution du fait de la sortie de contrats de crédit-bail anciens fortement indexés sur le coût des opérations de crédit-bail anciens.

RÉSULTAT

Compte tenu de 31 millions de francs de plus-values de cession (2,9 millions de francs en 1987), et après 96 millions de francs d'amortissements et provisions assimilées, contre 82,9 millions de francs, le bénéfice net comptable s'établit à 92 068 963 F contre 83 938 225 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende global de 74 750 000 F représentant 85,16 % du bénéfice net devant être distribué, soit un dividende par action de 57,50 F, contre 55,50 F pour l'exercice précédent (+ 3,6 %).

PERSPECTIVES POUR 1989

Après avoir constaté, au cours des derniers exercices, un patrimoine locatif important, la société a décidé de favoriser en 1989 les opérations de crédit-bail, souhaitant que le marché revienne à des conditions d'acceptation et de marges plus raisonnables.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée sera réunie le mardi 25 avril 1989, à 17 h 30, au siège de SOVAC, 19-21, rue de la Bienfaisance, à Paris-8.

Un formulaire de vote par correspondance et de procuration ainsi que les autres documents prévus par la loi seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande, au plus tard six jours avant la date de la réunion, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée soit au siège de SOVAC, soit chez Lazard Frères et Cie, 121, boulevard Haussmann, à Paris-9.

horizon

SICAV

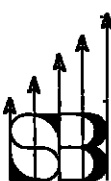
Le conseil d'administration réuni sous la présidence de Monsieur Alain CHAZEL proposera à l'assemblée générale qui aura lieu le 6 avril 1989, de fixer le dividende de l'exercice clos le 30 décembre 1988 à :

EN FRANCS	NET	CREDIT D'IMPOT	BRUT
• Obligations françaises non indexées	27,76	1,54	29,30
• Actions françaises	15,53	3,60	19,13
• Autres revenus	2,31	0,49	2,80
TOTAL	45,60	5,63	51,23

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

Gestion : Groupe Caisse des dépôts et consignations

CHEZ L'ÉCUREUIL, À LA POSTE ET AU TRÉSOR PUBLIC



LAFFITTE-BAIL

SOPHIA-BAIL

PHENIX PIERRE SICOMI

• Les Conseils d'Administration réunis le jeudi 9 mars 1989 ont arrêté les comptes au 31 décembre 1988 sur la base des données principales suivantes :

	LAFFITTE-BAIL	SOPHIA-BAIL	PHENIX PIERRE SICOMI
- Engagements nouveaux	271,1 MF + 23,7 %	132,0 MF + 48,9 %	117,6 MF - 22,1 %
- dont crédit-bail	236,5 MF	125,6 MF	117,6 MF
- dont location simple	34,6 MF	6,4 MF	
- Engagements cumulés	1 991,9 MF + 13,0 %	477,2 MF + 40,0 %	737,6 MF + 16,0 %
- Chiffre d'affaires locatif	237,2 MF + 8,6 %	44,2 MF + 59,5 %	65,8 MF + 74,5 %
- Bénéfice courant	67,6 MF + 7,0 %	20,1 MF + 19,7 %	27,6 MF + 34,9 %
- Bénéfice de l'exercice	67,4 MF + 13,5 %	14,4 MF + 2,5 %	25,5 MF + 5,1 %
- Nombre d'actions au 31.12.1988	1 685 942 + 7,7 %	1 500 000	2 000 000
- Dividende par action*			
- hors avoir fiscal	34,15 F + 4,98 %	8,50 F + 6,2 %	10,90 F + 7,3 %
- avoir fiscal compris	34,25 F + 5,06 %	8,50 F + 6,2 %	10,90 F + 1,0 %

* Proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 mai 1989

• Les contrats de crédit-bail immobilier signés depuis le début de 1989 s'élèvent à 177 millions de francs.

• Les conseils d'Administration ont conféré aux Présidents Bernard FRAIGNEAU, Christian GIRERD et Pierre GOMONT les pouvoirs nécessaires pour signer le traité de fusion des trois Sociétés, sous réserve des autorisations administratives requises. La parité retenue est de 3,8 actions SOPHIA-BAIL et 4,1 actions PHENIX PIERRE SICOMI (Sociétés absorbées) pour 1 action LAFFITTE-BAIL (Société absorbante). Le traité de fusion sera soumis à l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires qui seront convoquées pour le 20 juin.



Imetal annonce qu'elle a cédé environ 17 % du capital de CSC Industries, Inc. à Daiichi Steel Co., Ltd. producteur japonais de barres d'acier de haute qualité. Après cette opération, la participation qu'Imetal détient directement dans CSC Industries s'établit à un peu moins de 6 %.

Par ailleurs, la participation d'Imetal dans Copperweld Corporation, soit environ 66 %, demeure inchangée.



Groupe Pernod

Le conseil d'administration s'est réuni le 15 mars 1989 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes.

Après avoir délibéré sur le communiqué publié le 7 mars 1989 par la Commission des opérations de Bourse, le conseil a décidé de convoquer une assemblée extraordinaire une assemblée générale ordinaire le 28 avril 1989 à 11 heures.

Cette assemblée se tiendra dans les Salons Hoche, 9 avenue Hoche 75008 à Paris et se verra proposer de ratifier les opérations sur titres réalisées fin décembre 1987 dans le cadre de la procédure prévue par l'article 105 de la loi sur les sociétés commerciales du 24 juillet 1966.

Le conseil a tenu à exprimer sa totale solidarité avec les dirigeants de la société et, notamment, avec son président, qui a fait l'objet d'attaques injustifiées et malveillantes au cours de ces derniers mois.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Économie

CONJONCTURE

En février

La hausse des prix à la consommation a été de 0,3 %

L'indice provisoire des prix à la consommation en France a progressé selon l'INSEE de 0,3 % en février, soit une hausse de 3,4 % en glissement sur douze mois. Ce résultat, qui sera confirmé le 29 mars prochain, est conforme à la tendance des derniers mois : les prix de détail avaient augmenté de 0,4 % en janvier et de 0,2 % en décembre. Le rythme annuel de la hausse des prix est supérieur aux prévisions du gouvernement pour l'année 1989, qui tablait sur une hausse de 2,2 %. Cependant, la France se classe en février très favorablement parmi les autres pays industrialisés. L'écart d'inflation avec l'Allemagne est de 0,8 point.

La France continue en outre à enregistrer une hausse des prix inférieure à celle de la moyenne de ses huit principaux partenaires, dont l'INSEE estime qu'elle s'est élevée à 4,1 % en glissement annuel en février.

Alarmé par le déficit des échanges Le gouvernement veut renforcer la recherche technologique industrielle

Le gouvernement a entamé une réflexion multiforme sur les aides à la technologie industrielle. Encore très embryonnaire, elle sert à la préparation du budget 1990, et d'inscrire dans la nouvelle politique industrielle du deuxième septennat de M. Métrévier, un volet de la politique de « champions », une recherche de « solidarité » du tissu industriel (notamment régional), et entre les capitaux publics et privés, et une relance de la recherche industrielle.

La réflexion en cours, dont fait état la Tribune de l'Expansion du 17 mars, a pour origine la forte dégradation des échanges industriels de la France (- 66 milliards de francs en 1988), liée au trop faible effort de recherche-développement des firmes françaises, comparé à leurs concurrents. Elle pousse le gouvernement à un renforcement des crédits d'impôt-recherche et sur différents dispositifs dans les secteurs innovants d'abord (dont la pharmacie, après plusieurs rapports alarmants sur l'épuisement des inventions nationales de médicaments) et dans les industries de consommation (automobile, par exemple).

En fait, tout est encore aujourd'hui à l'état d'hypothèse. Mais une chose est sûre : la Commission européenne étant devenue extrêmement soupçonneuse vis-à-vis des aides à l'industrie - le nouveau commissaire à la concurrence, Sir Leon Brittan, est d'ailleurs un pur-sang de l'école idéologique libérale de M. Thatcher - la France doit réorienter complètement son dispositif actuel vers les deux seules formes d'aides encore possibles, du moins pas encore interdites par Bruxelles : les aides régionales et les aides à la recherche. Le budget 1990 devra opérer une révolution des habitudes françaises à cet égard. D'où les réflexions.

E. L. B.

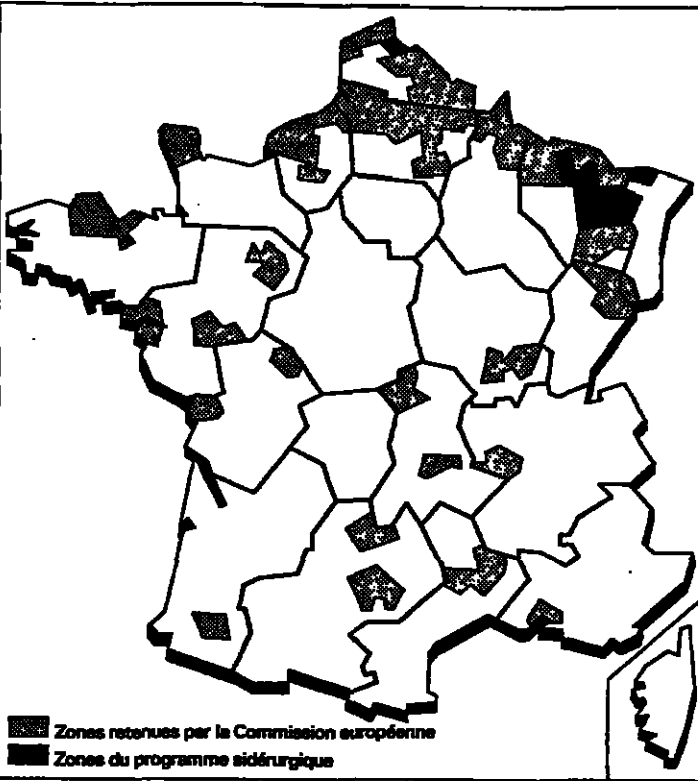
RÉGIONS

La Commission de Bruxelles établit une carte sélective des zones de reconversion industrielle

La commission de Bruxelles a arrêté, le mardi 8 mars, en position sur les régions et les zones qui dans les différents pays de la CEE pourront désormais bénéficier des crédits du Fonds européen de développement régional (FEDER), au titre des politiques de reconversion industrielle. Cette carte ne recouvre pas nécessairement la carte des aides nationales établie par la DATAR et ajustée périodiquement.

Par rapport aux propositions initiales de la Commission européenne en juin dernier, dans le cadre du nouveau règlement relatif aux trois fonds structurels (régional, social, agricole), M. Jacques Chirac et M. Edith Cresson sont parvenus à « regagner du terrain » et à obtenir un assouplissement des critères de Bruxelles. Si les premières orientations de Bruxelles avaient été appliquées, seuls quatre départements (Nord, Pas-de-Calais, Seine-Maritime, Ardennes) auraient pu bénéficier des crédits du FEDER au titre des reconversions industrielles. Aujourd'hui, la liste des zones éligibles, sans être parfaite, apparaît aux yeux de Paris beaucoup plus satisfaisante. Ainsi, outre les quatre départements précités, sont retenus, par exemple, le nord du Cotentin, le bassin de Guingamp-Saint-Brieuc, le sud des Cévennes, Cholet, Châtelleraud, le bassin de Lacq, une partie des Vosges, du Morvan, de la Meuse, Saint-Nazaire, La Rochelle.

De plus, la Commission a accepté le programme baptisé RESIDER (conversion des régions sidérurgiques), qui concerne la Lorraine du Nord et devrait prochainement donner son feu vert à un programme similaire, RENAVAL, dans les zones touchées par la fermeture des chantiers navals.



Ainsi, selon M. Chérèque, la France peut espérer obtenir de Bruxelles, au titre de la conversion industrielle, 1 milliard de francs en 1989 et une somme sensiblement supérieure en 1990, car le budget du FEDER est appelé à s'accroître pro-

gressivement. Mais, proportionnellement, les régions britanniques et espagnoles bénéficieront d'une plus large part de l'enveloppe communautaire. (Lire page 2 l'article de M. Jacques Chérèque).

F. Gr.

AFFAIRES

American Airlines achète cent cinquante Fokker-100

AMSTERDAM de notre correspondant

Enfant perdu de l'industrie néerlandaise il y a moins de deux ans, le constructeur aéronautique Fokker est en passe de devenir l'enfant prodige. Le contrat négocié avec la compagnie American Airlines pour l'achat ferme de 75 Fokker-100 et la demande en option de 75 autres appareils sont les plus grandes opérations jamais effectuées par une entreprise des Pays-Bas. Son montant total est estimé entre 6 et 7 milliards de florins, soit de 18 à 21 milliards de francs.

Formellement, l'affaire ne sera conclue que mercredi 22 mars à New-York à l'issue de la présentation annuelle de ses comptes par le transporteur américain, mais les dirigeants de Fokker n'ont pas résisté au plaisir d'officialiser, jeudi 16 mars, la bonne nouvelle : « sûre à 99 % ».

Il a également laissé libre cours à leur optimisme quant aux résultats des négociations en cours avec United Airlines et Delta Air. Elles portent respectivement sur 200 et 100 exemplaires du bi-réacteur néerlandais.

Le dernier-né des Fokker a déjà été commandé à 540 exemplaires (287 achats fermes et 253 options). Le constructeur est confronté à des problèmes de production. Porter le rythme de sortie des chaînes de montage l'an dernier à quarante-six l'an prochain, objectif officiel, ne sera pas une mince affaire.

D'autant que Fokker est à l'étroit à Amsterdam. La reprise des ateliers de l'Irlandais du Nord Short Brothers (le Monde du 10 mars) lui donnerait de l'air. La direction envisage, par ailleurs, la création de lignes de production nouvelles, soit aux Pays-Bas, soit aux États-Unis, chez Lockheed ou Rockwell.

CHRISTIAN CHARTIER.

Exxon et Shell vont implanter en Normandie la plus grosse usine de plastique d'Europe

C'est en Seine-Maritime, à Notre-Dame-de-Gravenchon, que les deux premiers groupes pétroliers mondiaux, Exxon et Shell, qui figurent aussi parmi les leaders de la pétrochimie, vont implanter la plus grosse usine de plastique d'Europe. Les deux groupes, associés à 50/50 au sein d'une société commune, prévoient d'investir 1 milliard de francs environ pour produire d'ici à 1991 quelque 220 000 tonnes par an de polyéthylène de basse densité linéaire, un plastique résistant, servant notamment à la fabrication des emballages (sacs poubelle). Jusqu'ici, Shell était absent de ce secteur, et Exxon, qui possède déjà cinq

usines similaires dans le monde (au Texas, au Canada et en Arabie saoudite) importait en Europe sa production sud-africaine.

Exxon a également annoncé la création sur son site normand, mais seul cette fois, d'une unité de polypropylène, utilisée notamment dans le moulage (pour l'automobile, l'emballage et la construction), d'une capacité de 140 000 tonnes par an. Au total, l'investissement envisagé par le groupe américain en France dépasserait 2 milliards de francs, et entraînerait la création de deux cent cinquante emplois directs.

lui-même, M. Enrique Iglesias, Paris et Ottawa ont décidé de lui donner jusqu'au 23 mars pour remettre officiellement ses propositions sur les quotas de pêche au large de Terre-Neuve et de l'archipel français de Saint-Pierre et Miquelon. C'est la quatrième fois que la date limite tombe à la tâche du médiateur, normalement prévu pour le 15 mars, mais qui a été repoussée.

● Pêche à la morue : huit jours supplémentaires pour le médiateur. — La France et le Canada ont accordé un nouveau délai de huit jours au médiateur chargé par les deux pays de proposer une solution à leur différend sur la pêche à la morue, à l'issue du 18 mars le Quai d'Orsay. A la demande du médiateur

La mort de Guillaume Guinède

Une grande carrière incomplète

Avec Guillaume Guinède, qui vient de mourir dans sa quatre-vingtième année (il était né le 19 juin 1909 à Bayonne, où son grand-père avait été sénateur et maire), disparaît la mémoire d'une grande intelligence. Peu d'hommes de sa génération et encore plus des suivantes avaient une connaissance aussi pénétrante des techniques monétaires et financières, de leurs ressorts cachés, de leur portée réelle et parfois supposée.

La carrière de cet ancien élève de l'École normale supérieure, qui garda de ses études une grande attention pour la philosophie (son souci, à cet égard, était de définir les fondements éthico-philosophiques du libéralisme économique qu'il ne cessa de professer), commença sous les auspices les plus brillants. Attaché financier à Moscou en 1937, il rejoignit le général de Gaulle à Alger en 1943, et de 1945 à 1953 il ne cessa d'occuper, rue de Rivoli, les plus hautes fonctions, notamment celle, à l'époque particulièrement délicate et importante, de directeur des finances extérieures (une politique budgétaire aberrante, discrètement critiquée par Guillaume Guinède, voulaient la France à un déficit extérieur chronique et humilant).

C'est à Bâle, où il fut directeur général de 1958 à 1963 de la moins connue mais de la plus influente et de la plus efficace (à cause de lui, notamment) institution monétaire internationale, la Banque des règlements internationaux (BRI), que

Guillaume Guinède donna toute la mesure de ses capacités. Après quoi s'ouvrit l'ère des espoirs (et d'abord ceux que les meilleurs, au sein de l'administration française, mettaient en lui), puis, sans doute, des déceptions. Il était entendu, parmi ceux qui savaient, que le poste de gouverneur de la Banque de France lui reviendrait. Le pouvoir politique le lui avait promis. Mais le parfait gentleman était incapable de la moindre démarche en sa propre faveur.

Guillaume Guinède, qui avait succédé à Jacques Rueff à l'Académie des sciences morales et politiques, est l'auteur de sept livres, dont certains — les philosophiques — s'inspirent de sa profonde foi chrétienne. Il a écrit aussi de nombreux articles, dans le Monde notamment, qu'il était utile de pouvoir publier.

Ce très grand fonctionnaire, qui était par ses mœurs descendant des Rothschild, parvint à impressionner durablement l'austère administration des finances par sa rigueur et son labueur. On cita longtemps, parmi les jeunes inspecteurs des finances, cet épisode : un samedi après-midi de l'été 1947, alors que règne une chaleur torride, un jeune fonctionnaire adresse respectueusement une note à Monsieur le directeur — il est 18 heures — pour lui demander un court entretien. La réponse de Guillaume Guinède ne garde pas : « Volontiers, à la fin de la journée. »

PAUL FABRA.

(Publicité)	
PREFECTURE DE LA VIENNE	PREFECTURE DE L'INDRE
Direction des affaires décentralisées, de l'urbanisme et du cadre de vie 3 ^e bureau	Direction de la réglementation et de l'administration générale 4 ^e bureau

AVIS

relatif à l'enquête publique sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction, par l'Electricité de France, de la ligne électrique à deux circuits 400 KV VALDIVIENNE (86) EGUZON (36).

Le préfet de la région « Poitou-Charentes », préfet de la Vienne et le préfet de l'Indre, conformément à l'article 12 de la loi du 10 juillet 1965, relatifs à la loi de l'Etat, ont décidé d'ouvrir l'enquête publique sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne électrique à deux circuits 400 KV Valdivienne (86) - Eguzon (36), sollicitée par l'Electricité de France et sur l'état d'urgence relative à ce projet.

Sont désignés membres de la commission d'enquête :
— M. Louis BOULLON, ingénieur diplômé des Travaux publics et de l'Etat en retraite, domicilié à « La Chaux », 16400 La Courmayeur, président de la commission.
— M. Jean JULIEN, ingénieur diplômé des Travaux publics en retraite, domicilié 24, rue Arthur-Rimbaud, 36000 Châteauneuf.
— M. Jean WIGET, géomètre expert foncier, domicilié 189, route de Poitiers, 86200 Saint-Benoit.
La mairie de La Trinité-Vieille est désignée comme siège de l'enquête et de la commission d'enquête.
Afin que tout intéressé puisse prendre connaissance du projet et faire part de ses observations, un dossier comprenant notamment un registre d'enquête sera mis à disposition.

DANS LE DEPARTEMENT DE LA VIENNE :
— à la préfecture de la Vienne à Poitiers ; à la sous-préfecture de Montmorillon ; à la mairie de Montmorillon ; à la mairie de Chateaufort ; à la mairie de Lussac-Beaulieu ; à la mairie de Valdivienne ; à la mairie de La Trinité-Vieille ; à la mairie de Chateaufort ; à la mairie de La Chapelle-Vieille ; à la mairie de Saint-Vincent ; à la mairie de Pindry ; à la mairie de Jorret ; à la mairie de Saint-Léon ; à la mairie de Thollet.

DANS LE DEPARTEMENT DE L'INDRE :
— à la préfecture de l'Indre à Châteauneuf ; à la sous-préfecture de Bligny ; à la mairie de Bligny ; à la mairie de Bédouze ; à la mairie de Saint-Benoit ; à la mairie de Ligné ; à la mairie de Dunet ; à la mairie de Pissay ; à la mairie de Saint-Gilles ; à la mairie de Romagne ; à la mairie de Saint-Cyran ; à la mairie de Saint-Gilles ; à la mairie de Pissay ; à la mairie de Vignoux ; à la mairie de Romagne ; à la mairie de Bligny ; à la mairie de Cusset.

La consultation et le dépôt des observations sur les registres pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête, de 10 heures à 12 heures, aux jours et heures d'ouverture des bureaux des préfectures, des sous-préfectures et des mairies mentionnées ci-dessus.

Les observations écrites pourront être adressées au président de la Commission d'enquête à l'adresse suivante :
M. Louis BOULLON, président de la Commission d'enquête
Mairie de La Trinité-Vieille, 86200 La Trinité-Vieille.

En outre, les observations de public seront reçues par la commission d'enquête aux dates et lieux suivants :
DANS LE DEPARTEMENT DE LA VIENNE :
— le mercredi 19 avril 1989, de 9 heures à 12 heures à la mairie de Jorret,
— le mercredi 19 avril 1989, de 14 heures à 17 heures à la mairie de Pindry,
— le mercredi 20 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Chateaufort,
— le jeudi 21 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Montmorillon,
— le vendredi 22 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de La Trinité-Vieille.

DANS LE DEPARTEMENT DE L'INDRE :
— le jeudi 24 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Saint-Benoit-Saint-Martin,
— le mardi 25 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Ligné,
— le mercredi 26 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Cusset,
— le mardi 2 mai 1989, de 9 heures à 12 heures à la mairie de Dunet,
— le mardi 2 mai 1989, de 14 heures à 17 heures à la mairie de Saint-Gilles,
— le mercredi 3 mai 1989, de 9 heures à 12 heures à la mairie de Vignoux,
— le mercredi 3 mai 1989, de 14 heures à 17 heures à la mairie de Romagne.

Une copie du rapport et des conclusions de la Commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant un an à la Préfecture de la Vienne (2^e direction - 3^e bureau) et à la Préfecture de l'Indre (1^{re} direction - 4^e bureau) et deux exemplaires de ce rapport ont été déposés au dossier d'enquête.

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1987 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à :
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 00 11 08 - Téléc. : 612358 F

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

horizon

Marchés financiers

BOURSE DU 17 MARS

Réglement mensuel																			
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Cours	Précéd.	Dernier	%	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cours	Précéd.	Dernier	%				
5760	1070	1126	1700	1301	886	1900	325	480	2570	610	740	306	306	306	306				
C.A.E. 25 *	B.M.P. P.T.	C.C.P. P.T.	Châ. Lyon. P.T.	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
1686	1616	1320	1320	601	604	2570	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580	321 20	525	2580	612	741	421 80	410	412	410				
1680	1616	1320	1320	606	606	2580													

Comptant (selection)[illegible]**SICAV** (collection)[illegible]

S	Cours préc.	Dernier cours
---	----------------	------------------

Actions		High	Low	Close
Agapco (Std. Pl.)	1493			1493
A.G.F. (Std. Com.)	882			882
Apple-Hydrant	786			786
Asarco	220			220
Aspen-Publish	1140			1140
Bain Co. (M.M.)	315	318		315
Bancroft-Hydrant				786
Bay City (M.M.)				527
Berry-Dan				550
B.N.P. International	577			577
B.N.P. International	6810	6820		6810
B.T.F. (M.M.)				482
B.T.F. (M.M.)		110		110
Call	710	711		710
Cash		885		885
C.A.M.E.				380
Calumet-Corona	811	813		811
Case-Petroleum		47 80		47 80
C.E.P.R.		440		440
Central Sherry		1632		1632
Central (Std.)	220			220
Champion		181 60		181 60
Cummins (Std.)	146			146
Deere				314
Dynalene				6510
Eastman				1493
Edison				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				1493
Electric				882
Electric				786
Electric				220
Electric				1140
Electric				315
Electric				786
Electric				527
Electric				550
Electric				577
Electric				6810
Electric				482
Electric				110
Electric				710
Electric				885
Electric				380
Electric				811
Electric				47 80
Electric				440
Electric				1632
Electric				220
Electric				181 60
Electric				146
Electric				314
Electric				6510
Electric				

440	Soleno da Midei	476
080	Suoma	91
100	Suomi	92

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		
	pois. 100	17/3	Achat	Vente	
Etats-Unis (5 1)	5 528	5 230	6 100	6 500	Or (100)
France (100)	7 051	7 050	.....	.....	France (100)
Allemagne (100 DM)	339 400	339 610	328	349	Allemagne (100 DM)
Angleterre (100 £)	16 168	16 168	16 520	16 860	Angleterre (100 £)
Portugal (100 \$)	295 800	295 800	295 200	295 800	Portugal (100 \$)
Maroc (100 francs)	60 020	59 850	60 500	60 500	Maroc (100 francs)
Israël (100 N.I.)	82 000	85 000	82 000	86 000	Israël (100 N.I.)
Grèce (100 drachmes)	10 884	10 870	10 950	11 200	Grèce (100 drachmes)
Géorgie (100 souv.)	4 200	4 030	3 700	4 800	Géorgie (100 souv.)
Inde (100 roup.)	4 618	4 618	4 618	4 618	Inde (100 roup.)
Suisse (100 fr.)	365 700	364 030	382	404	Suisse (100 fr.)
Bulgarie (100 leva)	99 910	99 780	105 260	102 280	Bulgarie (100 leva)
Autriche (100 sch.)	48 100	48 136	48 600	47 950	Autriche (100 sch.)
Espagne (100 pes.)	14 640	14 640	14 640	14 640	Espagne (100 pes.)
Belgique (100 francs)	1 112	1 110	3 850	3 850	Belgique (100 francs)
Canada (5 can.)	5 284	5 300	5 120	5 280	Canada (5 can.)
Japan (100 yen)	4 948	4 830	4 670	4 890	Japan (100 yen)

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : La plénium du comité central et la situation de M. Boris Eltsine. — Le nouveau gouvernement yougoslave. 4 La préparation de l'élection présidentielle au Salvador. 6 Le conflit afghan. 7 La fin de la conférence islamique à Riyad.	8, 9 et 10 La préparation du second tour des élections municipales : Paris, Aix, Avignon, Sarcelles, Abbeville, la Réunion. 10 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 11 Le silence du gouvernement accablé par le mécontentement en Corse.	12 La revalorisation des carrières universitaires. — Les grèves dans les hôpitaux publics. — L'épiscopat français renouvelle son soutien au comité catholique contre le faim. 13 Le procès d'Yves Jobic.	21 Théâtre : rencontre avec Antoine Vitez. — L'imposant, de Georges Bernanos. 22 Musique : Xenakis à Bruxelles. — Lettres : la mort de Georges Blond.	27 Les Polonais peuvent acheter librement des devises. 29 La hausse des prix en février. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Loto 25 Carnet 14 Météorologie 25 Mots croisés 18 Philatélie 25 Radio-télévision 24	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Municipales : les résultats complets du 1 ^{er} tour ELEC ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 taping LM et 3615 taping LE MONDE

ROUMANIE : les pressions internationales sur le régime de M. Ceausescu

- La Commission de Bruxelles ajourne les négociations avec Bucarest
- Paris rappelle son ambassadeur en consultation

La pression internationale sur le régime de M. Ceausescu s'accroît. Jeudi 16 mars, alors que la Commission de Bruxelles déclarait sursoir jusqu'à nouvel ordre à la reprise des négociations avec Bucarest en vue de la conclusion d'un accord de coopération, Paris rappelait M. René Le Breton, son ambassadeur, en consultation, et le quai d'Orsay publiait un communiqué très sévère pour le régime roumain. Le ministre français des affaires étrangères annonçait également le report de la réunion de la commission mixte franco-roumaine qui devait se tenir les 22 et 23 mars à Paris. « Le gouvernement français est vivement préoccupé par les nouvelles en provenance de Roumanie selon lesquelles des mesures policières auraient été prises à l'encontre de personnalités qui ont récemment adressé une lettre ouverte au président Nicolas Ceausescu, indique le communiqué. Si tel était le cas, il s'agirait d'une grave atteinte aux droits de l'homme, totalement contraire aux obligations souscrites à l'ONU par les États membres de la CSCE, dont la Roumanie ».

Paris répond ainsi aux mesures de répression prises contre six anciens dirigeants communistes qui avaient critiqué le régime roumain dans une lettre publiée samedi dernier et qui, selon des sources diplomatiques,

auraient été placés sous surveillance policière rapprochée. Le fils de l'un d'entre eux, haut fonctionnaire, aurait été arrêté sous l'accusation d'espionnage.

M. Michel Rocard avait lui-même ouvert le feu, le 6 février à Genève, contre les exécutifs de M. Ceausescu, en dénonçant dans une intervention remarquée devant la commission des droits de l'homme de l'ONU les conditions faites au « malheureux peuple roumain ». La Roumanie s'était distinguée le mois précédent à Vienne en étant la seule à se désolidariser de certaines dispositions relatives aux droits de l'homme figurant dans le document final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). A Genève, devant la commission de l'ONU, elle allait faire l'objet d'une offensive des pays occidentaux, Suède en tête, rejointe par la Hongrie, demandant l'envoi d'une mission d'enquête sur place.

Après avoir tenté d'éviter l'isolement, en laissant entendre qu'il accepterait de recevoir une telle mission, le gouvernement de Bucarest était revenu sur son offre, le jugeant sans doute trop risqué. Ce revirement lui valut d'être pour la première fois ouvertement « lâché » par la plupart des pays du pacte de Varsovie qui, en s'abstenant, firent

adopter une résolution condamnant les violations des libertés fondamentales dans ce pays.

Escalade dans la tension

Ces condamnations morales, même émanant des pays « frères », n'étaient apparemment pas de nature à infléchir le régime de M. Ceausescu, comme on le vit la semaine dernière, après le geste des six anciens dirigeants communistes. Les mesures adoptées par Paris, de même que l'attitude ferme de la Commission de Bruxelles exposée à Strasbourg, jeudi, par le commissaire Frans Andriessen, marquent ainsi une certaine escalade dans la tension. Le gel des négociations commerciales de la CEE avec la Roumanie était officiellement suspendu depuis l'été dernier par la Communauté avec tous les autres pays de l'Est.

M. Frans Andriessen répondait, jeudi, à Strasbourg, à une interpellation de M. Simone Veil. Au nom du groupe libéral, celle-ci a demandé aux gouvernements européens de cesser tout achat à la Rou-

manie. « Ces exportations privent la population de produits de base, nous ne pouvons pas manger le pain des Roumains », a-t-elle dit.

La résolution, présentée par son groupe à l'Assemblée européenne jeudi, n'a cependant pas été retenue. Le texte finalement adopté, nous indique notre correspondant Marcel Scotto, est même, pour ce qui est des relations commerciales, quelque peu en retrait par rapport à l'attitude de la Commission, puisqu'il se borne à recommander à la délégation communautaire de « réaffirmer l'attachement de la CEE au respect des droits de l'homme », à l'occasion des négociations avec la Roumanie. Le Parlement se dit cependant « scandalisé » par les violations de ces droits et condamne notamment le programme « d'assimilation et de déplacement forcés des minorités, dont beaucoup sont obligées à l'exode ». Il apporte d'autre part son soutien au projet de parrainage par des municipalités d'Europe occidentale de huit mille villages roumains menacés de destruction par le gouvernement Ceausescu. Il invite enfin les gouvernements des Douze à « réexaminer » leurs relations bilatérales avec ce pays en fonction de l'évolution de la situation.

C. T.

Sur le vif

Gra-cra

Génial, le dessin de Trez aujourd'hui dans France-Soir. Les échos du prétoire où s'empouvent Jobic-la-tique et l'Hayat, l'arrache, règlement de comptes gauche et puant arbitré par des putes et des macs rigolards avec cette bulle sortant de la bouche d'un enfant : Et dire qu'ils veulent interdire les Crayons ! Enfin, franchement, c'est à se péter la rate, la stupeur effarée des adultes devant le succès foudroyant de ces images style Hara-Kiri, importées des États-Unis à l'intention des six-dix ans, galerie de monstres baptisés Gustave-la-beuve, Virginie-l'aplatie ou Émile-à-Maurice, version nineties des hallucinants portraits fruits et légumes qui faisaient craquer les farses d'Arcimboldo à la cour des Habsbourg en 1500 et quelques.

Fallait voir, hier, à la télé, la chevrotante indignation de nos immortels barbons en habit vert à qui l'on demandait si ça craignait, ces Craignos. Et comment ! C'est très laid, très moche, ça va les perdre, nos pauvres agneaux innocents, ça va en faire des brutes et des truands. Ils dégoûtent de roussesisme guimauve, ils en mouillaient leurs palmes académiques.

Désolé, son petit, l'homme le fait à son image, celle que nous renvoie soir après soir dans une

hallucinante chevelure de folles sanguinaires, fanatiques et dépravées, le miroir de l'écran. Soyons justes, nos gosses ont quelque chose en plus. L'hypocrisie, ils connaissent pas, pas encore. Et le sens de l'humour, de la télévision, ça leur est pas passé, pas encore. C'est dans les cours de récré que se ramassent les meilleures histoires drôles. C'est au dos de ces Dégoûtados, qu'on s'arrache par millions chez les marchands de cahiers et de bonbons, à la sortie des écoles, qu'on trouve des certifs et des permis du genre : T'es une bosse de chameau, t'es dispensé de te lever à l'eau, ou Tires loin, tu deviendras ennemi public numéro un.

Moi je trouve ça marrant. Un pied de nez à la léninisme litiste des parents : Va te coucher... Tiens-toi droit... Laisse ta sour tranquille... Si tu continues, tu finiras... L'insolence féroce et candide de cet âge bête, l'âge du pipi-caca-zizi, l'âge où l'on découvre dans un éclat de rire, hâles de courage duris les détestables anapocrites belyades sous le tapis par papa, maman, m'sieur le commissaire, m'sieur le juge, m'sieur le maire, m'sieur le ministre et m'sieur le président.

CLAUDE SARRAUTE.

GRÈCE

Remaniement ministériel

ATHÈNES de notre correspondant

Englué dans le scandale Kerkiras, le premier ministre grec, M. Andreas Papandreu, a procédé, vendredi 17 mars, à un remaniement ministériel avant d'aborder la campagne électorale des élections législatives du 18 juin prochain.

Le nouveau gouvernement ne comporte plus que quarante-trois membres, contre cinquante-quatre précédemment. Il n'y a aucun nouveau ministre, alors que ministres et secrétaires d'État quittent le gouvernement. Parmi eux, on signale le départ de M. Georges Petros, chargé de l'ordre public, et dont le nom avait été cité plusieurs fois à

propos du scandale Kerkiras, ainsi que celui de M. Vassos Rotis, ministre de la Justice, qui a été remplacé par M. Yannis Skoularikis qui quitte son poste de ministre délégué à l'Intérieur. La place de M. Agamemnon Koutsorgas au ministère de la présidence du Conseil, est occupée par M. Anastassios Papadimitriou, qui garde aussi le ministère de l'Industrie. Enfin, le ministère

de l'ordre public est occupé par M.akis Tsoumatsopoulos, qui garde le ministère de l'Intérieur et donc la préparation des élections législatives en juin prochain. On attendait un « coup de balai », il n'y a eu qu'une redistribution des cartes, fut en substance le commentaire de la plupart des observateurs.

TH. M.

LES
CLÉS
DU
MAC

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS
VOULU SAVOIR SUR VOTRE MACINTOSH

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- MACINTOSH SE/30 : La puissance au banc d'essai
- STUDIO 8, PIXELPAINT 2.0, GRAPHISPAINT II La peinture sur écran
- 15 logiciels à découvrir

LE N° 4 VIENT DE PARAÎTRE

L'évolution de la délinquance et de la criminalité

Une tendance à la hausse

En présentant dans quelques semaines l'évolution de la criminalité et de la délinquance en 1988, M. Pierre Joxe devrait-il annoncer une augmentation après les baisses de 1985, 1986 et 1987 (respectivement - 2,78 %, - 8,02 %, - 3,68 %) ?

Clignotant au rouge pour Paris intra-muros : si durant le premier trimestre de 1988, la préfecture de police de la capitale avait enregistré une chute spectaculaire de 11,29 %, les mois qui ont suivi ont connu un spectaculaire retournement de tendance : + 2 % en octobre, + 4 % en novembre, + 6 % en décembre ainsi qu'en janvier dernier. Ces chiffres mensuels n'empêchent pas une statistique globale à la baisse pour toute l'année 1988, qui serait, pour la police judiciaire parisienne, de - 4,27 % et de - 3,02 % pour l'Île-de-France.

Les augmentations récentes concerneraient surtout la petite délinquance, les vols simples, vols à la roulotte, vols à l'arraché, etc. Cependant, les vols à main armée connaîtraient également depuis novembre 1988 une ombre ascendante. L'alerte est d'autant plus sérieuse que les statistiques parisiennes étaient en régulière diminution depuis 1984.

Comment expliquer cette brusque accélération ? Certains policiers proches de l'actuel gouvernement y voient la marque d'un zèle, non dénué d'arrière-pensées politiques, d'une partie de la hiérarchie poli-

cière. La gauche n'avait-elle pas déjà fait face à de fortes augmentations en 1981 et en 1982, avant de réussir à ralentir la hausse, puis à inverser la courbe en 1985, pour la première fois depuis 1976 ? Subjective, cette explication semble insuffisante.

Un double héritage

En fait, les chiffres parisiens traduisent un double héritage : les chiffres de 1987 illustraient déjà un ralentissement de la baisse de la délinquance et comportaient des augmentations préoccupantes dans certains secteurs : la loi d'amnistie et la grâce présidentielle de 1988, quoique limitées par rapport à celles de 1981, ont mathématiquement entraîné de nouveaux débits, faute d'une réinsertion suffisante des anciens détenus.

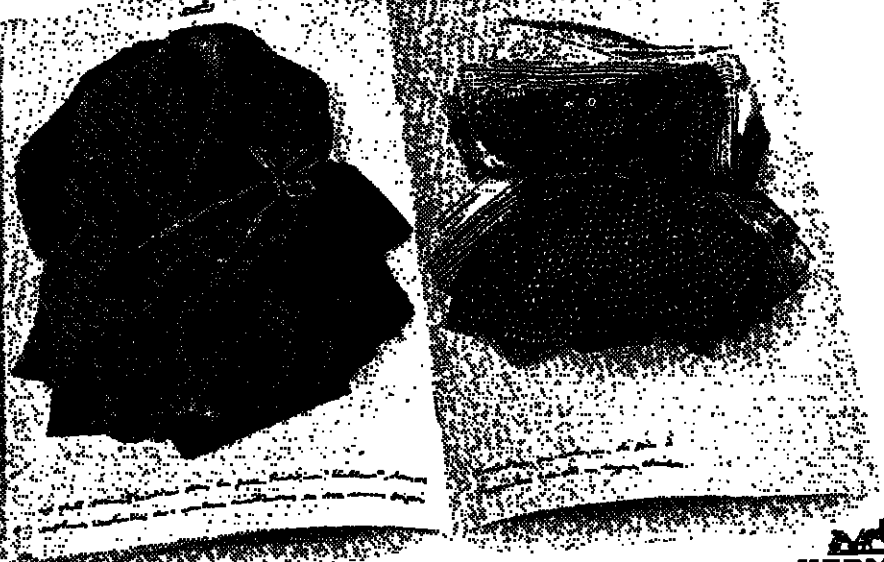
En 1987, la gendarmerie nationale, qui couvre les zones rurales et péri-urbaines, enregistrait une légère hausse de 0,11 %. Certaines grandes villes connaissent de fortes augmentations : + 4,48 % à Lille, + 3,22 % à Strasbourg, + 2,05 % à Marseille. Déjà le ministre de l'Intérieur constatait que la

petite délinquance était moins bien maîtrisée que la moyenne et la grande criminalité. Le poids de la toxicomanie se faisait lourdement sentir sur l'évolution du paysage, entraînant une multiplication de vols « alimentaires » et brouillant les frontières du banditisme avec des passages inattendus aux vols à main armée, notamment sur la voie publique.

La libération de 5 171 détenus a sans nul doute renforcé ces évolutions. A l'époque, le ministre de l'Intérieur s'était d'ailleurs fondé sur les pronostics alarmants de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) pour en limiter l'ampleur. La DCPJ prévoyait en effet « une influence à la hausse, fin 1988, début 1989, inéluctable, notamment sur les petits vols » (le Monde du 17 juin 1988). Dans la même note, elle soulignait que « la préfecture de police de Paris prévoit, suivant l'ampleur de la loi d'amnistie, une hausse en 1988 pouvant aller jusqu'à 20 % », avant de conclure : « Une prévision France entière pour 1988 pourrait être un peu moins pessimiste : de 0 à + 10 % semble une fourchette raisonnable ».

EDWY PLENEL.

HERMÈS. ÉLÉGANCE-APPEAL.



La nouvelle Collection Hermès et le Carrel d'Élégance vous attendent chez Hermès. Tél. 42.65.21.60 poste 4262.

HERMÈS
PARIS

MODE ET JALOUSIE !

C'est un fait, nous connaissons tous cette jeune femme qui suscite la jalousie et la curiosité intense de ses meilleures amies ! Elle porte dix fois plus de nouvelles robes, de vêtements "super" dans des tissus géniaux et cette Mode la rend si attirante. Pourtant elle ne dépense pas tellement...

Vous voulez connaître son secret, le voler : faites comme elle, allez chez Rodin.

Vous y trouverez votre revanche sur cette rivale, au prix les plus doux, des tissus depuis 30 f le mètre. A vous, le bonheur dans la mode.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

A C D E F G H

هكذا من الأصل